

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

---

# LES ZONES FRANCHES

---

DE LEUR APPLICABILITÉ EN ALGÉRIE

---

## THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

*Le mercredi 12 janvier 1910, à 3 heures*

PAR

**Marcel COLIN**

---

*Président : M. CAUWÈS, professeur.*

*Suffragants :*  $\left. \begin{array}{l} \text{MM. SOUCHON, professeur.} \\ \text{. TRUCHY, professeur.} \end{array} \right\}$



PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTÉS

**A. MICHALON**

**10, Rue de Vaugirard, 10** (près l'Odéon)

—  
1910



THÈSE  
POUR  
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive  
in 2026

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

---

# LES ZONES FRANCHES

---

DE LEUR APPLICABILITÉ EN ALGÉRIE

---

## THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

*Le mercredi 12 janvier 1910, à 3 heures*

PAR

**Marcel COLIN**

---

*Président : M. CAUWÈS, professeur.*

*Suffragants :*  $\left. \begin{array}{l} \text{MM. SOUCHON, professeur.} \\ \text{TRUCHY, professeur.} \end{array} \right\}$



PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTÉS

**A. MICHALON**

**10, Rue de Vaugirard, 10 (près l'Odéon)**

—  
1910

**La Faculté n'entend donner aucune approbation  
ni improbation aux opinions émises dans les  
thèses ; ces opinions doivent être considérées  
comme propres à leurs auteurs.**

## INTRODUCTION

Depuis de longues années déjà nous constatons avec trop d'évidence malheureusement que les progrès économiques de notre pays sont loin de suivre la marche ascendante de nos voisins. Les statistiques d'année en année nous montrent l'avance considérable que nous laissons prendre sur nous par des concurrents toujours plus redoutables. Les débouchés extérieurs qui récemment encore nous étaient acquis sont enlevés à nos produits par des rivaux plus forts tous les jours de leurs succès économiques. Stimulés par cette lutte incessante nous voyons l'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie, de petits pays même comme la Belgique ou le Danemark augmenter sans cesse leur chiffre d'affaires. L'Allemagne de 11.020 millions en 1908 passe à 19.496 en 1909.

|                  |                 |   |                 |   |
|------------------|-----------------|---|-----------------|---|
| L'Angleterre de. | 18.867 millions | à | 26.797 millions |   |
| L'Italie. . . .  | 2.617           | — | 4.830           | — |
| La Belgique . .  | 3.831           | — | 6.621           | — |
| Le Danemark . .  | 847             | — | 1.424           | — |
| La Suisse. . . . | 1.789           | — | 2.840           | — |

Alors que durant le même stade la France passe péniblement de 7.982 millions à 11.819 millions. Le même retard se manifeste si nous tournons les yeux vers notre marine marchande. Ici encore nous avançons péniblement alors que tous nos concurrents marchent à pas de géants. La situation est malheureusement trop connue pour que nous insistions. Les doléances que font entendre les Chambres de commerce, les plaintes des producteurs et des industriels, les déboires de nos armateurs sont dans les colonnes de tous les journaux. De partout on se lamente et tandis que certains réclament de l'État Providence la prime ou la prohibition qui sera leur salut, d'autres voient au contraire l'origine de tous leurs maux dans le protectionnisme à outrance qui nous opprime depuis 1892.

Il ne rentre pas dans notre programme de retracer ici la lutte séculaire engagée entre les tenants du protectionnisme et du libre échangeisme. Nous voudrions nous borner à constater des faits, à connaître une situation pour ensuite rechercher après bien d'autres si cette situation n'est pas susceptible d'améliorations de détail. Nous voulons dire par là que la ou les mesures à trouver seraient d'heureuses exceptions qui sans ébranler le système douanier dont nous vivons en rendraient le fonctionnement plus souple et le principe moins rigoureux. Mais ce principe lui-même porte-t-il sa justification ? Nous pou-

vons sans hésiter l'admettre. La nécessité de protéger leur intégrité économique est reconnue par la quasi-unanimité des nations. Sauf l'Angleterre, la Hollande, la Norvège et le Danemark, chacune a été amenée à s'entourer dans le dernier quart du siècle dernier de barrières douanières protectrices. Ce mouvement de défense économique qui avait pris naissance en 1866 aux États-Unis d'Amérique succédait en Europe à la période du libre échangeisme enthousiaste créé par les efforts de Cobden et de sir Robert Peel en Angleterre et de Michel Chevalier en France. Ce fut l'Allemagne sous l'impulsion de Bismarck qui, en 1879, revint la première franchement à la protection. La France la suivait en 1881 avec un tarif légèrement protecteur pour aboutir en 1892 au régime douanier, nettement protecteur cette fois, auquel nous restons encore soumis. Toute l'Europe a suivi ce mouvement et nous avons pu voir l'Angleterre elle-même tenter un mouvement en faveur de la protection (1).

La Protection est en effet une nécessité vitale pour la majorité des pays. Les conditions de lutte écono-

1. En France au moins, ce régime ne paraît pas devoir laisser place à une plus grande liberté. Les travaux parlementaires actuels nous font au contraire prévoir une aggravation des droits imposés, aggravation nécessitée, disent ses défenseurs, par la concurrence de plus en plus dure faite par nos voisins aux produits de notre industrie.

mique sont rarement égales entre États. L'abondance de matières premières, de main-d'œuvre, de capitaux ou de l'un seulement de ces éléments donne à la nation qui en est favorisée une force économique redoutable pour ses voisins. Sous le régime de la libre concurrence ces derniers vont en effet être envahis sans lutte possible par la production du pays le plus riche et ce sera la ruine. Maître du marché le producteur favorisé deviendra un spéculateur ; le monopole de fait établi, ce sera pour les pays tributaires l'instabilité habituelle des cours, le renchérissement artificiel des produits et surtout la crainte permanente d'une crise ou d'une guerre les affamant par la disparition de l'unique producteur.

Il y a donc pour toute nation une nécessité vitale de ne jamais être soumis à la production étrangère. La protection seule lui permettra d'arriver à se suffire à elle-même en assurant le développement harmonique de toutes ses forces productives.

Si nous faisons abstraction des théories généreuses, mais peu vérifiées, qui font appel à la fraternité des peuples et à l'entente universelle nous restons en face d'une réalité brutale : la lutte des hommes et des nations pour la vie. Quel que soit notre idéal humanitaire nous ne pouvons nous retirer de cette lutte ; il faut la subir et pour cela être armés. Il nous faut défendre notre capital national tout comme nous défendons notre sol. Et s'il est reconnu de tous que

nous devons consentir l'impôt du sang pour assurer notre indépendance politique, il est non moins certain que notre intégrité économique ne sera sauvée que par une protection de toutes nos forces productives.

Mais le fardeau est lourd. Le principe protecteur juste et nécessaire, comporte par lui-même de graves conséquences. Et d'autre part ses applications sont trop sujettes à des abus que multiplient les nécessités gouvernementales ou la cupidité des producteurs nationaux.

Le plus grave danger que le protectionnisme fait courir au pays protégé est à notre sens l'état de guerre économique où il se trouve placé vis-à-vis de tous les autres pays concurrents. La guerre de tarifs devient une conséquence fatale de cet état d'esprit qui amène les nations comme les hommes à rendre au voisin le même traitement qu'il en subit. La réciprocité est sans doute légitime, mais aussi quelles sont les conséquences très lourdes d'une pareille lutte économique.

Nous aboutissons tout d'abord à une exagération sans borne des droits, qui très acceptables tout le temps qu'ils protègent une industrie naissante, deviennent un impôt vexatoire grevant la consommation nationale le jour où ils permettent par leur accroissement sans cesse réclamé, un bénéfice supplémentaire au producteur protégé. Car il est bien évi-

dent que ce dernier impose alors comme prix minimum de vente de son produit non plus le simple coût de production augmenté d'un bénéfice raisonnable mais bien le prix auquel l'étranger devra prétendre pour récupérer outre le prix de revient et les frais de transport l'acquittement du droit de douane. Nous aboutissons ainsi à un renchérissement de la vie nationale qui pèsera lourdement sur le pays.

D'autre part, cet industriel si fortement protégé sera-t-il placé dans les conditions d'émulation et de concurrence sans lesquelles le progrès reste un mot, une fiction difficilement réalisable ? Evidemment non. Comment pourrait venir à l'esprit d'un producteur que le mauvais outillage de son usine pourrait être heureusement modifié si, à l'abri de toute concurrence étrangère, il réalise sans modification ni dépense des bénéfices respectables ? Il trouvera plus sage de conserver ses capitaux. Admettons même que cette concurrence étrangère devienne menaçante, il sera plus tenté de demander un relèvement de tarif que de chercher dans l'amélioration de ses machines ou de ses procédés un abaissement du prix de revient. Mais quel retard pour le pays et dans quelle situation se trouvera-t-il le jour où les concurrents mieux outillés, mieux entraînés, viendront malgré tous les droits l'inonder de leurs produits. On nous objectera, il est vrai, que nous faisons table rase de la concurrence nationale. Celle-ci stimulée par les bénéfices

importants réalisés dans l'industrie favorisée va y porter ses efforts et ce sera désormais entre les concurrents une lutte où le mieux armé, nous voulons dire le mieux outillé, emportera la palme. Ceci est certain. Mais n'est-il pas évident que cette concurrence sera un peu trop limitée dans son action. D'abord parce qu'elle n'existera qu'entre les producteurs d'une nation, théâtre en somme assez restreint et où les ententes sont si faciles ! Et ensuite parce que cette concurrence se fait à l'abri d'un droit que, dès le début, nous avons supposé élevé et sur le bénéfice duquel le producteur cherchera à perdre le moins possible. Si donc notre observation en ce qui concerne le retard dans le progrès industriel n'est fondée que pour partie, nous contrôlons que notre première objection reste entière. Il reste acquis que le droit protecteur aussitôt qu'il dépasse sa juste limite devient un impôt vexatoire qui pèse sur tout le marché national lésant gravement le consommateur au profit du producteur dont l'intérêt le plus évident est de laisser se perpétuer un état de choses aussi favorable.

Mais il est encore d'autres conséquences plus graves du régime de guerre de tarifs suscité entre les pays protectionnistes par leur besoin d'élever sans cesse les barrières douanières.

Tout d'abord, que va devenir sous ce régime le commerce international ? Quelle va être vis-à-vis d'un

pays protégé la situation de l'étranger commerçant ? Le premier entouré de barrières douanières présente à l'importateur toutes les difficultés des tracasseries fiscales et administratives. Évidemment c'est le but recherché. Mais la conséquence n'est pas loin : l'étranger abandonnera de plus en plus ce marché dont la pénétration est si difficile. Il ne voudra pas importer une marchandise qui sitôt débarquée est frappée de droits très lourds sans savoir même si elle sera consommée dans ce pays. Le consommateur national lui-même hésitera à faire venir le produit dont il a besoin, car admettons (hypothèse souvent contrôlée dans le commerce) que ce produit ne lui convienne pas, ne corresponde pas à l'utilité qu'il croyait en retirer sur le vu de l'échantillon ou même ne soit pas conforme à ce dernier. Dans quelle situation va-t-il se trouver ? Les droits de douane payés vont ici encore peser lourdement sur cette marchandise inutile et en rendront la réexportation impossible. Mais nous répondra-t-on pourquoi ce consommateur ne s'adresse-t-il pas à la production nationale ? L'étranger est exclu de notre marché. C'est bien ce que nous voulons. Et en fait il est bien certain que la production intérieure va largement bénéficier de cet état de choses. Mais dans l'ensemble des forces productives de la nation une partie de celles-ci doit-elle être sacrifiée à telle ou telle autre ?

Sans doute si les importations étrangères souffrent

du régime protecteur ce n'est que demi mal puisqu'en somme tout compte fait c'est l'Industrie nationale qui profite de la plus value donnée à ses produits. Mais que répondrons-nous à nos producteurs nationaux lorsqu'ils nous montreront leurs efforts pour pénétrer sur les marchés étrangers brisés par les vexations prohibitives des douanes. Ce travail, ces énergies, ces capitaux doivent-ils être sacrifiés et nous est-il permis de les abandonner pour favoriser uniquement ceux qui écoulent leurs produits sur le marché national.

Evidemment, il est des industries qui transforment des matières premières que leur pays peut seul leur fournir ou ce qui revient au même, qu'il leur fournit à un prix défiant toute concurrence étrangère : ces industries sont par le fait de ce quasi-monopole dans une situation qui leur permet une lutte efficace. Elles n'auront à vaincre que les difficultés douanières de l'étranger pour pénétrer sur son marché, difficultés que le coût de production peu élevé comparative-ment à celui des concurrents réduira sensiblement.

Mais malheureusement les industries sont rares qui sont aussi exceptionnellement favorisées. Très souvent les matières premières nécessaires se trouvent à l'étranger à un prix de revient bien inférieur à celui pratiqué dans le pays. Et l'industriel qui veut exporter se trouve dans une situation très nettement inférieure puisque, outre les droits de douane, un

prix de revient supérieur grèvera son produit. La lutte sera impossible, sauf pourtant dira-t-on, si l'industriel avisé se met en mesure de prendre à l'étranger cette matière première qu'il peut obtenir à bon compte. Une main-d'œuvre moins chère, un outillage plus parfait, la réputation de sa marque rétabliront l'équilibre et compenseront des frais de transport supplémentaires. C'est fort juste mais nous comptons sans les droits protecteurs qui par définition ont frappé à l'entrée cette matière première étrangère pour lui enlever la possibilité de concurrencer à perte la marchandise nationale. Par le jeu de ce droit le prix de cette marchandise à transformer, étrangère ou non, sera limité en baisse à un cours sensiblement égal à celui exigé par ses producteurs protégés. Et dès lors nous retombons dans cette même impossibilité matérielle de lutter avec profit pour créer à l'extérieur des débouchés lucratifs.

Et cependant cette exportation est utile, nécessaire même. Le marché national, si grand soit-il, quelque soit sa puissance d'absorption ne jouit pas d'une élasticité suffisante pour assurer l'écoulement d'une production un peu intensive. La consommation est réglée d'une façon trop exacte, les besoins ne se renouvellent pas avec une rapidité assez grande pour permettre un dépassement même léger de la production normale. Mais alors c'est l'interdiction de fait d'un accroissement un peu rapide de l'industrie na-

tionale. Les progrès seront limités par une progression très lente des besoins nouveaux. Les capitaux découragés iront à l'étranger, comme nous le constatons, chercher un emploi rémunérateur pour le plus grand profit de nos adversaires économiques.

Et d'autre part de quel poids va peser sur notre industrie ce manque de débouchés qui l'empêchera de suivre délibérément le mouvement de concentration qui caractérise notre époque. Le but suprême de la concentration est la réduction du prix de revient. Sans doute l'unité de direction, l'utilisation pratique des sous-produits, l'obtention de meilleurs prix d'achat par suite des gros marchés traités, une division du travail plus perfectionnée, feront beaucoup pour y atteindre, mais il faudra surtout produire, obtenir de l'outillage un rendement intensif de manière à diviser les frais généraux sur un plus grand nombre de produits. Cette nécessité de produire le maximum pour un capital industriel donné est reconnue sans conteste. Les producteurs y ont puisé les enseignements qui nous ont mené à la grande industrie actuelle. Mais combien sont-ils limités par le manque de débouchés dont ils se plaignent si vivement. Le marché national se refusant à absorber une plus grande production ils sont astreints à mesurer leur effort. D'où un ralentissement certain de notre marche vers une production abondante et rémunératrice favorable à tous les intérêts nationaux.

Et d'autre part si l'industrie de transports souffre considérablement du marasme des relations internationales, causé par la protection, ne doit-on pas dire que c'est là une conséquence défavorable qu'il importe de réparer au plus tôt ? Sans insister sur l'importance des profits réalisés par les transporteurs oubliera-t-on cette vérité, dite et redite pourtant à satiété, que d'une bonne marine marchande dépend pour un pays la force de la marine de guerre ? Il ne faudrait donc pas que pour sauver les uns un régime douanier menace réellement l'existence des autres et nous voyons que c'est le cas en réalité.

Donc, d'une part, nous l'avons vu nécessité nationale d'une protection efficace maintenant intactes les forces productives du pays ; mais aussi inconvénients très graves pour l'essor industriel et commercial du pays, limitation de la production par le manque de débouchés hors le marché national et partant découragement et inutilisation de capitaux, de main-d'œuvre, d'intelligences diminuant la force économique de notre pays.

Tous ces inconvénients ont été vus et étudiés depuis qu'existent les barrières douanières entre les nations. Les protectionnistes les plus avertis ont reconnu la nécessité de remédier à une situation aussi désavantageuse. Colbert, en même temps qu'il instituait le régime douanier protecteur qui devait aboutir au relèvement de l'industrie nationale, se préoc-

cupait à juste titre des moyens propres à attirer en France les commerçants étrangers, à favoriser aux industries l'obtention des matières premières au moindre prix, à faciliter enfin le développement d'une marine nationale qui assure des transports réguliers au commerce. Nous lui devons ainsi le rétablissement des villes franches dans leurs anciennes prérogatives et la création en France des entrepôts. Puis la disparition de cette franchise et les difficultés de toute nature que rencontrait l'industrie dans l'emploi de l'entrepôt amenèrent les gouvernements successifs à la création d'autres palliatifs.

C'est ainsi que furent établis d'abord le drawback, puis l'admission temporaire qui vint le remplacer.

Actuellement l'entrepôt sous ses diverses formes et l'admission temporaire subsistent seuls.

Nous nous proposons d'étudier ces différents tempéraments apportés par le législateur à la rigueur de notre système douanier : l'entrepôt, le drawback, l'admission temporaire, leur fonctionnement, les avantages et inconvénients qu'ils présentent seront examinés dans un premier chapitre.

Un second nous permettra de nous occuper de la zone franche. Après un rapide historique, nous y verrons l'état actuel de la question, nous exposerons et discuterons les arguments favorables ou contraires à son adoption et enfin nous comparerons le régime de la franchise partielle aux régimes de l'en-

trepôt et de l'admission temporaire. Ces deux chapitres feront l'objet d'une première partie.

Puis dans une seconde partie, envisageant spécialement l'Algérie, nous verrons, après avoir donné un tableau aussi exact que possible de sa situation économique, tous les avantages spéciaux qu'offrirait la création d'un port franc dans cette colonie. Reprenant un à un tous les arguments produits dans la Métropole pour ou contre la franchise, nous examinerons si leur valeur reste entière lorsqu'ils sont envisagés au point de vue algérien.

Enfin spécialisant la question au port même d'Alger nous verrons pourquoi ce dernier plus que tout autre port algérien doit être doté de la zone franche. Après avoir indiqué les avantages offerts par sa situation géographique, les ressources actuelles de son port et de son commerce, nous examinerons toutes les industries dont le développement serait assuré par la création d'une zone franche à Alger ainsi que les conditions dans lesquelles celle-ci pourrait être créée.

# PREMIÈRE PARTIE

---

## CHAPITRE PREMIER

### ENTREPOT DE DOUANE

On nomme entrepôt en matière de douanes un local où les commerçants sont admis à déposer temporairement et en franchise de tous droits, des marchandises importées qu'ils peuvent par la suite réexporter en franchise, ou introduire dans le marché national après paiement des droits momentanément suspendus.

Cette institution fut créée en France par Colbert. Elle fit partie de l'ensemble des mesures que notre ministre mit en œuvre pour assurer un plus grand essor économique de la France. Un édit de 1664 confirmé par une ordonnance de 1687 pose le principe et définit l'organisation et le fonctionnement des

entrepôts. Ceux-ci qui n'admettent au début que les marchandises coloniales reçoivent bientôt sans aucune restriction tous les produits quelle que soit leur origine. Mais soit que cette extension du bénéfice de l'entrepôt ait permis des abus, soit que les fermiers des douanes lésés gravement dans leurs bénéfices, aient usé de leur influence souveraine, un arrêt du Conseil intervient rapidement (en 1688) qui n'admet plus à l'entrepôt que le commerce des colonies. Les lettres patentes d'avril 1717 viennent leur confirmer ce privilège. Quoique réduit dans ses applications l'entrepôt rend encore de grands services au commerce d'exportation. Celui-ci évite pour les exportations aux colonies de payer les douanes intérieures et les droits de sortie atteignant même les produits nationaux. En somme le principe est posé.

En ce qui concerne le commerce spécial des colonies il subsistera pendant la Révolution, sera même étendu à de nouveaux produits exotiques : tabac, grains, produits de l'Inde. Malheureusement la crise que subissaient à ce moment les nations ne permit pas une utilisation sérieuse de ces mesures de faveur.

Ce fut seulement en 1803 pendant la paix d'Amiens que l'entrepôt reçut enfin une organisation définitive. Prenant exemple sur l'Angleterre qui adopte elle aussi cette institution, le Consulat promulgue la loi du 8 floréal an XI. Celle-ci, sauf quelques compléments apportés par les lois des 9 et 27 février 1832

restera la loi fondamentale du régime des entrepôts. Dans l'esprit du législateur de l'an XI ces entrepôts devaient remplacer les anciennes villes franches. Pourtant alors que celles-ci jouissaient d'une liberté quasi-absolue, la loi n'admit tout d'abord au bénéfice de l'entrepôt que les marchandises tarifées. C'était une restriction très grave aux privilèges des villes franches qui recevaient tous les produits sans distinction. Du reste les lois de 1832 vinrent heureusement modifier cette disposition en autorisant l'entrée en entrepôt de tous les produits même prohibés. Depuis, le régime général de l'entrepôt est resté le même sans modification sensible. Le développement de cette institution a prouvé qu'elle répondait à des besoins très réels. Du reste ce développement a été d'autant plus important que le législateur, pour la plus grande facilité du commerce, a prévu différentes modalités de l'entrepôt qui rendent plus souple son fonctionnement. On distingue en effet plusieurs genres d'entrepôts. Nous connaissons en France l'entrepôt réel et l'entrepôt fictif, les deux principaux de beaucoup — viennent ensuite les entrepôts spéciaux, les entrepôts irréguliers.

Enfin, l'entrepôt peut être installé dans les locaux des magasins généraux, ce qui est une facilité de plus apportée au développement de ce régime.

## ENTREPOT REEL

L'entrepôt réel consiste dans un magasin public, fermé soigneusement sous double clefs (dont une est entre les mains de la douane) isolé de toute autre construction. La douane exerce une surveillance constante sur ce magasin dont toutes les entrées ou sorties sont minutieusement vérifiées par ses soins.

L'entrepôt est en principe placé dans un endroit favorable au commerce c'est-à-dire proche des moyens ou voies de communication (sur les quais, dans un port par exemple). De plus il doit présenter toutes garanties pour la conservation des marchandises. D'ailleurs l'État se réserve de n'approuver la création d'un entrepôt qu'après examen et s'être assuré que ces conditions sont remplies (lois de Floréal an XI et février 1832).

Les entrepôts réels sont concédés par l'État aux Administrations communales ou aux groupements commerciaux (Chambres de Commerce) des villes où ils sont créés. Ces groupements doivent fournir sur le port des magasins convenables, sûrs, formant un seul bâtiment et isolés. Les villes de l'intérieur et de la frontière peuvent également obtenir l'établissement d'un entrepôt mais à charge de rembourser

à l'État les frais d'exercice de cet établissement.

L'entrepôt réel est la première forme qui est apparue en France. C'est également la plus orthodoxe. La douane laissant les produits entrer en franchise des droits, garde comme gage de ceux-ci ces mêmes marchandises.

L'entrepôt réel reçoit pour une période limitée toutes marchandises prohibées ou non. Le commerçant qui veut entreposer la marchandise importée doit dans les trois jours de l'arrivée en déclarer par écrit, la nature et la quantité exactes qui sont après débarquement, vérifiées par la douane. Toute fausse déclaration, volontaire ou non, est sanctionnée par l'acquittement du droit simple. Cette vérification faite, l'entrée est consignée sur un registre appelé sommier qui portera par la suite mention des sorties jusqu'à apurement du compte. Dès lors les marchandises enfermées strictement sous double clefs comme nous l'avons vu, vont être soumises à une surveillance assidue qui ne permettra au dépositaire aucune tentative de fraude. En principe les marchandises doivent sortir de l'entrepôt telles qu'elles y sont entrées. Dans l'intérieur des magasins, tout déballage de marchandises, tout mélange ou même simplement transvasement, toute division ou réunion de colis sont interdits aux entrepositaires, sauf autorisation préalable du chef de la douane. Nous verrons plus loin que des exceptions très rares d'ailleurs, ont été

accordées notamment aux entrepôts de Marseille et de Bayonne.

La sortie des marchandises entreposées doit être précédée d'une déclaration de l'entrepositaire qui rappelle les indications constatées à l'entrée. Si elles vont à la consommation intérieure, les marchandises sont alors taxées sur la base des tarifs en vigueur en ce moment. Il n'est en effet nullement tenu compte des différences qui ont pu survenir entre le tarif établi au moment de l'entrée en entrepôt et celui appliqué lors de la sortie. En effet les marchandises en entrepôt sont réputées rester en territoire étranger et ne peuvent donc connaître que les droits en vigueur au moment de leur introduction en France, comme tout autre produit importé au même moment.

La durée de l'entrepôt, c'est-à-dire le temps pendant lequel la marchandise peut séjourner dans l'entrepôt, est limité.

Cette durée est fixée à trois ans et l'on a donné comme raisons de cette limitation à la fois le besoin de place, la nécessité d'éviter l'encombrement, et l'inconvénient de laisser se constituer des stocks favorables aux entreprises des accapareurs. Quoi qu'il en soit, le délai expiré, l'entrepositaire doit retirer sa marchandise, la réexpédier ou en acquitter les droits sinon il est procédé à une liquidation d'office. Que la sortie ait lieu pendant le délai ou à son expiration, il se peut qu'une différence existe entre le poids d'en-

trée et celui de sortie. Le manquant constaté doit être taxé et payer les droits sauf pourtant remise partielle par l'Administration si ce manquant est justifié par des causes inhérentes aux produits ou par cas de force majeure.

Notons enfin le droit pour l'entrepositaire d'obtenir la mutation d'entrepôt : c'est le transfert d'un entrepôt à l'autre de marchandises déjà prises en charge par la douane. Celle-ci s'entoure de toutes les précautions nécessaires pour écarter la fraude : mise sous plomb, acquit à caution, escorte. C'est une facilité accordée au commerçant qui peut trouver sur une place voisine le placement de marchandises inemployées dans l'entrepôt où il les avait adressées tout d'abord.

Disons pour terminer que les entrepôts réels sont nombreux en France. Aux frontières comme dans l'intérieur du pays ils rendent de très grands services au commerce qui peut librement y déposer toutes marchandises sauf pourtant dans certains entrepôts qui ne reçoivent pas les produits prohibés.

### **ENTREPOT FICTIF**

Est réputé entrepôt fictif le magasin privé où un négociant peut, avec l'approbation et sous le contrôle de la douane, déposer temporairement et en franchise des marchandises passibles de droits.

A la différence de l'entrepôt réel l'entrepôt fictif ne peut recevoir de marchandises prohibées et ne peut de plus être établi que dans les ports.

La douane n'exerçant plus sur les marchandises une surveillance effective et de tous les instants a imposé aux entrepôts fictifs une réglementation rigoureuse. En outre de la déclaration et de la vérification d'entrée et de sortie, l'entrepositaire est tenu de prendre l'engagement de réexporter les produits ou en payer les droits et il doit donner caution de cet engagement. De plus il est soumis au rescence-ment fait au moins tous le trois mois par l'Administration des douanes — échantillons des produits peuvent être pris pour constater l'identité. — Tout manquant constaté à ces opérations entraîne le paiement des droits sans préjudice d'amendes'il y a lieu. Aucune manipulation, aucun changement de magasin n'est permis sauf autorisation spéciale du chef de la douane qui ne peut tolérer que les manutentions nécessaires à la conservation des marchandises.

C'est donc un régime excessivement étroit qui au surplus n'est autorisé que pour des marchandises spéciales en nombre limité. Ce sont :

1° Les produits des colonies françaises pour lesquelles le tarif accorde une modération de droits.

2° Les produits énumérés par l'ordonnance du 9 janvier 1848.

3° Les produits qui, non grevés des droits en prin-

cipe, sont passibles de surtaxe d'entrepôt par suite des conditions de leur importation.

4° Différents produits appelés à cet avantage par diverses décisions ministérielles : ce sont : guano, riz, grains, farines, légumes, enfin la houille, la fonte et le fer en barre.

Les conditions d'établissement de l'entrepôt fictif sont donc limitées par la nature de la marchandise qui doit en bénéficier.

D'autre part leur création n'est admise que dans les ports ouverts au commerce des colonies françaises et qui sont eux-mêmes dotés d'un entrepôt réel. Enfin l'entrepôt fictif ne peut être établi en dehors des lignes d'octroi.

A la différence de l'entrepôt réel, l'entrepôt fictif ne peut conserver les produits que peu de temps : deux ans pour les grains et un an pour toutes les autres marchandises. Ceci sauf prorogation de délai, faveur rarement accordée du reste, et dont la seule demande entraîne pour l'entrepositaire l'obligation de fournir une seconde caution.

## ENTREPOT SPECIAL

Le qualificatif de spécial donné à cette forme de l'entrepôt vient de ce que celui-ci est destiné à recevoir uniquement un produit ou un groupe de pro-

duits déterminés. L'entrepôt spécial peut se rattacher par sa nature soit à l'entrepôt réel soit à l'entrepôt fictif, c'est-à-dire que suivant le cas le produit entreposé à part sera soumis sauf quelques modifications de détail aux règles générales de l'entrepôt réel ou de l'entrepôt fictif.

Rentrent dans la première catégorie :

1° Les entrepôts spéciaux destinés à isoler les produits prohibés dans les entrepôts réels autorisés à les recevoir. Ces produits doivent en effet être disposés dans les locaux séparés fermés eux-mêmes à double clefs (1).

2° Les entrepôts spéciaux destinés à recevoir les marchandises encombrantes ou insalubres. Ils sont constitués par des locaux séparés de l'entrepôt réel mais soumis aux mêmes obligations.

3° *Les entrepôts réels spéciaux* affectés aux manipulations des vins et alcools destinés à l'exportation. Cet entrepôt est sous le régime absolu de l'entrepôt réel, on y autorise sous les yeux de la douane, les opérations de coupage, vinage, mélanges dans des conditions que nous nous réservons d'examiner plus loin.

Quant aux entrepôts spéciaux relevant de l'entre-

1. Ces produits sont le tabac, le saccharine, les bois pour allumettes, cartes à jouer et enfin les contrefaçons de marques étrangères.

pôt fictif, ils sont peu nombreux et sont ouverts à quelques rares marchandises limitativement énumérées: la houille, les pétroles, les marbres, les mo-  
rues, enfin les grains, farines, semoules, légumes.

### **ENTREPOT IRREGULIER**

Cet entrepôt (admis par décision du 24 avril 1842) est purement une annexe de l'entrepôt réel établie à titre exceptionnel dans un local particulier. Les marchandises y sont déposées sous double clefs et sur soumission cautionnée de manière à prévenir par la rigueur des précautions prises, toute tentative de fraude.

### **ENTREPOT RÉEL DANS LE LOCAL DES DOCKS**

L'apparition des docks ou magasins généraux, créés en France en 1848 favorisa la création d'entrepôts réels. En effet les docks se composent en principe d'un ensemble de corps de bâtiment entourant des quais et une fraction de port, le tout absolument isolé du reste du port. Il fut donc facile de créer dans une partie de ces magasins une partie distincte qui fut affectée aux marchandises passibles de droit. Les deux institutions se complétaient l'une par l'autre puisque

ainsi l'importateur pouvait, outre la franchise des droits, user encore de la faculté de warranter sa marchandise.

Nous venons de voir succinctement mais aussi complètement que possible, l'organisation de l'entrepôt en France. Ce système, qui dans la pensée de ses créateurs, devait rendre au commerce des services importants, fut dès les premiers jours vivement critiqué. Aux facilités accordées, on opposait tous les inconvénients graves résultant pour l'entrepôtier des mesures multiples prises par le service des douanes pour se garantir contre toute tentative de fraude. M. Chaptal, ministre d'État, directeur général du commerce adressait le 25 avril 1815 à la Chambre de Commerce de Marseille, une lettre où nous trouvons, exposés avec minutie, tous ces griefs :

Les entrepôts disait-il, qui ont été autorisés en l'an XI, présentent de graves inconvénients pour le commerce. Je ne parlerai que de ceux qu'entraîne l'entrepôt réel, parce que l'entrepôt fictif n'en entraîne presque aucun.

1° La douane faisant un simple crédit de ses droits sur les marchandises mises en entrepôt exige des déclarations préalables et détaillées des quantités, des qualités, des marques et des numéros de chaque article; celui à qui les marchandises sont adressées doit fournir cette déclaration avant de les voir et il ne suffit pas à celui qui aborde de les présenter

à la visite ; la moindre erreur de traduction du nom ou des poids, la moindre reproduction fausse de la nomenclature du tarif, la plus légère différence en omission entre les manifestes et la reconnaissance constituent des contraventions qui compromettent la marchandise.

2° La plupart des denrées emmagasinées perdent naturellement de leur poids, les liquides coulent, quelques sels se liquéfient, mais la douane fait livrer net ; les déchets naturels sont assimilés à des soustractions, on prononce le délit et le malheureux propriétaire est condamné à un double droit pour les déchets des espèces tarifées et une amende pour celles qui sont prohibées. Il n'en faut pas davantage pour fermer les ports français au commerce de consignation. Il y a peu de comptes de négociants qui ne donnent lieu à des plaintes et souvent à des procès par rapport à ces déchets et aux peines prononcées par la douane.

3° Ces entrepôts étant sous la clef de la douane le propriétaire ne peut librement soigner, manipuler, conserver et assortir ses marchandises ; l'état de séquestre où elles sont placées, la difficulté de se procurer la clef et l'impossibilité de disposer longtemps d'un commis ne permettent ni de prévenir, ni de remédier aux altérations, coulages et autres accidents qui surviennent.

1. BOSSUET JACQUES. *Les ports francs*. Paris 1904.

Nous n'insisterons pas sur les formalités douanières imposées au commerçant pour qu'il obtienne l'usage de l'entrepôt. Elles sont restées les mêmes sans qu'aucune mesure vienne en réduire les inconvénients graves pour le négoce. Quant à l'interdiction de faire subir aux marchandises en entrepôt une manipulation quelconque, nous allons voir que dans la pratique ce principe a reçu des exceptions heureuses.

Théoriquement la marchandise doit sortir de l'entrepôt telle qu'elle y est entrée ; seules sont tolérées les manipulations destinées à assurer la conservation des produits. C'est un principe qui se justifie aux yeux de la douane, tant par la nécessité de conserver au produit la marque d'origine et éviter ainsi la concurrence au produits nationaux, que par la crainte de fraudes possibles au cours de manipulations. Nous ne discutons pas ces raisons.

Nous nous bornerons à constater combien deviennent illusoires les services rendus par l'entrepôt au commerçant qui ne peut même pas déballer, trier, classer, réemballer sa marchandise. Ce sont pourtant des opérations d'une nécessité immédiate dans tout commerce. Supprimez cette adaptation de la marchandise aux besoins des consommateurs vous condamnez le commerçant à ne plus être qu'un spéculateur attendant son gain d'une simple différence de cours. C'était l'évidence même. Aussi rapidement

intervinrent quelques timides atténuations au principe. C'est ainsi que l'administration permit successivement: 1° Le mélange des huiles d'œillette françaises avec des huiles d'olive étrangères (lettre adm. du 2 août 1836); 2° Le coupage des alcools étrangers (déc. adminis. du 6 janvier 1865); 3° Le coupage des vins destinés à l'exportation (déc. minist. du 26 décembre 1872). Spécialement au sujet de ces derniers produits, l'administration fut même amenée pour sauvegarder l'exportation française des vins dits de cargaison, à créer des entrepôts réels spéciaux. Une circulaire ministérielle de 1893 vint en effet autoriser les entrepositaires à opérer sous la surveillance de la douane les manipulations suivantes:

1° Mélange de vins étrangers à des vins français (cette qualité étant constatée par un certificat d'origine légalisé) mais sous la condition que ce mélange serait fait moitié par moitié de chacun des deux vins.

2° Mélange de vins étrangers de même provenance, mais sous condition de remonter le degré alcoolique du coupage de 2° au moins avec des alcools français.

3° Vinage des vins français avec des alcools étrangers. Ces facilités qui avaient permis au commerce des vins (de Bordeaux surtout) de retarder un peu la diminution constante de nos exportations furent supprimées au bout de peu d'années (art. 2 de la loi du

1<sup>er</sup> février 1899). Il en résulta l'exode de nombreuses maisons qui, dans l'impossibilité de lutter, transportèrent le siège de leurs opérations à Pasages en Espagne. Enfin ajoutons que d'une manière générale, mais après une autorisation laborieusement obtenue, les négociants sont admis à certaines opérations de bénéfice et peuvent ainsi modifier l'emballage ou le groupage des marchandises entreposées. Citons encore la mesure de faveur accordée récemment à l'entrepôt réel de Bordeaux autorisant la mise en bouteilles des vins de liqueur étrangers. Nous citons la lettre adressée à ce sujet à M. Chaumet, député de la Gironde par le Ministre des Finances, ne serait-ce que pour opposer les formalités exigées au peu d'importance du service rendu ?

M. Charles Chaumet député de Bordeaux a reçu de M. le ministre des Finances, la lettre suivante :

Paris, le 17 septembre 1909.

Monsieur le Député et cher Collègue,

Vous avez bien voulu appeler mon attention sur une demande de la Chambre de Commerce de Bordeaux, tendant à obtenir la faculté de mettre en bouteilles dans les locaux de l'entrepôt réel des douanes les vins de liqueurs importés, logés en fûts. Cette facilité aurait pour but d'assurer la conservation de la marchandise. J'ai l'honneur de vous faire connaître

que la facilité demandée m'a paru pouvoir être accordée sous les conditions suivantes :

1° L'installation d'un local spécial dans l'entrepôt réel où les transvasements seront opérés sous la surveillance de la douane.

2° Production d'un certificat de la chambre de Commerce, constatant la nécessité de la mise en bouteilles pour la bonne tenue des vins ;

3° Les bouteilles devront être revêtues d'étiquettes rappelant le pays d'origine du contenu, à l'exclusion de toute marque et de tout nom quelconques ;

4° Les fûts d'origine seront soumis au paiement des droits, ainsi que les déficits résultant des manipulations.

Il est bien entendu que bouteilles et bouchons devront, le cas échéant, être pris à la consommation. Des instructions dans ce sens vont être adressées au service des douanes.

Agréez, etc...

Le ministre des Finances.

Georges COCHERY.

(Feuille Vinicole de la Gironde, 23 sept. 1909).

Mais d'autres entrepôts plus favorisés ont conservé un régime d'exception qui leur facilite la réexportation des produits importés.

Bayonne tout d'abord, qui est autorisé (décret 20 juillet 1808) à répartir en colis de poids et de volume

réduits les marchandises reçues par ballots ou emballages de grandes dimensions. Ceci pour faciliter des transports qui auraient été trop pénibles dans les voies accidentées faisant communiquer Bayonne et l'Espagne.

Mais Marseille surtout jouit d'un régime exceptionnellement favorable, compensation bien mince cependant de son ancienne franchise. C'est l'ordonnance de 1817 qui, consacrant l'abandon du port franc dans cette ville, instituait pour elle un régime d'entrepôt excessivement libéral. Les divisions ou réunions de colis, les assortiments de marchandises peuvent y être faits librement. Le triage des cafés destinés à être réexportés est autorisé sans que le bénéficiaire ait à supporter les droits sur les déchets qui sont détruits en présence de la douane. Est également permise la transformation d'alcools étrangers en anisette au moyen de parfums ou d'essences et ici l'opération revêt le caractère d'une véritable fabrication dont les étapes principales seraient : réduction du degré d'alcool par le mouillage, mélange de ce liquide avec l'essence d'anisette, mise en bouteilles, emballage.

Voilà donc toute une série d'exceptions heureuses mais malheureusement trop rares. Sans doute, d'une façon générale, la douane tend à donner au commerce des facilités qui adoucissent les rigueurs du régime de l'entrepôt. Mais ces mesures de faveur

déjà très limitées en nombre par les formalités administratives, sont révocables à tout instant. Le négociant ne peut compter que sur une tolérance. Il est toujours dans l'incertitude de ce qui demain lui sera permis ou non et il est certain qu'une pareille situation n'est pas faite pour l'encourager aux entreprises de longue haleine.

Enfin il faut reconnaître que l'entrepôt ne présente pas, même comme magasins de dépôt les facilités nécessaires à un commerce un peu intense. L'exiguïté des locaux mis à la disposition du public ne permettra pas souvent de donner satisfaction aux demandes au fur et à mesure qu'elles se produiront. Sans doute chacune sera satisfaite à son tour, mais ne sera-t-il pas trop tard quand ce tour viendra ?

De même l'obligation de payer caution, la nécessité, quand expire le délai imparti, de liquider à tous prix ou de payer les droits sont des entraves que le commerce supporte difficilement. Joignons cela à toutes les difficultés, aux retards imposés pour la prise d'échantillons, pour la livraison, au prix excessif demandé pour un pareil magasinage et nous serons obligés de conclure que les avantages de l'entrepôt sont bien contrebalancés par des inconvénients inhérents à sa nature même et partant d'une suppression difficile.

## DRAWBACK ET ADMISSION TEMPORAIRE

Nous venons de voir que l'entrepôt présentait, comme remède aux gênes causées par le régime protecteur, des inconvénients qui limitent singulièrement les avantages ainsi réservés au commerce d'exportation. Quoi qu'il en soit, la franchise de droits ainsi obtenue favorisait cependant le négociant. Mais l'industriel national et à sa suite la main-d'œuvre et l'outillage semblaient parfaitement oubliés. Et pourtant chacun sait avec quelle intensité ces éléments de la production nationale contribuent à la richesse du pays. A l'entrepôt, en principe, nous l'avons vu, aucun déballage, aucune manipulation et *a fortiori* aucune transformation. C'est l'exclusion absolue de l'industriel, de ses machines et de ses ouvriers. Eux aussi cependant trouveraient un large bénéfice à transformer en produits ouvrés les matières premières reçues à bon compte et en franchise de l'étranger, pour ensuite réexporter ces objets manufacturés dont la plus value viendrait grossir le patrimoine national. Alimentés par une matière première obtenue au meilleur marché les industriels pourraient lutter avantageusement pour le placement de leurs produits à l'étranger. Et ces échanges internationaux seraient enfin pour la

marine nationale un élément de frêt important tant à la sortie qu'à l'entrée.

Cette nécessité d'admettre en franchise des matières premières destinées à être réexportées après transformation fit admettre par le législateur que seraient restitués à la sortie les droits perçus au moment de leur entrée sur certains produits déterminés. Ce fut le Drawback (de l'anglais *to draw*-tirer, *back*-arrière). La matière première paie en franchissant les barrières douanières le droit intégral imposé par le tarif. Mais ce droit sera remboursé au moment même de la réexportation. Il semble que ce système ait d'un coup aplani toute difficulté ; les industriels mis en possession de produits à bon marché vont pouvoir lutter efficacement sur les marchés étrangers, sans que cependant leur concurrent sur le marché national puisse concevoir de craintes, puisque les droits acquittés pèseraient sans fraude possible sur les produits écoulés à l'intérieur. Mais la mise en pratique du Drawback présente de graves inconvénients. Outre les difficultés et le travail énorme imposés à la douane par la tenue des comptes d'entrée et sortie exigés pour chaque opération, ce système laissait improductives, dans les caisses de l'État, des sommes parfois importantes, imposant à l'industriel un fonds de roulement considérable. D'autre part il est très difficile de déterminer avec une approximation suffisante la part de déchet subie par une matière première pen-

dant sa transformation. Une amélioration dans le procédé de fabrication, une utilisation plus complète du produit causeront au Trésor une perte certaine, si l'administration ne prend attention de changer le taux du pourcentage établi. Enfin et c'est là surtout que gisait le véritable obstacle, le Drawback ne permettant pas, par sa nature même la constatation d'identité de la matière importée, la porte était grande ouverte à la fraude. L'industriel malhonnête vendait à l'intérieur le produit importé sous couleur de transformation et le remplaçait dans sa fabrication par une marchandise similaire mais de moindre valeur. Présenté à la sortie le produit ainsi fabriqué permettait le remboursement du droit sans contrôle possible (Dezaunay, Paris 1899). Ce système aboutissait en fait à l'établissement d'une véritable prime à l'exportation (1).

Tous ces inconvénients devaient amener à la suppression d'un pareil régime. A l'heure actuelle le Drawback n'existe plus que pour les filés de cotons destinés à la fabrication d'étoffes de coton pur ou de coton et soie (E. Boucher. Paris 1902).

Il a été remplacé ou plutôt amélioré par un autre procédé douanier appelé l'admission temporaire. On a dit de celle-ci qu'elle était un Drawback simplifié et il y a en fait une telle parenté entre ces deux mo-

1. CAUVÈS. *Cours d'économie politique*.

des d'exonération des droits qu'on a pu justement se demander lequel était la simplification de l'autre. (Dezaunay. *Les admissions temporaires*, Paris 99). En fait il est entre ces deux procédés des différences importantes tant dans leur fonctionnement que dans les inconvénients résultant de leur application.

## ADMISSION TEMPORAIRE

L'admission temporaire est un procédé douanier qui permet l'importation en franchise de certaines marchandises soumises à des droits d'entrées ou grevées de surtaxe d'entrepôt ou d'origine, moyennant un engagement pris sous caution de les réexporter ou de les mettre en entrepôt dans un certain délai, après qu'elles auront reçu une main-d'œuvre ou une fabrication quelconque de l'une des industries nationales.

La mise en pratique de ce régime particulier fut esquissée en France par une loi du 17 décembre 1814. Sans constituer le droit à l'admission proprement dite, ce texte autorisait le gouvernement à dégréver pour partie des taxes douanières les marchandises destinées aux manufactures nationales.

Mais ce ne fut réellement que la loi du 5 juillet 1836 qui organisa l'admission temporaire. L'article 5 de cette loi disposait que « des ordonnances royales

pourront autoriser, sauf révocation en cas d'abus, l'importation temporaire de produits étrangers destinés à être fabriqués ou à recevoir un complément de main-d'œuvre et que l'on s'engagera à réexporter ou à rétablir en entrepôt dans un délai de six mois et en remplissant les formalités et conditions qui seront déterminées ».

Le droit que se réservait ainsi le pouvoir exécutif de désigner les marchandises qui jouiraient de cette faveur, lui fut dès le début vivement contesté. Le pouvoir législatif en réclamait énergiquement l'exercice et après une longue lutte, le Parlement l'emportant enfin, en fut investi, (loi du 11 janvier 1892 article 13).

L'admission temporaire fonctionne sous certaines conditions rigoureuses et nécessaires, il faut :

1° Qu'il s'agisse d'un produit certain, nommément désigné par la loi. Ce produit est à l'importation reconnu sans distinction d'origine par l'examen de la douane qui a lieu dans les bureaux d'entrée désignés à cet effet.

2° L'importateur doit prendre l'engagement de faire subir à ce produit une transformation, une manipulation qu'il indiquera nettement, sa déclaration étant consignée sur l'acquit à caution qui en même temps constituera le titre administratif de toute cette opération de douane.

3° Enfin l'importateur doit également prendre l'en-

gagement de réexporter ou rétablir en entrepôt le produit manufacturé dans un délai maximum de six mois. (Ce délai peut dans des cas absolument exceptionnels être prorogé par une décision particulière de l'Administration des douanes).

Or comment va être contrôlée à la sortie la réalisation de ces engagements ? Ence qui concerne le délai, rien de plus simple. L'acquit à caution faisant couvrir le délai imparti du jour de sa délivrance, une simple confrontation des dates de création et d'apurement édifiera l'Administration.

Mais comment sera contrôlé l'accomplissement de l'engagement pris de réexporter le produit importé. Ce dernier, par définition, a été manipulé, a reçu une main-d'œuvre et ceci sera encore d'une vérification facile. Mais est-ce bien le même produit qui a été ainsi transformé ? Est-ce bien le même qui au moment de l'entrée a été si minutieusement déterminé ou n'est-ce pas un produit similaire venant le remplacer dans un but frauduleux ?

Nous touchons ici à la question très grave de la réexportation à l'identique ou à l'équivalent. L'importateur, dans le premier cas, sera tenu de représenter à la sortie le même produit déterminé dont l'authenticité aura été établie à l'entrée par une marque indélébile de la douane. Dans le second cas au contraire, il lui sera loisible d'apurer son acquit en présentant au bureau de sortie une marchandise

« fabriquée avec une matière française de même nature et en quantité correspondante ». Le système de l'identique est évidemment le seul orthodoxe, ce fut le seul admis dès la création de l'admission temporaire; la douane marquait, plombait les matières introduites qui devaient représenter les mêmes estampilles à l'exportation. Ce système parfait en soi comportait cependant ce grave inconvénient qu'il ne pouvait être appliqué qu'à certaines marchandises et interdisait de plus toute transformation de la matière elle-même. Il réduisait ainsi considérablement la liste des industries appelées à profiter de l'admission temporaire en franchise. Les doléances furent telles que le gouvernement fut amené à prendre des mesures introduisant le principe plus libéral de l'équivalent. Les blés, par un décret du 14 janvier 1850, puis les métaux (décret du 8 sept. 1851) furent autorisés à jouir de cette nouvelle faveur qui fut étendue à tous les produits par un décret du 15 février 1862.

Les facilités données au commerce et à l'industrie par un régime aussi libéral amenèrent sans doute d'excellents résultats pour l'activité des échanges internationaux. Mais parallèlement se développait dans le pays la pratique frauduleuse du trafic des acquits à caution. Voici ce qui se passait : l'importateur introduisait sous le bénéfice de l'admission temporaire une marchandise rare dans la zone d'importation. Cette marchandise était immédiatement vendue

avec bénéfice. Puis il confiait le soin de remplir son engagement de réexportation à un industriel d'une région plus favorisée où se trouvait à bon compte le produit à réexporter. Et pour faciliter encore l'opération à son complice il lui rétrocédait en même temps que l'acquit une partie du gain illicite réalisé sur la vente du produit. Pour prendre un exemple : Un négociant de Marseille introduisait temporairement dans le Midi où les céréales sont d'un prix élevé, du blé immédiatement revendu avec gros bénéfice. Puis il expédiait son acquit à un minotier du Nord qui pouvait se procurer de la farine à bon compte dans cette région de production. L'acquit était apuré par des farines ainsi obtenues et dont le prix d'achat était encore diminué de toute la part de bénéfice réservée par l'importateur méridional à l'exportateur du Nord.

Cette pratique était courante et ce pour le plus grand dommage du Trésor qui y perdait ses droits, de l'industriel national qui voyait le marché intérieur déséquilibré par ces spéculations frauduleuses.

Le gouvernement chercha des palliatifs : on imagina de suivre les produits jusqu'à leur entrée dans l'usine de transformation. On établit, pour les blés, des zones à l'intérieur desquelles les opérations d'admission temporaire devaient être complètement parfaites. On évitait ainsi la rupture d'équilibre que produisait nécessairement l'entrée d'un stock de marchandises

non compensée par une sortie équivalente (décret du 18 sept. 1873). Ce système supprimé fut remplacé en 1902 par un régime rigoureux admettant toujours le régime de l'équivalence mais interdisant la cession de l'acquit.

Donc nous le voyons, le système de l'équivalent entraîne de graves objections et pourtant le supprimer et revenir au système de l'identique serait refuser le bénéfice de l'admission temporaire à un plus grand nombre encore de produits. Nous disons un plus grand nombre, car c'est déjà à une quasi-totalité que ce régime n'est pas applicable. Il suffit de jeter les yeux sur la nomenclature des autorisations accordées pour constater combien le nombre en est limité. Ce régime est absolument un régime d'exception et, comme tel, est loin de rendre à l'industrie les services qu'elle attend d'une institution lui permettant une lutte efficace sur les marchés extérieurs.

Enfin, ce régime étroit dans son application, gênant par toutes les formalités à remplir, limité à une durée trop courte, le délai imparti à l'industriel pour transformer le produit importé.

Voici un exemple récent : « Un industriel français était sollicité de prendre part à une adjudication pour la fourniture d'un millier de wagons à une compagnie de chemins de fer étrangère. Il refusa. Il aurait bénéficié pour les bois employés de l'admission temporaire. Mais qu'il fût retardé par une grève, par

l'inexactitude de ses fournisseurs de roues ou d'essieux, qu'il ne pût faire décharger ses acquits à caution dans les six mois, il lui fallait acquitter les droits. Au lieu du bénéfice espéré c'était une perte sérieuse » (1).

L'admission temporaire n'est donc pas le régime parfait. A des avantages certains pour nos industriels correspondent des inconvénients graves qui non seulement lésent le fisc et le Trésor, mais encore réduisent considérablement l'utilité que comptait en retirer notre industrie de transformation et c'est pourquoi nos industriels et nos commerçants ont pensé trouver mieux en revendiquant la zone franche.

1. BOSSUET JACQUES, *op. cit.*

## CHAPITRE II

### LA ZONE FRANCHE

Donc ni l'entrepôt pour le commerce, ni le drawback ou l'admission temporaire pour l'industrie ne semblent remplir complètement le but proposé. L'immixtion permanente de la douane dans toutes les opérations que tolèrent ces systèmes, l'obligation de formalités longues et compliquées, enfin la limitation en durée et en étendue des manipulations autorisées apportent aux bénéficiaires des entraves qu'ils supportent malaisément. Sans doute les facilités ainsi accordées sont-elles appréciées et les services rendus importants. Mais beaucoup estiment qu'ils sont chèrement payés et voudraient faire revivre en France le principe de la franchise douanière partielle. Ils souhaitent la création de territoires dénationalisés au point de vue douanier où les marchandises de tout pays puissent être introduites, déposées et manipulées en exemption de tous droits, surveillance ou formalités de la douane pour être ensuite livrées à l'exportation. Ces territoires suivant leur étendue

et leur emplacement se nommeraient ports francs ou zones franches et c'est à l'étude de leur organisation de leurs avantages ou inconvénients que sera réservé le présent chapitre.

## Historique

La notion de franchise douanière n'est pas moderne. Bien loin de nous, on en rencontre des applications nombreuses et les vieilles villes franches de la Hanse : Hambourg, Lubeck, Brême, Cologne en furent des exemples restés fameux. Ces villes libres habitées et régies par des négociants, riches et florissantes par leur commerce, abandonnèrent difficilement une franchise qui avait fait leur puissance. Et l'on sait que Hambourg, la dernière, ne consentit son adhésion à l'union douanière allemande qu'en sauvegardant formellement l'indépendance d'une partie de son port.

En France comme en Allemagne nous rencontrons dès l'époque la plus lointaine, le principe de la franchise. Dunkerque dès le <sup>xii</sup><sup>e</sup> siècle est port franc. Bordeaux, sous la domination anglaise jouit de franchises importantes. Sous le nom de foires franches les villes de l'intérieur affranchies temporairement reçoivent sans entraves les marchandises de toutes provenances qui font l'objet d'un gros commerce. Il

faut citer les foires de Beaucaire, de Lyon, de Champagne. Mais surtout Marseille réalise en France le maximum de liberté douanière.

Marseille ville libre dès la domination romaine avait ouvert son port sans entraves au commerce étranger. Puis, République indépendante ou vassale respectée dans ses prérogatives, son activité commerciale accapare le commerce de la Méditerranée. Des conventions habiles signées avec ses voisins lui assurent la prépondérance sur Venise. Marseille riche et prospère règne sans conteste sur toute les Échelles du Levant. Jusqu'à la fin du xv<sup>e</sup> siècle elle jouit d'une franchise intégrale; mais une si belle proie ne devait pas échapper longtemps aux besoins fiscaux du pouvoir central reconstitué. La Provence est réunie à la France en 1481 et vingt ans après, par un édit de 1509, François 1<sup>er</sup> imposait à Marseille des charges fiscales qui ne devaient plus disparaître malgré une lutte acharnée. La franchise rétablie plusieurs fois succombe rapidement sous le poids de nouvelles taxes toujours plus lourdes. Et il faut enfin le mouvement de rénovation économique voulu par Colbert pour que Marseille voie de nouveau son privilège rétabli officiellement et consacré par la loi. Un édit de 1669 disposait que « A ces causes et autres considérations, à ce dû mouvant, de l'avis de notre dict Conseil et de notre grâcespécialepleinepuissanceet autorité royale, nous avons déclaré, et par ces présentes signées de notre

main, déclarons le port et hâvre de notre ville de Marseille franc et libre à tous marchands et négociants, et pour toutes sortes de marchandises de quelque qualité et nature qu'elles puissent être. Ce faisant, voulons et nous plaist que les étrangers et autres personnes de toutes nations et qualités puissent y aborder et entrer avec leurs vaisseaux, y séjourner, magasiner, entreposer et en sortir par mer librement, quand bon leur semblera, sans qu'ils soient tenus de payer aucun droit d'entrée ni de sortie par mer; et de la même grâce et autorité que dessus, voulons et nous plaît que les marchandises qui seront cy-après transportées par mer de la ville de Marseille hors de notre royaume soient et demeurent exemptes de tous droits, sans que les vaisseaux et bâtiments qui en sortiront soient tenus de raisonner aux bureaux des foraines et douanes établis dans les ports. »

C'était donc la pleine et entière franchise. Au même moment d'ailleurs Dunkerque était également remplacée dans ses privilèges de port franc (1662) et Bayonne était admis en 1702 à ce régime de faveur.

Ces mesures justifiaient toutes les espérances qui en avaient favorisé la création. Le commerce libéré de ses entraves prospérait et attirait à lui les étrangers avides de la liberté consentie. Les industries, la marine, entrent dans une période d'activité inconnue jusqu'alors. Mais encore une fois les nécessités budgétaires et surtout la rapacité des fermiers généraux

devaient anéantir la franchise douanière. Des édits successifs restreignant petit à petit l'étendue des immunités, rétablissent les droits anciens. C'est en vain que les intéressés protestent. Les promesses les plus solennelles sont sans force contre l'envahissement des taxes et les vexations du fisc. Le principe demeure cependant et aussi la lutte de tous les ports pour en obtenir la faveur. Lorsqu'en 1783 le traité de commerce conclu avec les Etats-Unis d'Amérique prévoit la création de ports affranchis au regard des marchandises de ce pays c'est un empressement de tous les intéressés.

La Rochelle et Niort, Lorient, Honfleur en réclament chacune le bénéfice. Lorient l'emporte et avec lui sont une fois de plus confirmés dans leur privilège, Dunkerque, Bayonne et Marseille. En même temps sont érigés en ports francs Cette et Saint-Jean de Luz.

Ces villes devaient peu profiter de leur liberté. La Révolution abolissant tout privilège, ce fut pour elles la rentrée dans le droit commun. Malgré les protestations de Marseille toutes les villes franches disparaissent et des anciennes libertés douanières il ne reste plus que l'entrepôt.

Il nous faut arriver au premier Empire pour assister au réveil de l'idée de franchise. Mais à ce moment apparaît la conception nouvelle de la franchise réduite à un quartier spécial et n'englobant plus toute

une ville comme autrefois. Napoléon n'est pas partisan de cette dénationalisation complète. Il la restreint à une « zone franche ».

Marseille refusa cette diminution de ses anciens droits et ce fut la Restauration qui en 1814 (1-19 déc.) lui en restitua l'intégralité. Ce beau mouvement eut sa contre-partie. Quelques mois après (février 1815) une ordonnance venait régler si bien la franchise accordée que les bénéficiaires eux-mêmes réclamèrent en 1817 le retour au droit commun. Satisfaction leur fut donnée la même année; la franchise était remplacée par le régime de l'entrepôt, régime très libéral pour Marseille, nous l'avons vu, et qui dans son ensemble devait donner des résultats bien supérieurs au système devenu impossible du port franc s'étendant à toute la ville. Ce fut la fin en France de cette franchise douanière dont la conception archaïque, le manque d'adaptation à l'évolution économique du pays avaient fait demander la suppression par ceux-mêmes qui en avaient bénéficié.

C'est qu'en effet, cette conception d'une franchise intégrale facilement réalisable au temps de Colbert se heurtait maintenant à une situation économique toute différente. L'ancien régime, s'il avait réalisé l'unité politique du pays, avait laissé subsister un particularisme économique dont les barrières des cinq grandes fermes perpétuaient les effets. Chacun vivant dans sa sphère, pour soi et par soi, il devait

importer peu à une ville entière d'être isolée du reste du royaume par une ligne de douanes supplémentaires. Préoccupé uniquement de commerce maritime personne ne se souciait de l'impossibilité des échanges avec l'intérieur. La ville franche favorisée à l'extérieur, sans industries, évitait de recourir au marché national hérissé de barrières et privé de moyens de transport.

Mais lorsque, les douanes intérieures abolies, les voies de communication ouvertes, la sécurité plus grande du trafic eurent réalisé l'unité économique du pays, la franchise intégrale ne fut plus un privilège mais une gêne. Car à ce moment les capitaux, les activités, n'eurent plus seulement devant eux comme autrefois la possibilité du trafic international. Le marché intérieur libéré des anciennes entraves offrait aux industries naissantes la ressource de ses débouchés.

Englober ces industries dans la zone franche c'était les priver de ce débouché immédiat et privilégié. C'était les condamner à la ruine en les dénationalisant.

La ville franche était devenue une conception pratiquement irréalisable du jour où les circonstances économiques lui avaient permis de ne plus vivre dans un isolement de la nation imposé jusqu'alors.

C'est l'idée qui inspirait Napoléon lorsqu'en 1806 recevant une députation de la chambre de Com-

merce de Marseille, il lui proposait « qu'on dispose dans la ville un emplacement convenable pour l'établissement d'un port franc »... ajoutant que « les Marseillais ne voulaient pas, sans doute s'isoler de la France et lui être étrangers » (Fernand Amiot)(1). Et l'expérience fut concluante lorsque ces mêmes Marseillais ayant enfin obtenu plus tard leur franchise intégrale furent obligés de réclamer instamment son abandon.

Du reste les partisans de la « ville franche » se heurtent encore à des difficultés d'un autre genre. Il semble en effet inadmissible que l'on puisse ainsi donner à toute la population d'une ville le privilège de vivre sans être tenue d'acquitter sur les matières de consommation des droits qui, cependant, pèsent lourdement sur la totalité de la nation. Il y aurait là une faveur qui s'accorderait mal avec les idées les plus élémentaires d'égalité économique et sociale.

D'autre part, le Trésor serait gravement affecté dans ses recettes et ce point de vue ne peut être négligeable dans un pays où les ressources budgétaires doivent faire face à des dépenses sans cesse accrues.

Enfin il est encore une difficulté dont la solution pratique reste assez improbable : c'est l'inefficacité d'une surveillance douanière exercée sur un périmètre étendu. La franchise d'un point quelconque du

1. FERNAND AMIOT : *Un port franc à Marseille*.

territoire ne peut être admise que sous la condition stricte d'une barrière certaine et infranchissable elan-destinement. Or comment supposer que ce résultat puisse être atteint lorsque la zone de surveillance atteindra des kilomètres. Ce serait impossible. Et ici encore l'expérience nous montre Marseille, Bayonne, foyers actifs de fraude que ne peuvent restreindre les rigueurs douanières (Bossuet-Paris) (*op. cit.*)

Ces arguments ont une certitude qui ne permet pas le doute. La franchise étendue à toute une ville ne peut plus exister. Nous ne croyons pas que cette conception soit à l'heure actuelle encore défendue et nous ne voyons pas les arguments qui pourraient prévaloir contre l'évidence des faits et une expérience qui, somme toute, a amené en France la disparition de toute franchise.

La quasi-unanimité des défenseurs de la franchise se prononce au contraire très fermement en faveur d'une franchise partielle, limitée à telle partie bien déterminée et peu étendue de la ville ou du port qui en aurait la jouissance. Cette nouvelle conception de l'exterritorialité douanière ne se heurte plus aux graves inconvénients exposés plus haut contre la ville franche. Ici plus de dénationalisation des industries installées dans la ville ; plus de mise hors la France et le marché national de ces producteurs obligés d'opter entre le déplacement de leur usine ou l'abandon de leur clientèle métropolitaine. Libre à eux de

s'installer dans la zone franche et d'user de ses avantages, mais aussi facilité de rester en dehors et de profiter cependant des matières premières, du combustible, des transports à bon compte que leur procure la fraction de port restée soumise à la surveillance douanière.

D'un autre côté, combien est plus facile et moins onéreuse la création d'une zone franche partielle réduite à quelques hectares. Il est relativement aisé de trouver dans un port un terrain libre ou dont l'expropriation ne lèserait que peu d'intérêts. Facilement enclose par une grille, ne communiquant avec le territoire douanier que par des guichets sévèrement gardés, cette zone est d'une surveillance facile. Le périmètre restreint gardé ainsi par des obstacles permanents et des rondes fréquentes ne permet pas la fraude.

Enfin l'interdiction pratiquement réalisable de tout stationnement dans l'enceinte affranchie, la défense d'y ouvrir des débits ou restaurants, assurent au Trésor le minimum de risques contre les pertes que lui causerait la consommation en franchise de produits taxés à l'importation.

Ainsi la franchise partielle réaliserait un progrès très sensible sur l'institution des anciennes villes franches. D'une réalisation et d'une surveillance faciles, ouverte seulement à ceux qui en apprécieraient les avantages, elle offre en même temps toutes les garanties désirables au fisc pour assu-

rer une perception rigoureuse des droits exigibles.

La franchise partielle est susceptible de diverses modalités. Elle peut n'intéresser que des locaux déterminés, des magasins qui rappelleraient notre entrepôt réel mais délivré de la surveillance de la douane. Ces entrepôts francs appelés généralement dépôts francs jouissent de toute liberté pour la manipulation des produits qu'ils renferment mais leur exigüité ne leur permet que des opérations commerciales, sans laisser de place aux industries de transformation. C'est donc une application assez restreinte de la franchise.

Celle-ci ne prend toute son ampleur et partant toute son utilité que lorsqu'elle s'étend à toute une fraction du port, comprenant non seulement les magasins et constructions, mais du terrain et, ce qui est très important, une surface d'eau librement accessible. Les avantages de la zone franche en comparaison du dépôt franc ne sont pas à discuter, mais avant de nous étendre sur ce sujet nous voudrions rapidement indiquer par des exemples toute l'utilité que certains États voisins, nos concurrents, ont retiré d'une application bien entendue de la franchise partielle.

L'Allemagne est de toutes les nations celle qui semble avoir le plus facilement adopté et réalisé la franchise douanière. Sans doute Hambourg et Brême, villes franches depuis de nombreux siècles, ont-elles imposé lors de leur adhésion au Zollverein le maintien d'une franchise partielle. De ce fait, nous ne

pouvons pas laisser au gouvernement allemand le mérite d'une institution dont il a seulement accepté le maintien. Mais nous ne devons pas perdre de vue tous les encouragements officiels, les primes, les mesures de faveur dont Hambourg et Brème ont été l'objet depuis vingt ans. Primes aux compagnies de navigation, monopoles réservés à leurs lignes, subventions pour l'agrandissement et l'aménagement du port, tarifs de faveur destinés à en faciliter l'accès aux marchandises les plus éloignées, tout a été fait par l'Allemagne pour l'accroissement de ces zones franches. Et il faut reconnaître que le succès a répondu aux espérances. Sans vouloir entrer dans l'étude de l'organisation de ces ports, qu'il nous soit permis, avant de citer des chiffres, de noter la différence des régimes de franchise sous lesquels ils vivent et prospèrent. Hambourg, port franc, jouit de la plus grande liberté. Non seulement le commerce mais encore toutes les industries y sont délivrés du contrôle douanier. Les manipulations, transformations, mises en œuvre et finissage des matières premières, toutes les opérations, en un mot, sont faites hors de surveillance. C'est donc bien une franchise complète dont jouit cette zone. Tel n'est pas au contraire le sort de Brème. Ici la loi n'est plus aussi large et seules sont autorisées les manipulations commerciales à l'exclusion de toute fabrication industrielle. Ceci est une grave restriction et Brème voit de ce fait sa puissance

d'expansion singulièrement diminuée au regard de sa rivale, Hambourg port franc « Freihafen » semble en effet avoir sur Brême simple dépôt entrepôt franc « Freibezirk », un avantage certain.

Quoi qu'il en soit, ces deux ports jouissent d'une prospérité commerciale dont les chiffres seuls peuvent donner une idée. Hambourg, dont la flotte en 1856 comptait 458 navires jaugeant 130.000 tonnes, passait en 1903 à 793 navires pour 988.454 tonnes et atteignait, en 1908, 1.087 bateaux de mer avec 1.362.000 tonneaux de jauge. Le mouvement d'entrée et de sortie suivait la progression suivante :

|      |                   |       |          |              |
|------|-------------------|-------|----------|--------------|
| 1870 | Nombre de navires | 4,144 | tonneaux | 1.389.789    |
| 1902 | —                 | —     | 13,297   | — 8.730.000  |
| 1905 | —                 | —     | 30,278   | — 20.800.000 |

Cette progression étonnante correspondait en 1905 à une valeur de 11 milliards de francs. La même année les ports de Marseille, Le Havre, Dunkerque et Bordeaux réunis n'arrivaient qu'à 12.300.000 tonnes pour 6 milliards de francs.

Les chiffres moins gros pour Brême ne laissent pas cependant que d'être instructifs. Le mouvement des importations et des exportations accuse un progrès sensible et continu. Les exportations qui étaient de 386 millions en 1870 sont passées à 1.255 en 1901 et à 1.273 en 1905. Pendant le même stade les im-

portations s'élevaient successivement de 387 millions à 1.333 et enfin à 1.342. Les progrès de Brême, encore que constants, sont donc inférieurs à ceux de Hambourg. Peut-être faut-il y voir un résultat de la concurrence très vive que se font les deux grands ports allemands. Il faut aussi noter l'infériorité où se trouve Brême dont le port est ensablé fréquemment par la Weser.

Enfin Brême n'a pas, comme Hambourg, cet avantage précieux d'être placé sur le bord d'un fleuve navigable jusque très loin dans l'intérieur des terres.

Nous ne voudrions pas terminer sans citer au sujet de la zone franche de Hambourg l'opinion de M. Jules Huret, qui dans un livre très étudié (1) nous donne sur ce port des renseignements précieux où nous avons largement puisé. Répondant à la question très discutée de la part qui doit revenir à la zone franche dans la prospérité de Hambourg : « Certainement, « dit-il, le port franc seul n'a pas suffi à décupler « en vingt ans le commerce de Hambourg. Mais il « fut d'un secours puissant à cette prospérité mira- « culeuse. Le nombre des voyages de la flotte de « commerce hambourgeoise — comme celle de tout « port franc — est double de ceux des ports ordi- « naires où les formalités douanières absorbent pres-

1. *De Hambourg aux marches de Pologne*. J. Huret, Paris, 1908.

« que autant d'heures que le déchargement des navires. Sans compter les commodités inappréciables de manutention des produits offertes aux importateurs comme aux exportateurs. » Et il ajoute : « Pour qu'oi ne reprenons-nous pas à notre compte ce système qui réussit si bien à l'Allemagne ? »

L'Allemagne n'est pas seule à s'être réservé les avantages de la franchise locale. L'Italie avec Gênes, l'Autriche avec Trieste et Fiume, ont donné à leur commerce d'exportation et à leur marine marchande des « dépôts francs » dont les effets confirment les avantages de ces institutions.

A Gênes, comme pour Brême, il s'agit de simples magasins, d'entrepôts francs. Les marchandises débarquées et entrées sans formalités sont mélangées, coupées avec d'autres produits, triées, manipulées et remises sous emballages en dehors de toute intervention de la douane. Mais pas d'industries, elles sont absolument prohibées. Trieste et Fiume ne sont pas sous un régime aussi rigoureux. Les industries sont admises dans leurs zones franches, mais soit manque de place, soit absence d'initiatives, elles n'y ont pas pris une grande étendue. Malgré cela, le commerce profite amplement dans ces ports ; le mouvement d'affaires y a pris une extension qui s'accroît rapidement. La marine alimentée par un frêt d'entrée et de sortie abondant les fréquente assidûment et il ne peut être nié que cette ère de prospérité soit due pour

la plus grande partie à la franchise partielle dont ils jouissent.

Nous avons réservé un paragraphe spécial à l'étude de Copenhague port franc. Il nous semble en effet que cet exemple soit plus frappant et moins discutable parce qu'il est d'abord le plus récent et aussi parce qu'on ne peut invoquer, pour expliquer son importance actuelle, un passé de prospérité commerciale antérieur à toute franchise.

« L'idée de la création du port franc est née de la nécessité de l'élargissement du port de Copenhague, afin d'y rendre le trafic plus facile, plus avantageux, de combattre la concurrence croissante des ports francs de Hambourg et de Brème et du canal entre la mer Baltique et la mer du Nord. »

« La pensée pour ainsi dire dominante était celle de favoriser le commerce de transit en lui donnant toutes les facilités désirables au point de vue de la liberté et de l'économie, en même temps qu'on espérait, en créant un port franc, augmenter la navigation et développer l'industrie et le commerce du Danemark (1). »

Le port franc décidé par une loi du 31 mars 1892 fut ouvert à l'exploitation le 9 novembre 1894.

1. ALEXIS MUZET. — Rapport sur les Ports francs en France et dans les Colonies. Annexe au *Journal officiel* du 6 juillet 1901.

Nous renvoyons pour tous les renseignements relatifs à son organisation et à son administration au rapport très documenté fait au nom de la Commission du Commerce et de l'Industrie par M. A. Muzet (annexe au procès-verbal de la séance du 6 juillet 1901).

Qu'il nous suffise d'indiquer que le port franc, s'étend sur environ 60 hectares dont 36 en terrains et quais et 24 de surface liquide. L'outillage comprend tous les appareils les plus nouveaux susceptibles d'embarquer et de débarquer dans le minimum de temps les marchandises. Celles-ci sont reçues dans des bâtiments disposés ingénieusement pour un magasinage sûr et des manipulations faciles. En un mot tout est prévu pour un transit rapide. Des voies ferrées nombreuses relient la zone franche à l'intérieur du pays et en facilitent l'accès aux produits nationaux qui coupés avec les produits importés ou simplement favorisés par les facilités de manipulation et chargement, comme par le prix modique d'un fret abondant, trouvent leur sortie singulièrement facilitée.

Une pareille organisation et aussi la situation géographique exceptionnelle de Copenhague ne pouvaient produire que d'heureux résultats. Copenhague placé aux portes de la Baltique devait devenir maîtresse de la répartition dans tous les ports de la Russie, de l'Allemagne et de la Suède, des produits entreposés

dans ses magasins modèles. Car il ne faut pas séparer l'avantage géographique de l'avantage douanier. Copenhague sans entrepôts francs où l'on puisse manipuler librement la marchandise à réexporter n'est plus le grand port de transit que nous connaissons. De même que, sans aucun doute, des stocks de marchandises viendraient s'entasser sans grand profit dans une zone franche écartée des routes habituelles du commerce international.

A l'heure actuelle Copenhague joue un rôle de distributrice dans toute la Baltique. Ses lignes de vapeurs alimentées par un fret abondant répartissent ses stocks et ses approvisionnements les plus divers entre les consommateurs de l'Europe septentrionale. Le commerce et la marine y trouvent un profit sérieux dont les progrès sont constants.

Et ce ne sont pas les seules branches de l'activité danoise qui trouvent dans le port franc un élément de prospérité sans égal. Les industries de transformation ont largement profité des avantages que leur réservaient l'organisation modèle du port et l'admission en franchise des matières premières. Avec une rapidité inouïe les terrains disponibles se sont couverts d'usines, de manufactures où les objets les plus divers sont produits dans d'excellentes conditions : ciment, couleurs, chocolats, bicyclettes, ouvrages en marbre, machines, liqueurs, sont l'objet d'une fabrication active dans de nombreux établisse-

ments qui occupent toute une population ouvrière.

Ce sont là des résultats très certains. En peu d'années un port que sa situation géographique destinait évidemment à une grande activité économique mais dont le trafic jusque-là était resté assez limité, voit sa zone franche donner au commerce et à la navigation un élan remarquable tandis que l'industrie y prenait un développement considérable. De pareils résultats sont faits pour provoquer non seulement l'admiration de ses voisins mais le vif désir d'imiter un exemple aussi remarquable de progrès économique.

#### FRANCE

La France ne pouvait se désintéresser du mouvement général qui portait ainsi un grand nombre de ses voisins soit à rénover en la remaniant, soit à créer la franchise douanière dans leurs principaux ports de transit. Les négociants et les industriels qui suivaient avec intérêt les progrès de leurs rivaux ainsi favorisés souhaitaient ardemment la création en France de ces zones franches dont ils attendaient les effets les plus heureux pour le relèvement du commerce d'exportation et de la marine marchande nationale.

Dès 1896 un vœu des chambres commerciales et industrielles de France et des chambres de commerce françaises à l'étranger, demandait :

« Que les ports ou des parties de ports de Dunkerque, Le Havre, Bordeaux, Marseille et un emplacement à déterminer dans Paris ou sa banlieue, soient constitués en ports francs à l'exemple de ce qui existe en Allemagne, en Autriche, en Italie et au Danemark. »

La question ainsi posée ce fut, de la part de tous les groupements qui s'intéressaient directement ou indirectement à l'avenir économique du pays, l'apparition d'une série fort longue de vœux, appuyés le plus souvent par des rapports très documentés. Ces vœux ne concluaient pas tous en faveur de la franchise. Certains tout au contraire s'élevaient vigoureusement contre une pareille institution. Sans vouloir en faire un classement rigoureux, il semble établi que les décisions hostiles émanaient plutôt des représentants des industries agricoles ou de l'intérieur alors que les chambres de commerce des régions maritimes se déclaraient en faveur de l'institution nouvelle.

Le mouvement d'opinion fut secondé par l'action parlementaire. En 1897 M. Charles Roux, dans son rapport sur le budget du commerce, indiquait déjà l'utilité de la création des zones franches. Bientôt des propositions de loi déposées sur le bureau de la Chambre des députés venaient plus immédiatement imposer au législateur l'étude de la question. Successivement M. Brunet, puis M. Thierry, MM. Rispal Brindeau et Jourde, enfin M. Antide Boyer voyaient leurs

propositions prises en considération et soumises à l'examen de la Commission du commerce et de l'industrie. L'œuvre de celle-ci fut très complète. Sans hésiter devant l'importance de la tâche qu'elle s'imposait, elle voulut recueillir sur la question tous les éléments qui pouvaient fixer l'opinion du pays. Une sous-commission reçut de la Chambre mission de visiter et étudier sur place les exemples de franchise offerts par les États européens. En même temps les groupements industriels et commerciaux de France étaient sollicités de donner sur la question leurs avis motivés. Les résultats de ces deux enquêtes furent recueillis dans un rapport de M. Muzet qui concluait en faveur des zones franches.

La fin de la législature ne permit pas la discussion de ce rapport. Mais l'effort ne devait pas être perdu. De nouvelles propositions de loi émanant tant de M. Thierry que de M. Antide Boyer, Cadenat et Carnaud et de MM. Brunet et Charruyer amenaient le Gouvernement à prendre la question en mains. Le 4 avril 1903 il déposait un projet de loi relatif à la création de zones franches dans les ports maritimes. Ce projet accompagné de diverses propositions énumérées plus haut fut renvoyé à la Commission de commerce et de l'industrie dont M. Chaumet, dans des rapports substantiels, communiquait à la Chambre, le 4 juillet 1903, les conclusions favorables à la franchise partielle, qui devait être établie dans nos

ports maritimes partout où elle serait demandée. Le 16 mars 1905 la Commission des douanes chargée d'examiner ce rapport concluait par l'adoption de la réforme mais en limitant strictement à cinq ports le nombre de zones à établir.

Enfin le 15 janvier 1907, M. Chaumet modifiant son rapport de 1903 et tenant compte de certaines objections persistantes déposait un nouveau projet de loi autorisant pour la France et l'Algérie la création de six zones franches. Depuis la question paraissait abandonnée. Enfouie dans les dossiers de la Chambre, elle n'avait plus été agitée.

La revision douanière entreprise par la Chambre a permis à M. Chaumet de déposer en son nom et au nom de 28 de ses collègues un amendement qui reproduit le dernier projet de loi déposé en 1907. Sans doute cette fois-ci, la question ayant été rapportée à trois reprises déjà, les promoteurs de la zone franche obtiendront-ils de la Chambre un vote de principe. Il serait désirable qu'une proposition aussi intéressante pour notre commerce et notre industrie ne soit pas à nouveau reléguée au rang des questions secondaires. Elle a bien mérité son tour de discussion.

Nous venons de voir les efforts que les partisans de la franchise douanière avaient fait au Parlement pour amener l'adoption en France de ce régime. Les arguments dont ils étayaient leur opinion sont simples. Ils résident dans des constatations contre lesquelles

il est difficile de s'inscrire en faux. La nécessité des zones franches leur paraît être une conséquence toute naturelle de l'impossibilité où l'on s'est trouvé jusqu'à présent de revivifier notre commerce d'exportation par les seuls remèdes de l'entrepôt ou de l'admission temporaire. Malgré les facilités apportées par ceux-ci, notre commerce et notre industrie végètent péniblement et ne peuvent soutenir la comparaison avec ceux de nos voisins. La marine marchande subit une crise qui ne peut se prolonger impunément. L'expérience est faite que les régimes de l'entrepôt et de l'admission temporaire paralysent par leur étroitesse et l'immixtion continuelle de la douane les efforts des négociants et des manufacturiers. Ces derniers sont trop limités dans le nombre et la durée des opérations qu'ils entreprennent. Il leur faut, pour être en possession de tous leurs moyens d'expansion, la liberté complète, la franchise douanière absolue. La faculté d'agir sans limitation, ni prohibition quelconque, est la condition du succès et quel régime, mieux que la franchise douanière, permettra d'atteindre ce but ?

La zone franche présente tous les avantages désirables. Installée largement sur un territoire couvrant plusieurs hectares de surface liquide et de quais elle offre à ses bénéficiaires la possibilité d'édifier des magasins, des usines, disposés au mieux des besoins de chaque industrie spéciale, avec toutes les

facilités, tous les perfectionnements modernes inventés pour assurer un transit rapide et économique, tous avantages d'une réalisation difficile dans les locaux étroits de l'entrepôt réel.

Sans doute, dira-t-on, ces avantages ont leur importance mais en somme ils ne favorisent que le commerçant obligé, sans zone franche, de recourir à l'entrepôt car l'industriel admis au bénéfice de l'admission temporaire pourra dans un port bien outillé user des mêmes facilités. Il sera libre de transporter ses produits sous le couvert de l'acquit à caution dans une usine outillée avec tout le soin désirable. Quels avantages rencontrera-t-il donc dans la zone franche? Il est bien certain que si nous envisageons la question sous le point de vue spécial de l'utilité matérielle de la zone franche, les préférences pour celle-ci seront singulièrement diminuées. Encore qu'il soit facile de démontrer toute l'économie que réaliserait l'industriel de la transformation sur place de ses matières premières, la raison ne serait pas suffisante si nous n'opposions de suite à l'admission temporaire limitée en durée et d'une application réduite la liberté complète dont va jouir l'industriel dans le port franc : ici plus de formalités au débarquement, plus de visites, plus de prise en charge. La question de l'équivalent ou de l'identique, l'obligation de réexporter dans un délai déterminé un produit déterminé disparaissent. L'industriel, tous les industriels, pu's-

que sauf des restrictions rares, tous sont admis en principe, pourront sans crainte de sanctions transformer au mieux de leurs intérêts ou même réexporter tels quels les produits importés. Ce sont là des avantages incontestables. Et si nous tournons les yeux vers le commerce, déjà favorisé matériellement, nous l'avons vu, nous le trouvons aussi singulièrement avantagé dans cette zone franche où les navires librement accostés lui livrent sans contrôle vexatoire des marchandises dont il va pouvoir assurer hors de toute surveillance le conditionnement conforme aux goûts de sa clientèle. Il peut trier, classer, mélanger, couper au mieux des intérêts et des préférences de chacun sans qu'une administration tatillonne lui marchande une autorisation toujours précaire. Sûr du lendemain il peut accumuler en stock, acheter aux années d'abondance pour revendre pendant la disette. Et cette opération, loin d'être dangereuse, nous paraît au contraire propre à assurer une plus grande stabilité des cours et constituer une sécurité pour le consommateur.

Enfin il faut envisager l'essor que donnerait à notre marine marchande l'activité commerciale et industrielle de ces centres d'échanges internationaux. Nos navires trouveraient des éléments de frets nombreux tant à la sortie qu'à l'entrée, dans ces ports francs qui deviendraient, à l'exemple de leurs concurrents étrangers, tête de ligne de compagnies puissantes.

Car il n'est pas de raison pour que le système de franchise qui a donné à l'étranger des résultats si concluants, ne soit pas pour la France un élément de prospérité certaine. Sans doute ne faut-il pas l'accorder sans réflexion à tel port pris au hasard, ou encore à tous les ports. Il faut de toute évidence que le centre appelé à en profiter soit indiqué par sa position géographique et reconnu par l'expérience comme un port de transit. Mais sous cette condition réalisée en France par quelques ports (entre lesquels nous distinguons surtout Marseille, Bordeaux et Le Havre) nous avons la conviction très certaine que la création de zones franches donnerait à notre pays un essor économique que nous attendons vainement des mesures actuellement en vigueur.

#### INCONVÉNIENTS

Ces arguments sont certains, ils ne paraissent guère contestables et sont admis par les partisans comme les adversaires de la zone franche. Mais les derniers, s'ils reconnaissent les avantages, ne laissent pas que de leur opposer de nombreux et graves inconvénients. Et faisant une balance des uns et des autres ils concluent au rejet d'une institution qui compromettrait plus qu'elle ne sauvegarderait les intérêts économiques du pays. Voyons de quelle façon.

Tout d'abord, dit-on, la zone franche, territoire dénationalisé, constitue un état dans l'État, organise au profit de ses bénéficiaires un privilège et par le fait n'est plus pour le pays qu'un territoire étranger livré aux entreprises des concurrents. Ceux-ci drainent à leur profit le produit de l'activité de cette partie de la nation et lui soutirent ainsi toute une richesse qui devrait lui revenir. Il y a là un danger indéniable.

Il nous paraît que la première objection ne porte pas. Que la zone franche soit au point de vue douanier isolée du reste du pays, ne suffit pas à en faire un État à part. Toutes les lois nationales, toutes les dispositions de la législation industrielle ou commerciale, toutes les prescriptions du Code civil ou pénal y sont appliquées dans leur intégralité. Les prérogatives du pouvoir exécutif ne sont suspendues qu'en ce qui concerne la réglementation douanière et il ne semble pas que ceci soit suffisant pour faire naître l'idée d'une séparation sérieuse. Quant au privilège dont jouit la zone franche il n'est pas niable, il existe par définition puisque c'est une mesure *de faveur* concédée à telle partie déterminée du territoire. Mais il faut constater que ce privilège est d'une accessibilité bien plus grande que celui de l'entrepôt ou de l'admission temporaire, puisque ici, dans la zone franche, les bénéficiaires seront d'autant plus nombreux que leurs installations ne recevront de limi-

tations, ni par le manque de place, ni par l'énumération stricte de la loi.

Enfin, oppose-t-on, la zone franche dépourvue de toute protection douanière sera envahie par la masse des étrangers qui en feront leur fief. Aux heures de crise politique cette partie du territoire et les richesses qui y seront concentrées échapperont complètement à notre action et nous ne devons pas tolérer cette atteinte portée à l'intégrité économique du pays. Il y a là en effet un inconvénient qui mérite l'attention. Il est certain que les pays concurrents ont une tendance réciproque à envahir celles des industries étrangères qui par leurs facilités promettent des résultats heureux. Les capitaux français alimentent abondamment les entreprises de l'étranger et nombreuses sont les nations étrangères qui ont en France des usines ou des dépôts de marchandises. C'est là un fait général qui se constate dans toutes les nations ; l'argument pourrait donc s'opposer à la généralité du pays tout comme à la zone franche. Et sans insister sur l'impossibilité de remédier à un pareil état de choses, nous croyons que cette mutuelle pénétration économique est au contraire une des garanties les plus certaines contre les dangers de crise politique. D'ailleurs, si nous revenons au cas spécial de la zone franche, il faudra reconnaître que, localisée dans une partie très restreinte du territoire l'immixtion étrangère pourra être facilement limitée

par une disposition législative. Le projet de loi déposé par le Gouvernement en 1903, prévoyant la difficulté, avait disposé que les concessions ne pouvaient être faites, « qu'à des Français, à des sociétés ayant dans leur Conseil d'administration ou de surveillance une majorité de citoyens français, ou à des étrangers admis à fixer leur domicile en France. » Cette disposition maintenue dans tous les projets de 1905, 1907 et 1909 ou toute autre semblable serait certainement de nature à rassurer tous ceux qui sont à bon droit partisans de réserver à nos nationaux le bénéfice des dérogations au droit commun que s'impose le pays pour assurer son développement économique.

Mais il est contre la zone franche un grief d'une autre nature. Sans doute, dit-on, les industries attirées par les facilités consenties vont venir s'installer en grand nombre dans l'enceinte affranchie et prospéreront au mieux des intérêts des bénéficiaires. Mais que vont devenir les industriels de l'intérieur ? Déjà grevés de frais de transport onéreux leurs produits surchargés des droits de douane ne pourront plus lutter à l'extérieur avec les produits similaires de la zone franche. Vous condamnez ainsi le producteur national, soit à transporter son industrie en zone franche, soit à renoncer au marché étranger. Des deux façons c'est une situation acquise qui est détruite ; ce sont des intérêts gravement lésés ; c'est l'injustice et l'arbitraire.

Il importe de réduire immédiatement cette opinion à sa juste valeur. Sans doute les industries de la zone franche vont-elles être mieux placées pour l'exportation de leurs produits que leurs voisines de l'intérieur. Mais d'abord ce ne sont pas toutes les industries qui vont trouver place dans le territoire affranchi. Il y a contre l'installation d'un grand nombre des difficultés matérielles importantes, impossibles à vaincre parfois. En effet si étendue que soit la surface de la zone franche, on ne peut y supposer l'établissement d'usines ou de manufactures dont l'emplacement est considérable, comme les hauts fourneaux, les industries métallurgiques, etc...

D'autre part, bien de ces industries ne trouveraient pas dans la zone franche ces éléments matériels qui font une partie de leur prospérité ou même sont absolument nécessaires à leur production. Nous voulons parler des chutes d'eau qui produisent l'énergie, des fleuves et rivières dont l'eau est nécessaire pour les lavages, des mines ou des champs de production de la matière première.

Et, d'autre part, la situation des industries travaillant déjà pour l'exportation sur un territoire douanier va-t-elle être si radicalement changée ? Nous ne le pensons pas. En effet, ces industries déjà existantes travaillent ou des matières premières étrangères ou des matières premières françaises.

Prenons le premier cas. Ici encore nous devons

distinguer si ces produits étrangers jouissent de l'admission temporaire ou non. L'industriel qui transforme des produits jouissant de l'admission temporaire n'aura aucun intérêt à s'installer en zone franche, il restera sur le territoire douanier où le perfectionnement de son outillage lui permettra des rendements supérieurs, obtenant ainsi à la sortie le remboursement d'un droit plus fort que celui acquitté à l'entrée. D'autre part, il perdrait en abandonnant le territoire douanier l'avantage de pouvoir transformer indifféremment le lot importé ou tel autre plus avantageux et substituer ainsi l'équivalent à l'identique. Il y aurait donc plus d'avantages pour cet industriel à rester dans le pays et, libre d'opter entre l'admission temporaire et la zone franche, il choisirait certainement le premier régime.

Quant aux industries qui transformeraient déjà des produits étrangers non admis temporairement il faut supposer que si elles existent c'est que le droit de douane supporté est très faible et que dès lors des industriels ne feraient pas de gros frais en zone franche pour installer des usines onéreuses, louer très cher des terrains recherchés, faire des dépenses très fortes et qui ne seraient pas justifiées par l'exonération de ce droit. Quant aux industries transformant des produits lourdement taxés nous n'en connaissons pas l'existence et il apparaît clairement que l'absence de tout droit leur aurait rapidement fait

gagner les frais de déplacement de leur usine.

Ceux-ci resteraient libres de choisir le moyen qui leur semblerait le plus favorable. Mais il n'y aurait plus lieu de parler d'injustice ou de mesure de faveur. Toutes les industries prélevant à l'étranger les matières premières destinées à produire des objets susceptibles de réexportation se trouveraient sur le même pied, qu'elles soient dans la zone franche ou qu'elles jouissent de l'admission temporaire.

Resteraient les industries qui, trouvant en France à bon compte les matières premières nécessaires à leur production craindraient que leurs voisins du port franc, avantagées par l'exemption des droits de douane ou la diminution des frais de transport leur fassent une concurrence très sérieuse. Mais ici le législateur prévoyant a encore institué une défense qui les met à l'abri en disposant que « peuvent être également autorisées par décret, après avis du conseil consultatif, les arts et manufactures, les industries nouvelles ou disparues, lorsqu'il sera établi, qu'à la date de la demande des intéressés, il n'existait pas sur le territoire douanier d'industries identiques ou similaires ».

N'est-ce pas là une garantie formelle ? Et les partisans de la franchise ne restent-ils pas absolument dans les limites de leurs vœux puisqu'ils demandent seulement à la zone franche une rénovation et une extension des industries d'exportation décimées et

découragées par le régime étroitement prohibitif qui leur interdit un approvisionnement facile en matières premières de l'étranger ?

Reste une dernière objection, la principale certainement, contre la zone franche. Celle-ci, dit-on, dépourvue de toute surveillance va devenir un centre actif de fraudes de toute nature. D'abord il sera bien impossible, malgré toutes les barrières et la surveillance la mieux organisée d'empêcher la contrebande qui introduira en territoire douanier les produits imposés. D'autre part, comment empêcher les industriels installés en zone franche de s'emparer des marques ou des dénominations de produits réputés pour en baptiser des marchandises étrangères plus ou moins frelatées qu'ils répandront sous ce couvert, dans le monde entier. N'est-ce pas vouloir jeter ainsi le discredit le plus complet sur notre véritable production nationale que de laisser à des spéculateurs sans vergogne, français ou étrangers, la possibilité de sortir d'un port français des produits falsifiés. Car malgré sa franchise partielle, le port reste français. La distinction de la zone franche et du reste de la ville est une distinction qui disparaît avec l'éloignement. Et la marchandise défectueuse en provenance de la zone franche du Havre ou de Marseille sera malgré tout une marchandise française. Or, nous avons un intérêt trop certain à conserver la bonne réputation de nos marques pour nous exposer bénévolement à en

perdre ainsi le bénéfice. Toute mesure qui y tendrait doit être complètement rejetée. Et tel est le cas de la zone franche.

C'est donc contre cette dernière la double accusation de favoriser la fraude fiscale et d'acclimater en France même la contrefaçon de nos produits nationaux.

Il nous semble en ce qui concerne le premier chef d'accusation qu'il est exagéré d'admettre que la contrebande sera plus effective et plus intense autour d'une zone franche que sur les frontières du pays. Si la surveillance de la douane est suffisamment efficace pour défendre sérieusement les milliers de kilomètres le long desquels nous sommes en contact direct avec nos voisins, on peut présumer certainement que notre administration sera aussi bien armée pour défendre les sorties frauduleuses d'une zone de quelques hectares strictement entourée d'une double grille. On a parlé pour défendre l'opinion de certaines plaintes soulevées au siècle dernier par les fraudes qui se commettaient autour des villes franches. Mais il ne faut pas aux zones franches modernes opposer ces arguments vieilliss. Nous avons précédemment exposé que les leçons de l'expérience avaient précisément imposé aux partisans de la franchise la nécessité de limiter le territoire affranchi. Cette nécessité est d'ailleurs aujourd'hui reconnue de tous. Il ne s'agit donc plus que d'une zone restreinte à sur-

veiller, surveillance efficace entre toutes quoi qu'on en dise, facilitée par le peu d'étendue de la zone et d'autre part stimulée énergiquement par la présomption de fraude obligatoire qui pèsera sur le territoire affranchi. La zone franche étendra sans doute de quelques kilomètres l'étendue de notre frontière douanière. Mais il faut bien dire que cette charge supplémentaire et les risques qu'elle comporte seraient peu de chose en comparaison des avantages incontestés de cette institution.

Reste la question des contrefaçons et de la concurrence déloyale faite par les produits étrangers plus ou moins sophystiqués aux produits authentiques fabriqués en territoire douanier. Ici encore il nous paraît que l'on a donné à cet argument une importance exagérée.

Que les industriels de la zone franche soient tentés de fabriquer des produits plus ou moins bons avec des marchandises quelconques et de mettre sur ceux-ci ou leurs emballages des indications qui puissent induire en erreur leur clientèle sur l'origine de ces produits, rien n'est plus possible. Rien n'est plus certain également que de pareilles pratiques si elles étaient tolérées ne tendent à causer un très réel préjudice aux marques véritables ainsi contrefaites. La valeur d'un produit réside très souvent dans la certitude de son origine, dans ses qualités de fini, dans cette perfection que donne une longue pratique ou

un tour de main spécial. La livraison de contrefaçons présentées habilement pourraient nuire à ces marchandises ; encore que la comparaison rapidement faite même par les moins connaisseurs aurait certainement raison de ces procédés. Mais il y a loin d'admettre cette possibilité, à proclamer sans restriction que la fraude et la contrefaçon naissent fatalement de l'institution de la franchise et en sont une conséquence nécessaire. La fraude n'est pas liée à la zone franche ; elle existe en dehors de celle-ci et se pratique largement au su de tous à l'intérieur même du territoire douanier. Chacun sait comment Bordeaux vend chaque année en France et à l'étranger une quantité de « Bordeaux authentiques » supérieure de beaucoup à la production du Bordelais. Ce n'est un mystère pour personne que les vins d'Algérie et du Midi viennent compléter cette production insuffisante et permettre de satisfaire toutes les demandes de crus classés ou non. On se rappelle aussi ces farines enrichies de talc dont le Midi fut inondé récemment. Ces produits ne sortaient pas cependant d'une zone franche. Et nous devons ajouter qu'ils sortiraient moins facilement de cette dernière que de toute autre partie du territoire. Car il ne faut pas oublier que la zone affranchie pour être délivrée de toute entrave douanière n'en est pas moins soumise à toutes les lois sur la contrefaçon ou sur les falsifications de denrées. Et il est certain que la surveillance à ce

point de vue serait dans la zone plus rigoureuse encore que sur le territoire douanier, ne serait-ce que par conséquence de sa mauvaise réputation si fortement accréditée. Au surplus le législateur peut encore intervenir : les prohibitions générales ne paraissant pas suffisantes, il peut édicter des prescriptions plus minutieuses, visant toutes les hypothèses de fraudes possibles. Et c'est ainsi que le législateur de 1903 après avoir rappelé d'une façon générale, l'applicabilité « dans les zones franches des lois du 28 juillet 1824 sur les altérations ou suppositions de noms en matière commerciale, du 23 juin 1857, sur les marques de fabrique et de commerce, du 26 novembre 1873 sur les timbres ou signes apposés sur ces marques, les traités ou arrangements internationaux pour la protection de la propriété industrielle, et enfin tous autres articles de lois ou de règlement en vigueur dans les ports maritimes »...

..... ajoute que : En outre est interdit dans les zones franches :

1° Toute apposition sur produits originaires de l'étranger, soit en totalité soit pour partie, naturels ou fabriqués, sur leurs enveloppes, étiquettes, marques, etc..., sur les imprimés ou écrits s'y rattachant, d'un signe ou d'une désignation ou indication quelconque de nature à faire croire que les dits produits proviennent intégralement du territoire français ou du territoire d'une colonie ou possession française ;

2° Tout usage de signes, désignations ou indications précitées et tout autre acte de vente ou mise en vente des produits ci-dessus mentionnés portant ces signes, dispositions ou indications.

Et ces prescriptions sont garanties par des peines qui outre la confiscation des objets illicites comportent de fortes amendes et même de la prison.

Les édictions spéciales que nous venons de citer doivent complètement rassurer ceux qui craignaient de voir les produits étrangers authentiqués par le seul fait de leur sortie de la zone franche française. Interdiction de mettre sur un produit quelconque même un signe qui puisse impliquer une origine nationale. C'est au contraire l'inauthenticité absolue, complète, beaucoup plus certaine pour empêcher la concurrence étrangère que le régime de l'admission temporaire facilitant sous couleur de finissage le passage dans le territoire et la nationalisation de produits étrangers souvent inférieurs. Observons aussi en terminant que rien n'empêche le négociant étranger d'acheter en France ses étiquettes ou emballages semblables à ceux de ses concurrents français et de tromper encore la clientèle.

La fraude et la contrefaçon ne sont donc pas comme on veut bien le dire, un danger inhérent à la zone franche. L'argument très impressionnant au premier abord ne résiste pas à cette considération que le territoire affranchi d'une étendue restreinte offre au

contraire aux agents de l'autorité la possibilité d'une surveillance étroite sanctionnée par des peines sévères atteignant tous les délits prévus.

Nous ne pensons donc pas après cet examen que les objections faites contre les zones franches aient la valeur qu'on a voulu leur prêter. Sans vouloir affirmer que leur institution est dépourvue de toute faiblesse, de tout défaut qui puisse porter à la critique, nous nous refusons à admettre que les inconvénients signalés puissent faire oublier les avantages importants qui ne leur sont contestés par personne. Aucune institution n'est parfaite, surtout lorsqu'elle doit assurer la lourde tâche de créer le terrain d'entente entre des systèmes aussi éloignés que le protectionnisme et le libre-échange. L'imperfection de l'entrepôt et de l'admission temporaire en sont un exemple vivant. Pourtant on les admet.

Encore qu'il soit reconnu de tous que l'admission temporaire est une source constante de fraudes on la tolère parce que c'est une nécessité. Pourquoi rejeter *a priori* la zone franche dont le fonctionnement, étudié de près chez nos voisins, nous assurerait sans inconvénients plus graves que ceux reprochés à l'admission, la certitude d'un essor économique beaucoup plus considérable ?

Nous voudrions pouvoir affirmer que ce n'est pas seulement l'indifférence qui jusqu'à présent a empêché les pouvoirs publics de répondre à cette question.

## DEUXIÈME PARTIE

### LA ZONE FRANCHE AU POINT DE VUE ALGÉRIEN

La question de la franchise douanière telle que nous venons de l'exposer aussi clairement que possible a été, dès sa mise à l'ordre du jour en France, suivie avec un intérêt très grand en Algérie. Les négociants de notre colonie voyant dans la création de zones franches un moyen fécond d'échapper au réseau de dispositions prohibitives qui entravent le commerce d'exportation algérien, appelaient de tous leurs vœux l'institution de ce régime libéral. Les Chambres de Commerce, le Syndicat Commercial, les sociétés de géographie, et enfin les élus algériens aux Délégations financières émettent des vœux fortement motivés en faveur de la création de zones franches. D'autre part les démarches de nos élus parlementaires auprès des pouvoirs publics assurent que ces efforts ne passeront inaperçus.

En effet si la création de zones franches rencontre en France des arguments favorables, il n'est pas douteux que ces mêmes arguments se trouvent plus puissamment étayés encore lorsque l'on envisage la question au point de vue algérien. Et il est, d'autre part, des considérations de fait spéciales à notre colonie dont la prise en considération ne peut que donner des conclusions favorables aux desiderata exprimés par notre commerce.

Il faut tout d'abord observer que l'Algérie au contraire de la France est un pays neuf, loin encore d'être en possession de toutes ses forces productives. Partant elle se trouve dans une nécessité beaucoup plus importante d'être assurée par une mesure de faveur d'un instrument de prospérité commerciale et de progrès industriel.

Comme corollaire de ceci observons que si les colonies sont faites pour assurer un débouché aux producteurs de la métropole, ce débouché sera d'autant plus important que la colonie sera mise en mesure d'augmenter, avec sa richesse, sa faculté d'absorption.

Enfin il appartient d'observer que l'Algérie, de par son régime douanier se trouve dans la nécessité de demander au marché métropolitain, l'écoulement de tous ses produits dont les principaux, le vin et le blé, sont déjà récoltés en abondance sur le territoire français. D'où pour supprimer cette concurrence, utilité

de favoriser aux produits algériens l'accès des marchés étrangers.

Nous allons essayer de démontrer la vérité de ces observations par une étude rapide de la situation économique de l'Algérie actuelle.

### Situation économique de l'Algérie.

L'Algérie conquise depuis bientôt quatre-vingt ans n'a été cependant ouverte à la colonisation qu'après une longue période de lutttes continuelles contre la population vaincue mais insoumise. Les premiers colons, hardis pionniers dont on n'a pas suffisamment dit tout le courage et la volonté patiente, commencèrent, le fusil à la main, la mise en valeur du nouveau pays. Sous la menace constante de retours offensifs des indigènes tout puissants à l'intérieur ce fut le défrichement des côtes de Sahel. Puis peu à peu l'apaisement se faisant derrière nos colonnes victorieuses, la Mitidja, la Kabylie tentent les audaces des nouveaux venus. Progressivement chaque année voit s'étendre largement l'étendue des cultures. En même temps l'Algérie s'organise politiquement. Les voies ferrées, les routes pénètrent le pays et le rendent plus accessible aux bienfaits du progrès et de la civilisation. Les centres se créent et prospèrent le long de ces voies. La conquête économique s'organise.

Les indigènes intéressés par les résultats merveilleux des procédés agricoles modernes, oublient leur haine du roudi et viennent offrir leurs bras.

Enfin dans une dernière étape, les progrès de nos armes dans le Sud, en même temps qu'ils assurent la sécurité dans le Nord Africain, permettent d'aborder les Hauts Plateaux.

Cinquante ans de lutte et de labeur opiniâtre ont assuré à la métropole une possession dont les ressources ne sont pas sans doute bien assises encore mais dont la prospérité fait l'admiration de tous les visiteurs.

Notre pays suit dans ses progrès une marche ascendante dont nous pouvons justement nous enorgueillir.

Quand on réfléchit que l'Algérie, pays inculte et malsain il y a bien moins d'un siècle, est arrivé par ses seules ressources à parfaire cette œuvre immense; quand on constate avec surprise que d'après les données les plus exactes, notre pays a réalisé par lui seul « un capital mobilier, immobilier, urbain ou créé par la colonisation et l'industrie qui atteint près de trois milliards de francs », il semble que notre colonie peut se passer de tout secours et que son évolution économique est trop heureuse pour qu'il soit besoin de lui chercher encore des sources de prospérité.

L'Algérie n'est pas pour la Métropole une simple colonie d'exploitation à la façon des anciennes colonies

espagnoles. L'Algérie est une nouvelle France capable et en voie de devenir un pays ayant une vie économique propre, indépendante de celle de la Métropole. « Son capital, son travail, sa production, se développent normalement, mais elle aura encore besoin pendant de longues années de l'aide pécuniaire de la France. Si cette dernière lui retirait les subventions qu'elle lui accorde et qu'en toute équité elle lui doit pour une forte partie au point de vue militaire, l'Algérie serait à la merci des aléas climatiques. Elle ne pourrait pas acquérir en France l'outillage manufacturé dont elle a besoin, sa prospérité économique se ralentirait, le résultat d'efforts accomplis pendant trois quarts de siècle avec une persévérance et une énergie qui font l'admiration des coloniaux de tous les pays serait gravement compromis » (Cochery, *Rapport de l'Algérie*, 1908).

Cette conclusion de M. Cochery dans son rapport de 1908 sur le budget de l'Algérie sera unanimement approuvée de tous ceux qui ont étudié la situation économique de notre pays. On est en effet frappé lorsque l'on recherche les forces productives mises en œuvre dans la colonie, de constater que partout c'est à l'agriculture surtout que l'on demande la richesse. Comme dans tout pays neuf c'est à la fertilité du sol que les habitants ont demandé les ressources de la vie. Et rencontrant dans les terres vierges du Nord Africain une abondante rémunération de leurs mai-

gres capitaux et de leur labeur acharné ils n'ont de longtemps songé à d'autres sources de revenus. Céréales, vignes, élevage, huiles, primeurs, ont en effet donné à l'Algérie des éléments de richesse dont les progrès constants se traduisent clairement dans les chiffres.

Les céréales qui en 1871-1875 couvraient 2.499.874 h. pour une production de 12.852.063 quintaux (moyenne par année) ont couvert en 1907, 2.738.357 hectares semés qui ont produit 19.098.810 quintaux.

Cet accroissement de production est énorme si l'on veut bien prêter attention que l'étéendue de la superficie cultivée a fait proportionnellement des progrès bien moins sensibles. Cela démontre avec quel sens du progrès nos agriculteurs poursuivent par la mise en pratique des procédés modernes une utilisation plus complète du terrain et obtiennent des rendements supérieurs. Quant à la valeur d'échange de ces produits nous la constaterons importante. Si recherchant, avec M. Cochery quelles sommes représentent ceux d'entre eux qui, excédant les besoins du pays, vont à l'exportation, si l'on ajoute à la valeur des céréales exportées annuellement celles des farines, pâtes alimentaires, etc..., également exportées on arrive :

Pour l'année

|            |                                       |
|------------|---------------------------------------|
| 1903 . . . | à une valeur de 32 millions de francs |
| 1904 . . . | — 36 — —                              |

|                      |   |    |   |            |
|----------------------|---|----|---|------------|
| 1905 (très mauvaise) | — | 29 | — | 1/2 de fr. |
| 1906 (bonne)         | — | 48 | — | 1/2 de fr. |
| 1907 (très bonne)    | — | 86 | — | de francs  |

Pour l'année 1907 l'exportation des céréales, farines, pâtes alimentaires, etc..., représente à elle seule plus du quart de l'exportation de la colonie (336.107.000 fr.).

C'est donc une des sources les plus importantes de la richesse algérienne qui, indiquons-le en passant, fait vivre non seulement une masse de producteurs eux-mêmes mais encore fournit un élément très sérieux de prospérité au négoce et surtout à une branche très importante de l'industrie algéroise : les minoteries et les fabriques de pâtes alimentaires, 3.577 établissements, peu importants pour la grande majorité, mais dont une partie cependant est installée avec tous les derniers perfectionnements de l'outillage moderne.

A côté des céréales, et pour un gros chiffre également, la vigne apporte à l'Algérie l'appoint de sa production. Le vignoble algérien est relativement jeune. Dès 1871 nous rencontrons bien 17.000 hectares produisant 200.000 hectolitres dont 3.000 tout au plus vont à l'exportation. Mais ce chiffre va bientôt augmenter avec une rapidité très grande.

Le phylloxéra qui envahit la France et anéantit son vignoble ouvre à notre colonie un débouché

inattendu et dès 1886 c'est un bond dans la production algérienne, qui de 48.518 hectares pour 710.088 hectolitres dans la période 1881-1886, passe à :

97.328 hectares pour 2.228.372 hectolitres pour la période suivante 1886-1890. Et ce mouvement continue sans arrêt pour arriver en 1907 à :

186.504 hectares pour une production de 8.628.000 hectolitres. L'exportation suit une marche ascendante proportionnée à cet accroissement de production.

De 128.540 hectolitres en 1881-1885 elle passe à 1.112.082 hectolitres en 1886-1890 et atteint en 1907 6.026.878 hectolitres, c'est à dire 75 % de la production. Sa valeur est à ce moment de 60 millions de francs, soit le cinquième de l'exportation totale de la colonie.

Ce mouvement énorme si l'on veut bien envisager le peu de temps qui s'écoule entre ses deux points extrêmes a été évidemment provoqué par l'apparition du phylloxéra en France et la ruine du vignoble métropolitain. Mais cette cause disparue avec la reconstitution en plants très productifs et sur une étendue de terrain aussi considérable qu'autrefois, d'où vient que l'exportation algérienne, loin de diminuer, continue sa marche ascendante. Sans doute les droits prohibitifs sur les vins étrangers ont-ils favorisé une partie de nos vins dont la teneur en alcool et la riche couleur pouvaient en partie remplacer les produits espagnols, portugais ou italiens. Mais si l'Oranie peut

prétendre à ce résultat, il n'en est point de même des vins des départements d'Alger et de Constantine. Sans doute aussi l'accroissement de la consommation produit-elle un écoulement plus considérable. Mais la grosse part dans le succès obtenu revient d'abord à l'esprit d'initiative et de progrès qui anime le viticulteur de notre colonie. Sans hésiter il a recherché tous les procédés qui lui permettaient de faire bien et vite. L'outillage de la moindre cave est ici adapté aux besoins d'une vinification dont chacun s'étudie à connaître la meilleure méthode. La vapeur, l'électricité, les moteurs industriels sont employés dans des installations même de peu d'importance. Les vins soignés assidument et avec intelligence attestent par une qualité meilleure d'année en année que ces efforts ne sont pas perdus. Présentés sur les marchés français d'abord rebelles à ces produits inconnus ils les ont conquis de haute lutte et l'on a pu voir en 1908, malgré une concurrence acharnée des vins du Midi la production entière de l'Algérie s'écouler dans des conditions acceptables sur le marché métropolitain. La vigne est donc pour l'Algérie un élément de prospérité indiscutable. La qualité de ses vins assurée par d'intelligentes pratiques s'impose aux consommateurs et il semble que le producteur puisse se garantir ainsi en partie tout au moins contre les effets d'une crise passagère.

A côté de ces deux productions importantes on

rencontre encore en Algérie d'autres industries agricoles dont le développement sans cesse accru vient augmenter son revenu. Le primeurs (raisins de table, légumes frais, pommes de terre) font l'objet d'une exportation intense. Favorisés par le climat de la colonie, les producteurs arrivent à devancer de quelques semaines leurs concurrents de la métropole et trouvent tant sur le marché français qu'à l'étranger des débouchés toujours plus importants.

Dans la période de 1901 à 1905 l'exportation était :

|                                    |         |          |
|------------------------------------|---------|----------|
| Pour les raisins de table de . . . | 43.600  | quintaux |
| Pour les légumes frais. . . .      | 133.000 | —        |
| Pour les pommes de terre . . .     | 133.000 | —        |

Elle est passée en 1907 à :

|                                   |         |   |
|-----------------------------------|---------|---|
| Pour les raisins de table . . . . | 74.796  | — |
| Pour les légumes frais. . . .     | 174.434 | — |
| Pour les pommes de terre . . .    | 97.641  | — |

Pour ces dernières le chiffre révèle une baisse qui tient seulement à l'infériorité de la récolte pendant l'année 1907. L'année 1906 avait donné comme résultats :

117.295 quintaux pour une valeur de 3.050.000 francs. L'ensemble de la production des primeurs montre un progrès très certain.

A la culture des primeurs se rattache par certains côtés une production qui depuis quelques années prend dans notre colonie une extension remarquable. Nous voulons parler des orangers, mandariniers et cédrats dont les fruits excellents, aux qualités sélectionnées vont tous les ans en plus grand nombre fournir le marché français. On comptait en 1901, 504.477 orangers contre 611.134 en 1907. De même les mandariniers et citronniers passent de 393.836 en 1901 à 463.154 en 1907. Disons de suite que ces progrès seraient beaucoup plus sensibles si, par le jeu des dispositions douanières nos produits ne se trouvaient plus chers sur le marché métropolitain que leurs concurrents espagnols. Malgré cette anomalie les chiffres cités nous indiquent une situation très prospère de cette culture spéciale à qui le climat algérien convient parfaitement.

Il en est de même de l'huile d'olive. Ici comme pour les céréales l'exemple des colons français a déterminé chez les indigènes un mouvement très heureux en faveur de cette culture d'un grand avenir. Le greffage des oliviers qui couvrent les pentes de la Kabylie a pris une extension importante (12.802.170 arbres en 1907 contre 4.576.146 en 1901). La même progression se retrouve si nous recherchons par quels chiffres se traduit l'exportation de l'huile. Celle-ci qui était de 17.746 quintaux en moyenne de 1891 à 1895 passe à 78.600 quintaux en 1906,

26.092 quintaux en 1907, pour atteindre en 1908 (pour les sept premiers mois) 82.910 quintaux.

Hors ces productions qui exigent une culture et des soins de la part de notre population agricole d'autres richesses venues à l'état naturel sollicitent l'activité des algériens. Le liège recueilli dans les forêts de chênes nombreuses qui couvrent le pays (240.000 hectares) fournit à l'exportation un aliment de plus en plus conséquent qui s'est chiffré en 1907 par 305.881 quintaux, représentant une valeur de 17.856 francs.

D'autre part l'alfa qui croît abondamment sur d'immenses étendues, évaluée à 5 millions d'hectares pour la seule région des Hauts Plateaux s'exporte en grandes quantités pour fournir aux fabriques de pâte à papier, de vannerie, de corderie, de sparterie. La sortie de ce produit s'établit pour 1906 par 1.020.000 quintaux et en 1907 par 989.000 quintaux.

Enfin le crin végétal, extrait mécaniquement des feuilles de palmier nain qui pousse à l'état naturel sur de très grands espaces procure à la main-d'œuvre algérienne un aliment important, tant pour l'arrachage que pour le défibrement. Les usines de crin végétal sont groupées dans le département d'Oran où on en compte une cinquantaine et dans le département d'Alger pour un chiffre sensiblement égal (40 environ). Elles ont fourni à l'exportation en 1907 448.403 quintaux contre 288.655 en 1897 et 165.489

en 1887. Ici encore nous constatons une progression constante.

Enfin l'énumération des productions agricoles serait incomplète si nous citions un élément actif de la prospérité de notre colonie: l'élevage. Ici le mouvement ascendant qui caractérise l'ensemble de notre agriculture ne s'observe pas. La situation est stationnaire. La valeur du bétail exporté, passée de 32 millions 1/2 de francs en 1901 à 38 millions en 1902 et 42 millions en 1903, tombée ensuite à 29 millions 1/2 en 1904, à 28 millions en 1905 et 1906 est remontée à 32 millions 1/2 en 1907, Ceci indiquerait une diminution inquiétante de cette industrie et ce, au moment où au contraire, elle devrait prendre un essor important par suite des besoins sans cesse croissants des nations européennes. L'Algérie semblerait au contraire placée exceptionnellement pour alimenter ces marchés en viande de boucherie. Il paraît qu'il y a une erreur et il convient de remarquer comme le fait une note officielle du Gouvernement général que « la situation doit faire face à une exportation qui a tendance à augmenter et à un accroissement sensible de la consommation locale proportionnel à l'augmentation de la population » et que par suite « il semble que l'on doit conclure que les statistiques sont inexactes, que le cheptel est, en réalité, supérieur aux chiffres qu'elles accusent ».

Tel est l'ensemble des ressources importantes que

l'Algérie retire de son sol, de son agriculture sans cesse perfectionnée, sans cesse étendue à un territoire de plus en plus vaste. La masse de ses produits forme un ensemble imposant dont le total figure la plus grosse partie des exportations algériennes. Il est cependant d'autres richesses, mal exploitées jusqu'à ces dernières années, dont l'appoint, plus fort tous les ans, vient grossir le bilan du commerce de notre colonie, nous voulons parler des mines.

L'industrie minière a pris depuis une vingtaine d'années un développement que soupçonnaient tous ceux qui connaissaient les richesses considérables enfouies dans notre sous-sol. Les études et les projections avaient démontré la présence de minerais abondants de fer, de cuivre, de plomb, de zinc et d'importants gisements de phosphates. Malheureusement tout manquait pour tenter une exploitation sérieuse de ces richesses. Les voies de communication peu nombreuses, très éloignées souvent des centres miniers ne permettaient pas des transports économiques. Et les capitaux surtout manquaient sans lesquels on ne pouvait songer à la mise en œuvre de l'outillage énorme exigé par de pareilles entreprises. Ils vinrent enfin avec une hésitation inadmissible pour qui comprenait que leur seule présence allait donner au pays et tout particulièrement à son industrie minière une plus value certaine, M. Jonnart, Gouverneur général, disait fort justement lors des dif-

fiicultés soulevées par l'affaire des mines de l'Ouenza  
« La vraie richesse de l'Algérie est dans ses mines  
et dans son sous-sol qui jaillira plus tard à pleine  
puissance productive ; mais pour aller l'y éveiller il  
faut de l'argent et l'argent lui manque. Les capitaux  
français sont timides et passent difficilement la mer.  
En voici cette fois qui viennent à nous et nous pro-  
posent un sérieux profit. Si on les décourage, si on  
brise l'élan dès l'origine, c'est en réalité la capacité  
économique de la colonie qui en sera atteinte et il  
en résultera pour vingt-cinq ou trente ans un discrédit  
total sur toutes les affaires algériennes. Comprenez-vous  
notre ardeur à réussir ? »

Fort heureusement pour notre Algérie les initiatives favorables à son développement minier ne se sont pas toutes heurtées aux inconcevables difficultés qui suspendent encore la solution de l'affaire de l'Ouenza. Depuis 1890 l'exploitation de nos richesses minières s'est accrue constamment et nous pouvons par les chiffres d'exportation indiquer quels heureux résultats ont été obtenus.

| PÉRIODES                                    | Exportation des Minerais de |             |              |               |                   |
|---------------------------------------------|-----------------------------|-------------|--------------|---------------|-------------------|
|                                             | <i>Fer</i>                  | <i>Zinc</i> | <i>Plomb</i> | <i>Cuivre</i> | <i>Phosphates</i> |
|                                             | Tonnes                      | Tonnes      | Tonnes       | Tonnes        | Tonnes            |
| 1871-1875 (Moy. ann.)                       | 373.935                     | 1.261       | 2.825        | 1.642         | »                 |
| 1876-1880. . . .                            | 451.796                     | 2.064       | 2.442        | 4.727         | »                 |
| 1881-1885. . . .                            | 518.818                     | 2.413       | 9.696        | 13.028        | »                 |
| 1886-1890. . . .                            | 423.534                     | 8.820       | 19.597       | 5.387         | 559               |
| 1891-1895. . . .                            | 347.065                     | 21.078      | 7.866        | 517           | 32.320            |
| 1896-1900. . . .                            | 507.055                     | 28.275      | 3.322        | 1.063         | 226.830           |
| 1901-1905. . . .                            | 537.265                     | 46.360      | 5.973        | 1.715         | 304.332           |
| <i>Les années 1906-1907<br/>ont donné :</i> |                             |             |              |               |                   |
| 1906 (Moy. ann.). .                         | 720.505                     | 69.633      | 14.255       | 4.734         | 323.345           |
| 1907 . . . . .                              | 908.251                     | 78.951      | 20.981       | 6.737         | 344.575           |

Les concessions et les permis de recherches accordés plus nombreux chaque année nous assurent que ce mouvement n'est pas passager et que les intérêts privés ont touché du doigt la source importante de revenus qu'ils peuvent attendre de cette nouvelle industrie. Le département de Constantine plus favorisé de beaucoup que ses voisins est le principal centre de cette activité. Le nombre de concessions accordées était en 1908 de 58 dont 33 en exploitation. Alger venait ensuite avec 22 concessions dont 6 en exploitation et enfin Oran le moins bien partagé ne comptait que 9 concessions presque toutes exploitées (7). Alger et Oran renferment surtout des minerais de fer. Cons-

tantine offre aux recherches des prospecteurs des gisements importants de zinc, de plomb, de cuivre, de fer et surtout de phosphates minéraux excessivement riches. La totalité de l'exportation de ces derniers provient en effet exclusivement de ce département qui verra encore sa production augmenter avec la mise en valeur du massif de l'Ouenza que nous souhaitons prochaine.

Tous les gisements exploités contiennent des réserves importantes qui ne laissent pas prévoir une interruption de travaux avant longtemps. Et d'autre part, l'activité des recherches est sans cesse encouragée par de nouvelles découvertes. Les données, aussi exactes que l'on peut les faire en pareille matière, indiquent pour l'Algérie une ère de prospérité dont la fin sera lointaine.

Ce nouvel élément de richesse d'une importance si considérable semblerait à l'abri de toute crainte pessimiste si l'Algérie à côté de tous ces minerais possédait dans son sous-sol des gisements de houille. Or il paraît bien improbable à l'heure actuelle que cette hypothèse heureuse soit jamais réalisée. Malgré toutes les recherches rien n'a été découvert qui puisse autoriser un espoir sérieux. Sans doute quelques traces de lignite très maigre ont-elles été rencontrées à Marceau dans le département d'Alger et à Smendou dans le département de Constantine. Dans le premier de ces centres l'on peut voir encore

les ruines lamentables d'une verrerie qui avait été installée pour utiliser sur place la silice qui s'y rencontre abondamment et la lignite qui aurait fourni le combustible. L'entreprise échoua pour des causes que nous n'avons pu connaître certainement mais qui semblent provenir d'un manque de connaissances tant des ressources en matières premières que de celles des débouchés pour les produits. Cet exemple cité à titre purement documentaire ne peut être généralisé. Mais il n'est que trop certain que nos richesses minières restant en Algérie au premier stade de leur utilisation économique ne laissent pas dans le pays toute la somme des revenus que seraient en droit d'en attendre les capitaux et la main-d'œuvre. Le manque de houille nous condamne à céder cette matière première aux hauts fourneaux de l'extérieur. Il reste à l'Algérie le seul profit du travail d'extraction et de la valeur du produit brut, valeur certaine évidemment, mais combien inférieure aux bénéfices plus certains encore réalisés par les industries de transformation. Car il faut considérer que l'Algérie, exportatrice de minerais brut, court le risque permanent de voir se fermer les débouchés extérieurs. Indépendamment du fait que les frais de transport élevés grèvent lourdement toute la partie de déchets que comporte le minerai, fait qui entraîne forcément ou une diminution de valeur de la marchandise ou un renchérissement correspondant de l'ensemble de

la matière, l'existence même de notre exportation est subordonnée à la découverte de gisements similaires dans une région plus rapprochée des hauts fourneaux qu'ils approvisionnent. Cette hypothèse a été vérifiée par les faits : il y a environ deux ans la découverte de minerais de fer aux environs des hauts fourneaux qui s'alimentaient antérieurement en Algérie, vint interrompre le mouvement d'affaires établi, pour le plus grand dommage des fournisseurs algérois dont l'exportation fut considérablement diminuée. Il s'agissait, si nos renseignements sont exacts, des mines de fer de l'Ouest du département d'Alger et d'une société de métallurgie du Nord-Est de la France. Enfin les dispositions douanières, si facilement modifiées, ne peuvent-elles brusquement supprimer à nos minerais la possession d'un débouché soit directement par l'élévation de droits, soit par la concession à des concurrents d'un tarif de faveur. Cette hypothèse est trop plausible pour que nous ne la mentionnions pas.

A ces causes principales de fléchissement de nos exportations minières s'ajoutent les risques de baisse qui peuvent frapper les métaux. Sans doute ces diminutions temporaires de valeur atteindraient-elles également nos minerais s'ils étaient apurés et transformés dans le pays, mais du moins la valeur représentée par le travail de transformation resterait-elle acquise tout de même à notre colonie. Et d'autre

part il est certain que la baisse se ferait moins lourdement sentir sur les machines ou autres produits manufacturés dans lesquels la valeur du métal se trouve complètement masquée par la plus-value résultant des transformations nombreuses qu'il a subies.

De ce qui précède nous ne voudrions pas conclure à un effacement des ressources retirées par l'Algérie de son industrie minière. Celles-ci existent très réelles et déjà très importantes comme résultat pécuniaire. Mais nous ne pensons pas que leur présence soit, par suite du manque de combustible, suffisante pour amener l'apparition si nécessaire pourtant d'une industrie algérienne (1). Nous resterons donc limités à la production de nos richesses souterraines, production très appréciable certainement mais incertaine dans ses résultats parce que soumise sans lutte possible, au moins pour les minerais, à l'importance des besoins des débouchés et aux fluctuations très sensibles des cours.

Si notre production minière ne donne pas à la

1. L'Algérie présente un exemple remarquable de la théorie de List sur l'apparition et le développement progressif, dans les pays neufs, des différentes sources de production. L'industrie pastorale, puis agricole ont apparu dès l'abord et maintenant, suivant l'évolution théorique, apparaissent les industries extractives. Souhaitons pour le plus grand avenir de notre Algérie l'apparition des industries de transformation.

colonie une source de revenus assurés, nous devons cependant reconnaître qu'elle offre moins d'aléas que notre production agricole.

Nous avons vu l'importance de cette dernière. A l'exportation les céréales pour 1/4 et le vin pour 4/5 formaient à elles seules en 1907 la moitié du chiffre total. Dans la somme globale de 336.107.000 francs les céréales entraient pour 86 millions et les vins pour 60 millions. Ces chiffres justifient par leur importance les craintes que l'on peut concevoir lorsque l'on se demande quelle est la certitude de ce revenu de notre industrie agricole. Or quelle que soit la confiance que nous avons dans l'habileté, l'expérience et l'énergie de nos colons, comment admettre que ces seules armes permettent une lutte efficace contre les causes de dépérissement nombreuses et permanentes, qui menacent les récoltes pendant de longs mois ? Pour qui sait les intempéries du climat algérien et leur réaction rapide sur les cultures diverses la réponse n'est pas douteuse. Les récoltes sont rares qui arrivent à maturité sans subir une diminution notable sur les espérances qu'elles avaient fait naître. Les soins les plus attentifs ne prévaudront jamais contre la sécheresse ou l'humidité, la gelée et le siroco. Ces calamités brutales sont sans remède et laissent seulement au cultivateur l'espoir d'un avenir plus heureux. Mais en attendant c'est pour l'année en cours une diminution du revenu, un

affaiblissement de la richesse du pays. Les statistiques fournissent des preuves nombreuses de ces fluctuations dans la production, qui se traduisent par des différences très sensibles, d'une année sur l'autre. Les céréales qui en 1903 s'exportent pour une valeur de 32 millions de francs, passent en 1904 à 36 millions mais tombent en 1905 à 29 millions et demi pour remonter d'un bond à 48 millions et demi en 1906 et 86 millions en 1907. L'année 1908 nous ramène brutalement au chiffre réduit de 42 millions.

Les vins d'autre part passent également par des alternatives qui paraîtront d'autant plus sensibles que la surface complantée en vigne a augmenté très régulièrement.

| ANNÉES         | Quantités<br>récoltées<br>en quintaux | Valeur<br>en milliers<br>de francs |
|----------------|---------------------------------------|------------------------------------|
| 1897 . . . . . | 4.381.377                             | 46.442                             |
| 1898 . . . . . | 5.549.558                             | 58.825                             |
| 1899 . . . . . | 4.502.028                             | 47.721                             |
| 1900 . . . . . | 5.634.829                             | 59.729                             |
| 1901 . . . . . | 5.738.342                             | 60.826                             |
| 1902 . . . . . | 4.353.867                             | 46.150                             |
| 1903 . . . . . | 6.589.360                             | 70.847                             |
| 1904 . . . . . | 7.630.157                             | 80.879                             |
| 1905 . . . . . | 7.051.821                             | 74.749                             |
| 1906 . . . . . | 7.347.149                             | 77.879                             |
| 1907 . . . . . | 8.628.526                             | 91.462                             |

Ces chiffres qui accusent déjà des différences appréciables tant pour la production que pour la valeur

intrinsèque des vins produits, doivent être complétés par ceux qui se réfèrent aux exportations de ces mêmes vins pendant les mêmes années. Nous constatons qu'après avoir dépassé 100 millions de francs en 1898 et 1899 et en 1903 l'exportation a encore atteint 95 millions en 1904, puis elle est tombée à 39 en 1905 pour se relever à 46 en 1906 et 60 en 1907. Ce sont là des écarts considérables qui arrivent s'ils se trouvent concorder avec ceux qui caractérisent l'exportation des céréales, à causer dans notre commerce d'importation des fluctuations de 50 et 100 millions de francs d'une année à l'autre.

### Commerce général.

| ANNÉES    | Importations | Exportations | Totaux<br>des importations<br>et des<br>exportations |
|-----------|--------------|--------------|------------------------------------------------------|
| 1897. . . | 276.901.427  | 295.728.063  | 572.629.490                                          |
| 1898. . . | 302.223.058  | 285.768.687  | 587.891.745                                          |
| 1899. . . | 319.847.503  | 346.415.000  | 666.262.503                                          |
| 1900. . . | 323.818.325  | 242.317.000  | 566.135.325                                          |
| 1901. . . | 331.380.000  | 270.963.000  | 602.343.000                                          |
| 1902. . . | 332.787.000  | 315.049.000  | 647.836.000                                          |
| 1903. . . | 358.765.000  | 329.555.000  | 688.320.000                                          |
| 1904. . . | 380.148.024  | 284.316.952  | 664.464.976                                          |
| 1905. . . | 405.906.000  | 242.985.000  | 651.891.000                                          |
| 1906. . . | 424.966.000  | 303.830.000  | 728.796.000                                          |

Mais il est à ces mouvements inquiétants une autre raison que la réduction de quantité en elle-même.

Nos produits sont en effet soumis à des fluctuations de cours qui en font varier la valeur dans des conditions souvent inattendues et toujours inévitables. Car nous nous trouvons à ce point de vue dans une dépendance très étroite du marché métropolitain.

L'Algérie vit en effet sous le régime de l'assimilation douanière avec la France. La métropole et la colonie échangent en franchise tous leurs produits.

Ce régime nous ouvre sans doute tout grand le marché français et cette facilité serait pour notre pays un avantage inappréciable si nous ne trouvions déjà ce marché encombré par la propre production de la métropole. Céréales ou vignes françaises fournissent abondamment la clientèle que nous sollicitons en faveur de nos mêmes produits. Et nous ne pouvons songer à les présenter ailleurs, à leur chercher des débouchés nouveaux sur les marchés étrangers. Ceux-ci nous opposent les mêmes barrières douanières dont ils se sont entourés pour se défendre contre la France. Nous sommes donc réduits au seul marché national et condamnés à subir sans défense toutes les fluctuations de cours qu'il nous impose. Celles-ci déterminées uniquement par l'abondance ou le manque de récoltes en France nous atteignent d'autant plus durement que l'avilissement des prix peut correspondre précisément à une année de disette pour la colonie. L'exemple en a été donné, notamment pour les vins plus sujets que les céréales aux

caprices du marché français par suite de la moindre importance de leur consommation locale.

Ces causes de variations de revenu agricole pour importantes qu'elles soient ne produisent que des effets temporaires susceptibles d'être compensés par des relèvements de cours ou une abondance plus grande des récoltes suivantes. Elles laissent toujours le capital intact et permettent une revanche. Mais l'industrie agricole est encore menacée par des fléaux dont les effets, beaucoup plus dangereux, affectent la source même du revenu en détruisant le capital. Le phylloxera pour la vigne, le pourridier pour les orangeries menacent des plantations dont la mise en valeur a exigé des dépenses élevées. Si l'on calcule qu'un hectare de vigne en rapport vaut environ 3.000 à 3.500 francs alors que la même superficie de terrain simplement défrichée n'est estimée que 800 à 1.200 francs l'on peut se faire une idée très exacte du capital que menace l'invasion du phylloxera. Or la maladie existe en Algérie : après avoir atteint les vignobles de l'Est et de l'Ouest elle sévit en plein centre vinicole dans le département d'Alger où ses progrès étendent continuellement le rayon compromis. Le mal est déjà évident et les viticulteurs se demandent ce qu'il adviendra de leur capital si on ne les autorise à reconstituer avant que la destruction soit définitive.

C'est donc autour de notre richesse agricole une

série de dangers permanents qui tendent sans cesse à l'atteindre soit dans l'importance de ses revenus soit dans la totalité du capital créé. Malgré l'importance de l'œuvre accomplie, l'Algérie ne peut compter absolument sur un revenu stable de son industrie agricole.

Or, sauf l'industrie extractive c'est la production de notre sol qui fait la prospérité du pays. A une bonne récolte est intimement liée la bonne marche des affaires.

Un pays qui est essentiellement agricole est profondément atteint dans toute son existence dès qu'un des produits principaux de son agriculture vient à se raréfier. Le développement des moyens de transport et des échanges par voie de mer ont supprimé les risques de famine. Mais les crises agricoles locales, dues spécialement aux circonstances climatériques, n'en sont pas moins redoutables. Les cultivateurs dont les bénéfices sont restreints, ont une capacité moindre pour l'achat de divers produits. Le pays vend moins de denrées, il est obligé d'en acheter davantage au dehors. C'est ce qui arrive au Brésil quand la récolte du café est déficitaire; dans l'Ouest, le Centre de la France quand le froment vient à manquer; en Algérie quand les céréales, dont la production est très irrégulière, donnent de faibles rendements (Jules Rouanet. *Journal Général* du 25 septembre 1909).

Le commerçant avisé se tient ici au courant des fluctuations de prix et des conditions climatiques tout comme le colon lui-même dont les ressources plus ou moins abondantes mesureront nécessairement la quantité des besoins à satisfaire, de désirs à réaliser. Et nous ne voulons pas parler seulement de ces négociants dont le commerce est directement tributaire de l'agriculture, soit qu'ils fournissent les semences, les ingrédients, les instruments nécessaires, soit qu'ils transportent (1), ou transforment les produits récoltés. Tous les commerçants sont intéressés à l'afflux d'argent qui suit les récoltes abondantes. Vêtements, meubles, approvisionnements de toutes sortes sont achetés avec moins de parcimonie aux bonnes années (2). L'industrie du bâtiment

1. A l'appui de cette vérité citons la crise subie en 1908 par les Compagnies de navigation faisant le service Alger-Rouen-Le Havre. Les vins algériens étant en ce moment très vivement concurrencés sur les places de l'Est de la France par les vins du Midi, il s'ensuivit un ralentissement très sensible de l'exportation. Le fret descendit à des prix inattendus de bon marché, jusqu'à 5 francs des 0/00 litres. Cette année comptera parmi les plus désastreuses supportées par ces Compagnies de navigation.

2. La récolte de céréales a été très abondante cette année dans le département de Constantine. De tous les hauts plateaux sitôt les battages terminés ce fut un afflux de sacs de blé dans le port de Philippeville. La compagnie du P.-L.-M. fut obligée d'envoyer d'urgence un grand nombre de wagons et d'employés pour satisfaire aux demandes. Or, nous disait

trouve dans ces ressources un gros élément d'activité. Enfin est-il besoin d'indiquer les bénéfices réalisés aux époques prospères par tout le commerce de luxe dont les produits superflus et coûteux exigent pour leur achat des ressources également superflues.

La puissance d'absorption du pays est parallèle du nombre et de la valeur de ses produits à échanger. Il est inutile d'insister sur ce point.

Or cette richesse agricole est essentiellement variable, nous l'avons vu. Pour des causes trop nombreuses elle peut être soumise d'une année à l'autre ou même pour de longues années à une dépréciation dont le contre-coup affecterait durement, non seulement la colonie mais encore notre meilleur fournisseur : la France. Car nous sommes pour la Métropole un client très sérieux : sur le total de nos importations consommées sur place, en 1908 84 1/2 % nous viennent de France. Sur un chiffre total de 450 millions, 380 millions représentent la valeur des marchandises françaises de toute nature que nous

le haut fonctionnaire de cette administration de qui nous tenons ces renseignements, il s'est produit ce fait inattendu que les wagons descendus chargés à Philippeville et dont on craignait le retour à vide, sont remontés pleins sur Constantine. Leur chargement se composait de tissus, objets d'ameublement, marchandises diverses qui s'enlevaient dès leur arrivée et passaient dans les mains des producteurs qui venaient de vendre leur récolte.

avons absorbées. Ces chiffres sont éloquentes. Ils démontrent l'étroite corrélation qui existe entre les intérêts économiques des deux pays. Et il est impossible que la France ne soit pas atteinte le jour où l'Algérie diminuée dans sa production restreindrait ses besoins et limiterait ses achats.

Nous ne voudrions pas paraître pessimistes et pousser au pire une pareille situation. Il est certain que l'Algérie prospère activement. Nous marchons à grands pas dans la voie du progrès et malgré les difficultés notre mouvement commercial s'accroît chaque année. Notre outillage économique prend plus d'importance et se perfectionne, les capitaux commencent à se montrer moins dédaigneux ou craintifs. Nous allons vers une plus complète organisation de notre production mais nous ne pouvons enlever à cette dernière le caractère de précarité qui est dans sa nature même. Nous insistons sur ce fait que nous n'aurons pas en Algérie une situation économique stable aussi longtemps que notre richesse principale sera dans nos récoltes. Un pays ne peut être assuré de son avenir s'il reste purement agricole. A cette source de revenus il doit en joindre d'autres qui puissent la suppléer. L'Algérie ne possède que son agriculture. Les mines certainement viendront de plus en plus grossir le patrimoine commun, mais nous avons vu de quels aléas est entourée leur exploitation et combien incertains sont les dé-

bouchés. Nous ne pouvons parler de l'industrie algérienne : elle est à créer. Sauf la transformation du premier degré des produits agricoles et la fabrication de matériaux pour les entreprises de bâtiment, l'industrie n'existe pas dans ce pays où les cours d'eau rares et intermittents refusent une force, dont la cherté de la houille rendrait la production très onéreuse. Resterait le commerce : commerce intérieur limité à une consommation locale dont les besoins, nous l'avons vu, sont limités par ses propres ressources et nous revenons à notre considération principale ; commerce extérieur, commerce d'exportation très actif, ardent aux affaires, mais venant se butter et se localiser forcément sur le marché français, le seul qui lui soit d'un accès facile.

Ces considérations ont émutous ceux de nos économistes qui en ont raisonné. Et ils ont pensé trouver le remède à cette situation lorsque, la question de franchise partielle apparaissant en France, ils ont envisagé la possibilité de l'adoption en Algérie de ce régime favorable.

Voyons, en effet, en nous aidant des renseignements acquis au cours de cette étude quelles conséquences nous pouvons prévoir d'une pareille institution.

**AVANTAGES.** — Nous avons reconnu à la franchise partielle des avantages que l'on peut classer en

trois catégories : avantages commerciaux, avantages industriels et avantages maritimes.

1<sup>o</sup> **Avantages commerciaux.** — Nous venons de voir quel était le commerce algérien. D'une part le commerce intérieur répartissant suivant des besoins limités par une production capricieuse les objets manufacturés, les instruments, les produits nécessaires à son outillage économique, tous objets importés de France pour les trois quarts. Et d'autre part, le commerce d'exportation écoulant au dehors la majeure partie des productions du sol et du sous-sol, c'est-à-dire toutes celles que les besoins locaux n'ont pu absorber. Nous avons vu également que par suite de notre assimilation douanière avec la métropole nous encombrons de nos produits le marché national déjà chargé de ses propres ressources. Il nous est difficile d'aller à l'étranger qui nous oppose ses tarifs. Resterait le commerce de transit permettant aux commissionnaires algérois la réexpédition lucrative sur des marchés déficitaires de marchandises reçues en disponible. Or, si nous consultons le tableau qui pour les années 1906-1907 nous donne les résultats du commerce général et du commerce spécial de la colonie nous constatons que ce commerce de transit n'a pas en Afrique l'ampleur que nous devons trouver.

## Commerce et Industrie

### ALGÉRIE

Le mouvement du commerce de l'Algérie avec la France et l'étranger pendant l'année 1907 représente une valeur de 841.798.000 francs pour le commerce général et de 786.707.000 francs pour le commerce spécial.

Il se décompose ainsi :

| DÉSIGNATION             |                                                      | ANNÉES                                                                                 |                 |
|-------------------------|------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|
|                         |                                                      | 1907                                                                                   | 1906            |
| <i>Commerce général</i> |                                                      | <i>Mille francs</i>                                                                    |                 |
| <i>Importations.</i>    | de France                                            | marchandises françaises ou francisées . . . . .                                        | 386.028 341.645 |
|                         |                                                      | marchandises étrangères ayant emprunté la voie des ports et des entrepôts français . . | 21.631 20.618   |
|                         | de l'étranger ou des colonies françaises . . . . .   | 68.339                                                                                 | 62.703          |
|                         | Totaux. . . . .                                      | 475.998                                                                                | 424.966         |
| <i>Exportations.</i>    | pour la France . . . . .                             | 251.244                                                                                | 203.657         |
|                         | pour l'étranger et les colonies françaises . . . . . | 114.556                                                                                | 100.173         |
|                         | Totaux. . . . .                                      | 365.800                                                                                | 303.830         |
| <i>Commerce spécial</i> |                                                      |                                                                                        |                 |
| <i>Importations.</i>    | de France                                            | marchandises françaises ou francisées . . . . .                                        | 384.502 340.341 |
|                         |                                                      | marchandises étrangères ayant emprunté la voie des ports et des entrepôts de France. . | 18.234 17.515   |
|                         | de l'étranger ou des colonies françaises . . . . .   | 45.483                                                                                 | 43.796          |
|                         | Totaux. . . . .                                      | 448.219                                                                                | 401.652         |
| <i>Exportations.</i>    | pour la France . . . . .                             | 250.146                                                                                | 202.353         |
|                         | pour l'étranger et les colonies françaises . . . . . | 88.342                                                                                 | 77.941          |
|                         | Totaux. . . . .                                      | 338.488                                                                                | 280.294         |

Ces observations nous permettent de prévoir quel développement prendrait le commerce algérien si nous pouvions le doter de zones franches. Notre commerce spécial d'exportation à l'étranger, notre commerce de transit trouveraient dans les avantages offerts un élément de prospérité remarquable.

En effet, nous devons, avons-nous vu, nous efforcer d'écouler à l'étranger notre production pour, d'une part, dégager le marché national et, d'autre part, ne pas rester ainsi tributaires de ce seul débouché. Or, si nos produits algériens se heurtent aux barrières douanières de l'étranger, ce n'est pas seulement en raison des taxes prohibitives, mais encore par suite des conditions de qualités, de poids, des exigences des laboratoires qui imposent à l'importateur la conformité de sa marchandise avec un type strictement déterminé. Car les produits algériens ne répondent pas souvent à ces exigences. Par eux-mêmes ils sont dans l'impossibilité de franchir ces obstacles mis à leur importation. Leur constitution ne leur permet pas de se présenter à l'état naturel, tels qu'ils sont produits; il faut qu'ils soient amendés. Et nous voyons alors de quelle utilité leur serait la zone franche, où ils pourraient être manipulés, coupés, mélangés à d'autres produits étrangers dont notre régime douanier actuel interdit l'entrée en Algérie par suite des droits qu'ils supportent. On ne peut en effet songer à leur utilisation dans ces conditions. Mélanger nos

produits avec des marchandises étrangères obligées d'acquitter des droits souvent élevés serait condamner le mélange obtenu à une mévente assurée. Comment prétendre imposer ce nouveau produit sur les marchés étrangers s'il y arrive grevé d'un prix de revient très lourd ? La concurrence sera impossible à moins que par un régime de faveur quelconque, on ne supprime pour ces marchandises qui doivent aller à l'exportation le paiement des droits qui les atteint. Sans doute, nous trouvons en vigueur dans notre colonie le régime de l'entrepôt. Mais ici comme en France subsistent les inconvénients graves qui restreignent singulièrement les avantages tirés de cette institution. Plus spécialement l'interdiction de toute manipulation, de tout mélange ou coupage, de réemballage et division de colis ne permettraient nullement d'atteindre le but recherché.

Seul, l'entrepôt spécial paraît devoir réserver à nos commerçants les facilités nécessaires pour y atteindre. Dans le local de cet entrepôt il serait possible sous la surveillance et le contrôle de la douane, de donner aux marchandises tel caractère qui conviendrait pour en assurer la vente. C'est d'ailleurs ce qu'avaient prévu nos assemblées (chambre de commerce ou délégations financières) dans l'élaboration de leurs vœux pour la solution de cette question. Mais loin d'être en opposition avec la création de la zone franche, l'installation de ces entrepôts devait dans

l'esprit des promoteurs n'être qu'un pis aller, une façon moins défectueuse d'attendre la réalisation d'une franchise plus féconde en résultats. D'ailleurs ils ne se faisaient aucune illusion sur le succès qu'ils devaient espérer de cette réforme partielle : l'étroitesse du local, la cherté du service rendu, les vexations douanières devaient restreindre les avantages désirés. Mais le besoin se faisait vivement sentir d'un palliatif qui permette à nos négociants l'accès des marchés étrangers. Aussi la chambre de commerce d'Alger se réclamant de l'exemple de Marseille demandait en 1900 un entrepôt, réel à la vérité, mais doté des larges tolérances qui favorisent cet établissement dans notre grand port méditerranéen. Un régime aussi libéral se rapprochait trop de celui de l'entrepôt spécial pour qu'on ne songeât pas à réclamer plus simplement l'institution ou plutôt le rétablissement de ceux-ci en Algérie au moins pour les vins et les tabacs.

L'action combinée des chambres de commerce, des délégations financières et de nos élus à la Chambre ne parvint pas au résultat désiré.

Une seule solution intervint, essai isolé, purement individuel, qui en 1902 autorisa par décision du Gouverneur général le mélange de tabacs indigènes avec des tabacs étrangers admis en franchise. Cette décision organisait au profit d'un industriel algérois, M. Mélia, un entrepôt spécial dans lequel des tabacs

en feuilles d'origine étrangère étaient admis en franchise pour être transformés, après mélange avec des tabacs de production locale, en produits manufacturés exclusivement destinés à l'exportation. Cette mesure constituait un premier pas dans la voie d'une réforme plus générale et plus accentuée, mais elle n'allait pas sans inconvénients; elle subordonnait en effet l'accomplissement des opérations à l'entrepôt à des formalités gênantes et pourtant nécessaires, et elle comportait un système de surveillance spéciale dont le fonctionnement entraînait pour un seul manufacturier, une dépense annuelle de 3.000 francs.

Nous avons bien aussi l'admission temporaire régie ici comme en France par les mêmes dispositions (lois des 4 janvier 1855 et 17 juillet 1867). Mais dans la colonie ce régime n'a jusqu'ici trouvé d'applications que pour un nombre restreint de produits en raison même du peu de développement de l'industrie.

L'admission temporaire créée pour favoriser en France la main-d'œuvre et les capitaux industriels privés d'une matière première dont la transformation soit rémunératrice, ne peut intéresser notre colonie uniquement occupée de l'exploitation des richesses naturelles du sol et du sous-sol.

Nous nous bornerons à signaler que l'admission temporaire n'a été pratiquée que pour le blé, le plomb, le cacao et le sucre destinés à la fabrication du chocolat. Elle ne fonctionne guère qu'à Oran où les pro-

duits de la mouture des blés ainsi admis sont principalement exportés à destination du Maroc. A Alger, une usine de tuyauterie met en œuvre des plombs admis temporairement et expédie généralement en Tunisie et en Égypte les produits de sa fabrication (Moucheron, *Les douanes en Algérie* (1907).

Des renseignements fournis très obligeamment par la chambre de commerce d'Alger il résulte que ces efforts ne se sont pas continués et qu'en ce moment l'admission temporaire ne serait plus employée que pour quelques entrées de sucres destinés à la fabrication de chocolats. Autant dire que l'institution est restée lettre morte en Algérie et que ses facilités limitées à des produits peu intéressants pour le pays n'ont pu par elles seules favoriser l'effort industriel et commercial désiré.

Il semble donc établi que ni l'entrepôt, ni l'admission temporaire n'ont été suffisants pour permettre à la colonie d'atteindre le résultat cherché. Ces institutions limitent les initiatives par le même ensemble de désavantages, inhérents à leur nature même, qui leur sont reprochés dans la Métropole. Ni l'entrepôt qui interdit les manipulations, ni l'admission temporaire dont le régime créé pour favoriser l'industrie métropolitaine, n'est pas adapté à notre situation économique, ne nous permettent de donner à nos produits les qualités requises pour une exportation rémunératrice à l'étranger. La zone franche au

commerce, libérée de toute contrainte douanière permettant l'entrée et la manipulation de toutes les marchandises, la création de types, de séries adaptées aux besoins et aux préférences du client, d'un placement facile et avantageux. Nous pourrions ainsi dégager le marché métropolitain, d'une importante partie de notre production. Ici on n'ignore pas à ce sujet les antipathies sérieuses causées à l'Algérie par la concurrence que font ses produits aux produits similaires de la France continentale. Les viticulteurs du Midi notamment ne sont-ils pas allés jusqu'à réclamer la taxation à l'entrée en France de nos vins algériens. Cette prévention paraît sans doute procéder plus de la jalousie que de la raison. Mais elle dénote un état d'esprit dont nous avons eu déjà des manifestations très réelles et que tendrait à faire cesser la possibilité pour nos produits de conquérir les marchés étrangers.

Si le régime de la franchise partielle doit donner des avantages certains à l'exportation de nos produits coupés et transformés au gré du goût de nos acheteurs étrangers et conformément à leurs exigences douanières, il est non moins assuré que le commerce de transit profiterait également dans une large mesure des facilités accordées. Nos commissionnaires ne peuvent à l'heure actuelle se livrer à ce commerce lucratif qu'en se soumettant aux difficultés de l'entrepôt réel et ne peuvent jouer le rôle qui doit leur appar-

tenir. Car on ne peut comprendre ce genre d'affaires sans la liberté pour le négociant non seulement de recevoir les marchandises en exemption de tous droits mais aussi de les manipuler, trier, classer et réemballer, toutes opérations qui, nous le savons, ne sont que tolérées dans les entrepôts réels. Ici encore ce sont les mêmes obstacles à vaincre pour permettre à notre colonie, placée exceptionnellement au centre du bassin méditerranéen, sur la route de tous les grands vapeurs qui relient l'Extrême-Orient aux ports de l'Europe septentrionale, de profiter largement de ces avantages géographiques. Ici il n'est plus question de notre production. En dehors et à côté de cette source de richesse, variable nous l'avons vu, nous pouvons instituer un autre élément de prospérité. Dans la zone franche, dans cette foire universelle alimentée de toutes les marchandises étrangères, se créera un commerce spécial, commerce de gros commissionnaires répartissant leurs approvisionnements sur tous les marchés de l'Europe et du Nord Africain, Reliée d'une façon constante avec presque tous ces pays, l'Algérie serait assurée d'une clientèle nombreuse recherchant ces produits préparés avec soin suivant le goût de chacun. Il est indéniable que nous retirerions de ce commerce de gros bénéfices stables. Car à ce moment nous ne serions plus réduits pour alimenter notre mouvement d'affaires à la seule production algérienne. Les facilités de la zone fran-

che attireraient dans son enceinte quantités de produits nous assurant ainsi par le nombre contre les risques de diminution ou de dépréciation de l'un d'eux. Et d'autre part, étendant notre exportation sur de nombreux marchés nous aurions moins à redouter le ralentissement de la consommation ou toute autre cause amenant un resserrement du mouvement d'affaires.

Notre prospérité commerciale serait définitivement assise et assurerait à l'Algérie une nouvelle source de richesses dont la stabilité serait précieuse.

**2° Avantages industriels.** — Nous avons vu que la zone franche est au point de vue industriel un instrument de rénovation et d'extension des industries exportatrices du pays. En Algérie la zone franche serait plus encore. Elle serait créatrice de notre mouvement industriel. Nous avons reconnu les difficultés que rencontre le développement de l'industrie en Algérie. Privés de toute force motrice, sans possibilité d'extraire sur place le métal de nos minerais, nos industriels sont réduits à la manipulation des produits agricoles. Hors les moulins à huile ou à blé quelles sont nos usines, nos manufactures ? Leur dénombrement se réduit à des proportions infimes. Tout est à faire pour le développement industriel de notre colonie. Et il semble que sans nous bercer de trop grandes illusions nous puissions attendre de la zone franche un accroissement sensible de notre produc-

tion manufacturée. Il est acquis, à notre avis, que le combustible, dont l'absence nous cause un préjudice important, nous parviendra à un prix plus réduit le jour où, la zone franche créée, les charbonniers anglais trouveront dans nos ports un fret de retour assuré. Les vapeurs arrivés avec une cargaison de houille seront assurés de ne pas repartir sur lest et dès lors ce combustible ne sera plus tenu d'acquitter entre les mains du chargeur un fret énorme représentant non seulement le voyage d'aller mais aussi celui de retour. D'autre part, les matières premières de toute nature parvenant dans la zone franche, il ne paraît pas exagéré de supposer que les capitaux seront tentés de les transformer pour la réexportation joignant ainsi au bénéfice du négociant, celui de l'industriel. Nos désirs, d'ailleurs, ne se réaliseraient-ils que pour partie, qu'il aurait cependant été créé par le fait de la zone franche un mouvement industriel que nous ne pouvions obtenir sans elle. Et ce serait, à vulgairement parler, autant de pris sur l'ennemi.

3° **Avantages maritimes.** — Enfin parallèlement à l'essor commercial et à l'apparition d'une ère industrielle, il est incontestable que le mouvement de la navigation prendrait, du fait de la zone franche, une progression rapide.

Dès maintenant il convient de noter que l'Algérie placée, encore une fois, dans une situation géographique exceptionnelle entre le détroit de Gibraltar

et l'isthme de Suez qui lui ouvrent la voie des deux mondes, jouit dès maintenant de services maritimes très importants. Ses ports sont abondamment fréquentés, non seulement par les lignes françaises privilégiées pour les transports sur la France, mais aussi par des lignes étrangères importantes. L'accroissement des entrées et des sorties se traduit par les chiffres suivants :

7.301 navires avec un tonnage de 4.764.006 tonnes en 1896 contre 8.915 avec 7.994.907 tonnes en 1906. Les années 1907 et 1908 suivent la même progression avec 9.149 navires et 8.800.000 tonnes en moyenne.

Évidemment sur cet ensemble d'entrées et de sorties il faut admettre que nombre de vapeurs n'ont abordé nos ports que pour se ravitailler en charbon et vivres ; ils ne nous ont laissé ni enlevé de frêt. Ces navires ont seulement permis un bénéfice modique à l'entrepoteur de charbon et aux fournisseurs qui les ont alimentés. Mais comment imaginer les avantages perdus par l'inutilisation obligatoire des frêts à bon marché consentis par ces relâcheurs. A l'entrée comme à la sortie les marchandises échangées seraient transportées à des prix exceptionnels si nous ne nous heurtions pas aux difficultés douanières qui régissent le trafic international. Supposons les abolies, admettons la zone franche : c'est l'utilisation immédiate de tous ces vapeurs dont les nécessités de ra-

vitaillement mettent à notre disposition un tonnage énorme. C'est l'arrivée à des prix de transport très bas de marchandises chargées avec empressement pour notre port, pour cette escale obligatoire d'ailleurs avec ou sans frêt. Il tombe sous le sens qu'il y aura concurrence pour obtenir ce chargement dont le frêt assurera à l'armateur une indemnité et peut-être un gain sur les frais de relâche. Enfin ces ports fréquentés avec une assiduité sans cesse croissante ne seront-ils pas assurés d'une plus grande prospérité encore le jour où ils pourront par leurs propres ressources garantir aux grandes lignes de navigation un élément de frêt de sortie certain ?

M. Aubert disait fort justement (rapport au Syndicat commercial du 26 avril 1902) « Le port d'Alger doit avoir une zone franche parce que, sur ce point, grâce à la suppression de tous frais, pourront se donner rendez-vous des navires venus de tous les bouts du monde. Ces navires par leurs concours, par leur concurrence, mettront nos produits en communication directe avec tous les points du globe et moyennant des *frêts réduits*, facilitant ainsi leur placement sur des marchés jusqu'alors inaccessibles : conséquence directe. »

En effet et ce sera là notre conclusion, il y a entre tous les avantages présumés de la zone franche une corrélation, une dépendance étroites. Chaque branche de notre activité économique profitera

sans doute pour elle-même de cette institution :

**L'agriculture** par les facilités offertes à l'exportation de ses produits qui trouveraient des débouchés sur des marchés nouveaux.

**L'industrie** par l'installation d'usines qui ne peuvent exister maintenant avec notre régime douanier.

**Le commerce** par l'extension de ses relations et la facilité de trafiquer avec tous les grands marchés du monde.

**La navigation** enfin dont les vapeurs seront attirés dans nos ports par un frêt abondant d'entrée et de sortie.

Mais il est évident que la prospérité de chacun de ces éléments est étroitement liée à la prospérité de l'ensemble des autres. Du développement de l'un dépend le développement de l'autre. Il y a entre eux des réactions certaines, précises. Et on ne peut dire que la zone franche favorise en Algérie telle industrie aux dépens de telle autre.

Toutes au contraire sont appelées à profiter largement directement ou indirectement de ce régime de faveur qui assurerait leur développement harmonique par une coopération effective. L'agriculture peut-elle progresser si le commerce ne peut, favorisé par une marine prospère, chercher le débouché lucratif qui absorbera les produits fournis ? L'industrie serait-elle mise en œuvre sans les capitans créés par l'activité de nos producteurs et de nos commerçants ? Pour-

rait-elle s'exercer sans les matières premières importées à bon compte par une marine nombreuse ?

Il est donc bien certain que la zone franche favorisant tous nos éléments d'activité, toutes nos industries créées, autorisant notre espoir de créer chez nous une industrie de transformation, ne peut subir le reproche d'atteindre en Algérie des intérêts acquis, de sacrifier en faveur des uns les légitimes espoirs des autres. Elle donne à chacun des armes égales pour la lutte économique. Et c'est ce qui explique l'unanimité des vœux qui en appellent la création.

L'ensemble des corps élus, les groupements commerciaux, les sociétés d'étude, les organes des travailleurs se prononcent en effet en faveur de la réforme. Seuls les viticulteurs ont cru trouver des raisons suffisantes pour protester et s'élever énergiquement contre la franchise partielle.

**Inconvénients.** — Nous allons étudier les arguments ainsi évoqués, les seuls d'ailleurs qui aient pu se faire jour contre la zone franche en Algérie.

Car on ne peut dans notre colonie invoquer les considérations nombreuses qui, en France, font aux avantages de l'institution une contre-partie très sérieuse. Sans nous étendre longuement sur l'observation faite dans la métropole au sujet des risques causés par la dénationalisation d'une partie du territoire, faisons observer que la portée en est ici considérablement réduite.

En effet, l'élément étranger dans notre colonie, très abondant sans doute, est stable. Il est composé pour la quasi-unanimité d'émigrants qui sont venus chercher dans un pays neuf les ressources qu'ils ne pouvaient obtenir dans leur patrie. De quelque nationalité qu'ils émanent, les émigrants étrangers sortent presque en totalité des classes sociales les plus humbles et comprennent une grande partie d'illettrés. Ce ne sont pas ceux-ci qui accapareront le commerce et les bénéfices de la zone franche. Quant aux recrues étrangères qui apporteraient dans notre pays leur intelligence et leur activité, nous ne pensons pas que l'on puisse craindre leur exode après fortune faite. Il en serait d'eux comme des émigrés américains qui adoptent la nationalité du pays où ils ont réussi. D'ailleurs le régime spécial qui naturalise automatiquement le fils de l'étranger né dans notre colonie, fait vite des nationaux de ces étrangers déjà assimilés et devenus sinon des français du moins des Algériens.

Il est d'ailleurs à cette théorie une démonstration évidente. Pense-t-on que ce soient les 280.000 français d'origine (5.40 % de la population totale) qui aient à eux seuls conquis à notre colonie ce capital énorme de près de trois milliards dont nous sommes si justement fiers ? Non, ils ont été puissamment aidés de tous les éléments, étrangers tout d'abord, français maintenant, qui se sont fixés dans

le pays qui leur avait donné l'aisance souvent, et parfois la fortune.

On ne peut supposer que les facilités de la zone franche nous fassent regretter cet exemple. Ajoutons enfin qu'un exode de capitaux semble bien improbable dans un pays fertile en placements rémunérateurs, où l'argent se paie encore parce qu'il a des emplois abondants dont nos progrès accroissent sans cesse le nombre.

Pour toutes ces raisons nous ne pouvons admettre que la zone franche algérienne soit la chose de l'étranger, que celui-ci vienne y drainer des richesses dont nous n'aurions pas la jouissance et rendre ainsi notre œuvre inutile au pays.

On ne peut non plus faire état en Algérie de l'antagonisme craint en France, qui pourrait s'élever entre les industries de la zone franche et leurs similaires du territoire douanier. La question ne se pose pas dans notre Algérie, nous l'avons vu.

Reste l'objection tirée de la crainte des fraudes et notamment l'imposition illicite à des produits étrangers de marques ou simples dénominations françaises tendant à tromper le consommateur sur leur véritable origine. Ici la question a gardé toute son ampleur et son importance. Elle a été soulevée par les viticulteurs inquiets de voir admettre en franchise dans notre pays vignoble les produits similai-

res de l'étranger. L'argumentation de ces adversaires de la zone franche se résume ainsi :

Tout d'abord, disent-ils, pourquoi admettre l'entrée en zone franche de vins étrangers ? Ce régime ne peut amener que la production de vins absolument inférieurs, de marchandises imbuables, mais à bon marché, qui terniront à jamais la réputation des vins d'Algérie. Car, ajoutent-ils, nous ne pouvons croire que le négociant de la zone franche résiste au désir de vendre un produit quelconque, sans qualités, pourvu que son prix de revient infime permette une concurrence efficace. Puis passant à un autre ordre d'idées, les producteurs viticoles indiquent leur crainte de voir les vins espagnols ou italiens venir remplacer dans les coupages les vins à gros degrés produits par nos vignobles de montagne. Il s'établirait ainsi une concurrence entre ces produits similaires, concurrence désastreuse pour notre viticulture qui ne pourrait soutenir la lutte contre les vins étrangers détaxés de tous droits. Ce serait la ruine des efforts tentés pour récolter en Algérie des vins supérieurs en degrés, couleur et extrait sec et ce pour le seul profit du négociant « cet être essentiellement international qui achète un produit sans se préoccuper de la sueur qu'il a coûtée et qui le trouve bon quelle que soit sa provenance pourvu qu'il lui laisse un bénéfice » (Aymes. Séance des Délégations financières du 6 juin 1902).

Le premier argument repose sur une présomption injuste qui frappe le négociant en dehors de toute raison sérieuse. On s'est appuyé pour étayer l'accusation de « bistrouillage » portée contre le commerce de la zone franche sur le vu d'échantillons de vins prélevés à Hambourg (M. de Solliers. Délégations Financières S. du 6 juin 1902).

Les échantillons *ont paru loin d'être exquis*. Et de là ce fut à tout propos la réédition de cette théorie passée à l'état d'axiome qu'il ne peut être dans une zone franche que des produits inférieurs, dont le moindre inconvénient serait de déprécier à l'étranger nos vins naturels. Il ne paraît pas que l'argument soit sérieux. Que les Hambourgeois, excellents commerçants, mais notoirement inexprimentés comme maîtres de chais, éloignés de tout centre important de production, aient fourni à une clientèle, vite désabusée, des mixtures impossibles sous le nom de Bordeaux ou même simplement de vins, c'est une chose incontestable. Mais de là on ne peut déduire que nos négociants, familiarisés de longue date avec les soins exigés par les vins, commettent une pareille erreur. On ne peut même invoquer contre eux l'appât du gain ; car il serait inadmissible que pour réaliser un bénéfice illicite nos exportateurs éloignent la clientèle en lui fournissant un produit frelaté. Pourquoi admettre sans réserve que le négociant devient un fraudeur du jour où il s'établit

dans une zone franche ? Pourquoi le supposer employant dans celle-ci des procédés qui ne lui sont pas imputés lorsqu'il exerce en territoire douanier ? Dira-t-on qu'ici encore c'est la seule crainte du gendarme qui le retient ? Mais on oublie alors cette vérité, pourtant redite à satiété que franchise douanière ne veut pas dire falsification et que toutes les lois sur les fraudes alimentaires seront sévèrement appliquées dans le territoire affranchi. Laissons donc tomber d'elle-même une objection aussi dénuée de preuves pour nous attacher aux suivantes qui sont plus sérieuses.

Nos viticulteurs craignent que les vins créés en zone franche ne viennent, en leur empruntant leur marque, faire une concurrence déloyale sur les marchés étrangers aux produits authentiques de notre sol.

Il paraît à premier examen que l'objection est sans portée, car il n'existe pas malheureusement de marques de vins algériens dont la notoriété soit suffisante pour tenter les contrefaçons. Cependant nous ne pouvons ainsi condamner un dire qui pour ne pas être vérifié à l'heure présente, demeure une possibilité dont nous souhaitons vivement la réalisation. Nous avons pu nous convaincre que grâce à des efforts continus et intelligents nos viticulteurs ont réussi à généraliser une excellente qualité dans leur production. Or la qualité a toujours sauvé les

droits du vendeur et lui a permis un placement facile de sa marchandise. Le vins algériens d'une tenue et d'un fini sans cesse plus parfaits peuvent acquérir une réputation dont nous devons leur assurer la propriété exclusive. Ceci est indéniable, mais ne peut justifier l'exclusion de la zone franche des vins étrangers destinés au coupage. Ceux-ci en effet, ou les produits résultant de leur mélange, ne peuvent être confondus avec nos vins. Si nous consultons le dernier projet de loi, soumis à nouveau au vote de la Chambre, nous constatons que dans un paragraphe spécial de l'article 16 le législateur dispose que spécialement lorsque les vins seront expédiés de la zone franche, les fûts et les caisses devront porter en caractères indélébiles la mention « zone franche ». N'est-ce point là un signe suffisamment distinctif de l'origine de ces vins ? N'est-ce point une marque indubitable d'inauthenticité ?

Par contre les producteurs locaux pourraient obtenir des laboratoires municipaux ou départementaux des analyses ou des certificats de « génuité » qui distingueraient facilement leurs marques de celles du port franc. Remarquons à l'appui de ceci que divers pays étrangers exigeant de l'importateur la production d'un certificat officiel accompagnant les vins, cette obligation emporterait par elle-même la justification de l'origine et sauvegarderait ainsi nos produits authentiques. Ceux-ci seraient donc facile-

ment à l'abri d'une concurrence déloyale de leurs voisins affranchis, produits bâtards et sans origine qui resteraient au su de chacun des vins de la zone franche. Pourquoi alors interdire cette fabrication spéciale, strictement cataloguée et qui peut nous rendre de très grands services? Les vins d'Algérie naturels et sans mélange sont bons, disons-nous, c'est fort bien; une partie de la clientèle les trouve également à son goût tels qu'ils sont, c'est encore mieux. Mais avons-nous la prétention d'imposer à tout le monde une appréciation aussi subjective, dépendant de conditions excessivement complexes et variables? Ce serait une entreprise impossible et il est plus normal de laisser à nos négociants le soin d'adapter à chaque catégorie de consommateurs le type de vins qui lui plaît et qu'il achète. Laissons donc à la zone franche le soin de se procurer aux moindres frais ces vins « médecins » dont les coupages raisonnés avec nos produits satisfairont le goût de ceux qui délaisseraient nos vins authentiques. Cette dualité d'exportation serait pour la colonie une source de revenus certains puisque de cette manière elle atteindrait tous les débouchés dans les meilleures conditions possibles et sans que nos producteurs puissent en prendre ombrage.

Ce raisonnement n'a eu que pour partie l'adhésion des viticulteurs algériens. En accord avec tous nos commerçants ils reconnaissent l'impossibilité pour

leurs produits d'affronter seuls les rigueurs douanières et les nécessités commerciales des acheteurs étrangers. Mais ils ne peuvent admettre que le remède à cette situation soit apporté par une zone franche. Ils sont assurés que l'Algérie peut, soit par une sélection de plants et une amélioration de culture, soit par de nouveaux procédés de vinification, produire elle-même ces vins spéciaux dont on réclame la liberté d'importation. Et partant, ils se refusent à admettre la création d'une institution qui, supprimant la demande, ruinerait les efforts tentés pour assurer cette production spéciale. Or de ces moyens propres à favoriser en Algérie ce nouvel élément de prospérité qui viendrait heureusement compléter la gamme de nos produits viticoles un, au moins, a sollicité depuis des années déjà l'activité des viticulteurs. Ceux-ci se sont efforcés d'obtenir des vins à gros degrés, riches en couleur et en extrait sec, semblables en un mot, à ces vins espagnols ou italiens dont la concurrence est tant redoutée. Le résultat a-t-il répondu à l'attente ? Si nous consultons le tableau dressé par M. Cochery dans son rapport déjà cité, tableau nous indiquant par régions les caractéristiques des vins récoltés, nous constaterons qu'en 1907 seules les régions de Sidi-bel-Abbès et Tlemcen produisaient des vins ayant les qualités requises. Ces produits titraient 14° avec 38 et même 40 grammes d'extrait sec. La couleur était en rapport. Nous n'avons pu connaître la

quantité même approximative de ces vins exceptionnels, mais elle ne peut être considérable. Il est en effet prouvé par l'expérience que les plants à gros degrés sont d'un rendement très faible. Quoiqu'il en soit certainement, ces vins sont les seuls qui renferment en même temps qu'une forte proportion d'alcool, une quantité suffisante d'extrait sec pour pouvoir être rapprochés des Espagnes. Sans doute, trouvons-nous à Médéa, Miliana, Bouïra, Aïn Bessem, Saïda, Mascara, les vins d'un titre alcoolique élevé, mais ce ne sont plus des produits de coupage. Fins, fruités, nerveux, ils se rapprochent de nos Bordeaux. Le commerce de cette place s'en est d'ailleurs avisé et s'approvisionne largement chaque année de ces vins qui vieillissent admirablement.

Pouvons-nous conclure de l'exemple isolé de Bel-Abbès à la possibilité d'une généralisation de cette production ? Nous ne pouvons le croire, étant données les conditions de climat de terroir, d'exposition et bien d'autres encore exigées pour atteindre ce résultat. Nos régions montagneuses nous donnent déjà tout ce dont elles sont susceptibles ; nous en avons énuméré les principales plus haut et dit les qualités de leurs produits. Quant aux plaines où se trouve la grande majorité de notre vignoble, elles ne peuvent donner naturellement les vins de coupage demandés. On a songé, il est vrai, à en favoriser la fabrication en autorisant le vinage à la cuve tel qu'il est prati-

qué en Espagne. Il ne semble pas que là encore soit la solution de la question. Sans entrer dans le détail du procédé proposé disons qu'il suppose l'emploi et la conservation pendant au moins une année de quantités importantes d'alcool. Or chacun sait de quelles vexations du fisc est entourée l'autorisation de détenir en franchise chez soi une partie même minime de ce liquide. Car nous ne pouvons supposer la possibilité de l'opération faite après acquittement des droits onéreux imposés. Ce procédé de vinification ne pourrait s'employer utilement que s'il était doublé de l'application à l'Algérie du privilège de bouilleurs de crû. Or il faudrait une loi qui nous concède cette faveur, loi bien improbable, dont l'obtention nous coûterait autant d'efforts que l'autorisation d'une zone franche et pour laquelle on peut prévoir à l'encontre du fisc, des fraudes aussi nombreuses que celles imputées à la franchise partielle.

Il ne paraît donc pas que pour l'instant les produits vinicoles algériens puissent remplacer les vins médécins que nos exportateurs de la zone franche seraient obligés de demander à l'étranger. Et d'autre part, nous ne pensons pas que la franchise partielle soit une cause d'abandon des tentatives faites pour assurer par nous-mêmes cet approvisionnement. Il est inadmissible de soutenir que le négociant algérien trouvera, à qualité égale, plus d'intérêt à faire venir du dehors les produits qu'il peut trouver dans le

pays. Il y a quelques années, on a pu, en faveur de cette thèse, invoquer le taux de change qui existait en Espagne, mais cette circonstance fortuite disparue, entraîne avec elle la valeur de l'argument. Il paraît au contraire que la zone franche dont les coupages de vins étrangers et algériens auront déjà conquis des débouchés, sera pour notre viticulture un élément de prospérité certaine. Si la production de gros vins de coupage est possible en Algérie, elle n'acquerra son développement que le jour où, les débouchés trouvés, ces produits seront recherchés par les exportateurs. La demande favorisera cette production certaine de rencontrer des acheteurs. Lorsque, le mouvement créé, la viticulture aura été mise en possession de ce dernier élément de prospérité, la zone franche ne sera plus utile. A ce moment, nous serons d'accord pour en supprimer le bénéfice au commerce des vins. Mais d'ici là les services rendus en auront justifié l'institution. Outre l'encouragement donné à la production des gros vins, d'autres en auront profité : Ce sont les propriétaires qui, avec des cépages à gros rendement et dans les terrains de plaine, font des petits vins et des vins plats. Ces vins auront dans la zone franche, trouvé « le véhicule nécessaire, le vin de coupage » qui leur aura permis une exportation fructueuse. Car, pour en finir avec les arguments opposés par les producteurs viticoles, nous ne pouvons admettre cette théorie,

émise par la société des agriculteurs, que le commerce de la zone franche abandonnera les vins algériens pour travailler uniquement les produits concurrents de l'étranger. Nous nous demandons quel mobile, quel intérêt pourrait amener ce négociant à chercher au dehors une matière parfaite, obtenue sur place pour un prix certainement égal, sinon inférieur. Pourquoi grèverait-il bénévolement cette matière première empruntée à l'étranger, de tous les frais et de tous les déchets qu'entraîne un transport. Pourquoi enfin viendrait-il s'installer en Algérie, puisqu'il achèterait au loin tous les produits dont il fait le commerce. Il n'aurait même pas l'attrait du baptême indirect des produits exportés. Cette raison valable dans la zone franche de Bordeaux, ne porterait pas, nous l'avons vu, dans notre Algérie pauvre de réputations à contrefaire.

Les appréhensions de nos viticulteurs ne sont donc pas justifiées. Il ne faut pas qu'ils voient dans la franchise partielle un élément de concurrence, mais bien une aide assurée pour eux et un élément de progrès économique pour notre colonie.

L'institution de la zone franche répond pour celle-ci « à la double nécessité qui s'impose d'une part de chercher un débouché extérieur à la production algérienne, sans cesse grandissante, canalisée toute entière sur le marché métropolitain et à laquelle ce marché, si riche qu'il soit, ne pourra suffire indéfi-

niment et d'autre part, de donner à cet organe nécessaire mais ici insuffisant de la vie économique, qui est le haut commerce, l'impulsion d'un grand mouvement maritime et commercial international » de Peyrimoff. (Com. du Gouv. Dél. Fin., 6 juin 1902).

Aux avantages que l'on peut légitimement attendre en Algérie de cette institution nous n'avons pu opposer que les craintes de nos producteurs viticoles, effrayés sans raisons sérieuses et dont une étude plus approfondie entraînerait certainement les adhésions. Nous avons le vif désir que la suite des événements justifie cet espoir.

## CHAPITRE II

### ALGER ZONE FRANCHE

Si nous avons reconnu la nécessité d'une zone franche en Algérie la question de son établissement reste entière. Nous n'avons envisagé ni le port qui en aurait la faveur, ni les raisons qui militaient pour l'adoption de ce port entre tous.

Si nous consultons les dires des chambres de commerce chaque port algérien en revendiquerait le bénéfice : Alger, Oran, Philippeville, font valoir chacun *pro domo* des arguments péremptoires. Or, il est nécessaire de déterminer son choix : l'Algérie ne peut pour le moment posséder plusieurs zones franches. Ce serait d'abord éparpiller en pure perte les efforts et les capitaux, et il est peu probable d'autre part que les pouvoirs publics soient disposés à autoriser dans plusieurs villes l'institution de ce régime d'exception.

Faisant abstraction des demandes intéressées de chaque chambre de commerce prenons une indica-

tion auprès des corps élus qui représentent l'ensemble de la colonie : le Conseil supérieur du Gouvernement et les Délégations financières. Ces deux assemblées se sont prononcées unanimement en faveur d'Alger, port franc, voulant entendre par là que serait réservée dans le port d'Alger une zone affranchie où toutes les manipulations, toutes les transformations, commerciales ou industrielles, pourraient être effectuées hors le contrôle de la douane. Cette désignation d'Alger comme siège de l'institution réclamée n'a pas donné lieu aux contestations que l'on aurait pu craindre de la part des représentants des autres ports. Le consentement de tous s'est fait sur les raisons invoquées avec force par les groupements commerciaux algérois dont les travaux en faveur de la franchise partielle sont remarquables.

Nous nous proposons, après un exposé chronologique des documents produits sur la question, de reprendre l'examen de chaque avantage reconnu à la zone franche d'Alger. Nous dirons quelles industries peuvent en retirer une prospérité indiscutable, et indéniable, et aussi quels espoirs nous avons de créations favorisées par cette institution.

Enfin nous étudierons les propositions faites pour assurer à cette zone franche un fonctionnement pratique.

## HISTORIQUE

La question de la franchise partielle soulevée en France dès 1896, portée à la Chambre par M. Charles Roux en 1898, et par les propositions de loi de 1899, a exercé dès le début les réflexions et les vœux de notre chambre de commerce.

Dès le 10 mai 1899, M. Jules Simian faisait prendre en considération par celle-ci une motion demandant la mise à l'étude de cette question des ports francs qui déjà apparaissait essentielle pour Alger. Le 11 octobre, la Chambre approuvait de lui un rapport substantiel et judicieux où les aspects juridiques et économiques de la question sont lumineusement présentés. Comme solution provisoire, la chambre réclamait l'installation à bref délai d'un entrepôt réel des douanes digne de la capitale de notre empire africain, tout en déclarant que « l'emplacement d'un « port franc à Alger semble tout indiqué dans un « endroit à choisir ultérieurement sur les terre-pleins « en voie de formation dans le port de l'Agha ou à « conquérir plus loin. »

Le 31 janvier 1900, sur la suggestion du président de la chambre, M. Castan, M. Simian déposait et faisait approuver un nouveau rapport approuvant les vœux de la chambre de commerce relativement au

port franc ou une zone franche et réclamant, en attendant, un « bel entrepôt de douanes ».

Au cours de la même année la Chambre eut à répondre à un questionnaire dressé par le Groupe colonial des Conseillers du commerce extérieur. M. Simian, dont l'activité en la matière se multipliait, rédigea au nom de la Commission des quais et de l'arrière-port un nouveau rapport. suivant pas à pas les questions posées, montrant comment le port d'Alger, par sa situation géographique, par son outillage et son incessant développement présente un ensemble de conditions éminemment favorables à l'établissement d'une zone franche ; il énumérait les nombreux avantages qu'en retirerait la colonie, et la Chambre, confirmant ses résolutions antérieures, formulait une fois de plus le vœu que « l'essai de ce régime qui a « si bien réussi chez nos rivaux, soit fait ici où il « donnerait un nouvel essor au développement de « notre commerce et de notre industrie, pour le plus « grand profit de l'Algérie et notre orgueil national ».

La question passionnait l'opinion, mais elle se débattait dans d'interminables lenteurs parlementaires et elle soulevait quelques objections de la part des agriculteurs.

Pour la suivre dans toute son évolution, la chambre de commerce institua une commission spéciale et au nom de cette commission, M. Rigollet déposa

le 6 novembre 1901 et fit adopter un rapport d'une documentation abondante où il est répondu avec force et sagacité aux craintes formulées par les agriculteurs et où sont étudiées, dans tous leurs détails, les opérations paraissant devoir donner au port franc réclamé pour Alger une importance immédiate.

Ce rapport fut en outre présenté à une réunion tenue à la chambre de commerce à laquelle assistaient MM. les délégués financiers, MM. les membres du bureau de la Société des Agriculteurs d'Algérie et M. Marchal, député de la deuxième circonscription. Il y reçut une approbation qui, il faut bien le noter ici, fut pour beaucoup dans la décision prise ultérieurement par les délégations financières.

La Commission déposait un nouveau travail le 25 mars 1902 et y consignait ses vues sur les industries susceptibles de bénéficier du port franc. En même temps elle provoquait une consultation formelle de l'opinion publique en envoyant aux principaux négociants, aux maires et associations agricoles du département un questionnaire les invitant à présenter ou leur approbation ou leurs critiques. La presque unanimité des réponses reconnaissait que la création d'une zone franche à Alger ne pourrait être que très profitable aux intérêts du commerce, de l'agriculture et de l'industrie, ainsi d'ailleurs qu'aux intérêts de la classe ouvrière qui pourrait y trouver un travail régulier et rémunérateur.

Forte des encouragements qu'elle recevait ainsi de la collectivité dont elle est la représentation, la chambre de commerce ne cessa pas un instant de suivre les différentes étapes des projets parlementaires et d'inviter les pouvoirs publics ainsi que les sénateurs et les députés algériens à hâter la solution.

Les délégations financières avaient, sur la pression de la chambre de commerce, demandé qu'il fut fait un essai de zone franche à Alger. La chambre de commerce affirmait le 31 décembre 1902 son désir de prendre à sa charge tous travaux d'installation et d'aménagement nécessaires et obtenait que le Gouvernement général entamât des pourparlers avec le Ministère du Commerce. En même temps, elle invitait les représentants du département à appuyer ses démarches et à obtenir que tout au moins une zone franche soit établie à Alger en même temps que la première zone franche serait créée en France.

Mais le Ministère faisait répondre à M. le Gouverneur général qu'il lui paraissait impossible de réaliser la création d'une zone franche à Alger par voie de disposition spéciale avant que le Parlement se soit prononcé sur le projet de loi déposé à la Chambre en vue de reconnaître le principe même de ces établissements.

Le 19 octobre 1903, M. Colin, député d'Alger, voulut bien assister à la séance de la Commission. De l'échange des vues qui eut lieu à cette séance, il ré-

sulte que la chambre de commerce s'élevait contre la proposition de loi à ce moment proposée par le Gouvernement en ce qu'elle rétablissait un régime restreint limitant les industries admises dans les zones franches, régime qui ne justifie en rien la situation industrielle de la colonie. M. Colin promit d'intervenir au besoin par voie d'amendement lors de la discussion du dit projet de loi.

La question avançait péniblement : de vives oppositions provenant des associations agricoles, des industriels du centre provoquaient des hésitations. Elles aboutirent au projet de la Commission des douanes rapporté par M. Noël, fixant à cinq le nombre de zones franches à créer en France seulement.

M. Latrille fut chargé d'étudier cette clause particulière et sur son rapport d'une logique parfaite où il défendait avec des arguments démonstratifs le commerce des vins, spécialement menacé d'une injuste exclusion, la chambre de commerce, dans sa séance du 26 avril 1905, réclama une fois de plus « l'établissement d'une zone franche à Alger, même si l'établissement de ces zones est refusé en France :  
« 1° parce qu'elle peut être établie sans grands frais  
« dans notre arrière-port ; 2° parce qu'elle ne gêne  
« aucune industrie et ne peut être que favorable au  
« commerce et à l'agriculture.

Quelques mois auparavant, dans une nouvelle entrevue avec les membres de la chambre de commerce,

M. Colin faisait part des obstacles que rencontra i en France le projet de création de zones franches, mais son président, M. Castan, démontrait combien on a tort de lier le sort économique de la France à celui de l'Algérie et combien la question impartialement examinée, se trouve en Algérie, dégagée de toutes les difficultés et de toutes les objections qui retiennent la métropole. Il spécifiait à nouveau que les industries qui seraient établies dans la zone franche d'Alger ne pourraient en aucune façon concurrencer celles de la métropole: « Attendu que tout « objet fabriqué dans la zone franche à destination « de France ou d'Algérie serait taxé au tarif maximum, c'est-à-dire dans les mêmes conditions qu'un « produit quelconque de provenance étrangère. »

M. Castan en venait, en raison de cette situation, à suggérer de proposer une loi spéciale tendant à la création d'une zone franche à Alger.

Enfin le projet de loi déposé le 15 janvier 1907 à la Chambre des députés par M. Chaumet au nom de la Commission du commerce et de l'industrie donnait aux efforts de notre assemblée consulaire un complément de satisfaction. L'Algérie n'était plus exclue du bénéfice de l'institution désirée. En termes exprès le projet demandait la création de six zones franches pour la France et l'Algérie (1).

1. SAVIGNON H. Rapport à la Chambre de Commerce, Alger 1907,

M. Savignon, rapportant cette décision, souhaitait vivement en accord avec la chambre de commerce le vote du projet, amendé cependant en ce qui concernait la clause frappant d'une marque d'inauthenticité les vins et liqueurs sortis de la zone franche.

Un vœu adopté dans ce sens le 26 février 1907 fut adressé aux autorités parlementaires. Et depuis, en Algérie comme en France les intéressés attendent impatiemment que les Chambres veuillent bien donner au projet rapporté la sanction de leurs votes.

AVANTAGES SPÉCIAUX QUI MILITENT EN FAVEUR DE  
L'ÉTABLISSEMENT D'UNE ZONE FRANCHE A ALGER

Les partisans d'Alger zone franche se sont souvent plu à comparer la situation de ce port avec celle de Copenhague. Et ils ont avec vérité établi un rapprochement entre les positions géographiques et économiques de ces deux villes. « Le Danemark  
« est un petit pays plus agricole qu'industriel et dont  
« la production ne dépasse guère les besoins de la  
« population. Comment se fait-il que le port de Co-  
« penhague ait subitement prospéré dans des condi-  
« tions merveilleuses? Parce que son port franc  
« bénéficiant d'une situation géographique privilé-  
« giée, comme celle d'Alger, le long des grandes  
« lignes maritimes, clé de deux bassins, celui de la  
« mer du Nord et celui de la Baltique, est devenu le

« rendez-vous de la marine marchande du Nord de  
« l'Europe. »

1° Il faut retenir de ceci, en dehors d'un exemple qui justifie les plus belles espérances, que le premier avantage dont profiterait la zone franche algéroise serait la situation géographique exceptionnelle de notre port. Pour qui veut se rendre compte de cette situation exceptionnelle il suffit de jeter les yeux sur une carte. Alger, placé à égale distance des ports du Nord de l'Europe et du canal de Suez, offre aux navires qui viennent y faire escale, non l'attrait du fret à recueillir, mais de l'économie à réaliser par la suppression d'une escale que la situation de notre ville leur permet (Castan fils. Rapport de M. Aubert au Syndicat Commercial, avril 1902).

La chambre de commerce signale aux navires relâcheurs cet avantage précieux par le tableau ci-après indiquant les distances respectives de notre port à ces points extrêmes :

| <i>Distances en milles, de : à Constantinople    Port-Saïd    Alger</i> |                   |                   |                   |
|-------------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
|                                                                         | <u>          </u> | <u>          </u> | <u>          </u> |
| ANVERS . . . . .                                                        | 3.165             | 3.285             | 1.775             |
| COPENHAGUE. . . . .                                                     | 3.705             | 3.825             | 2.315             |
| DUNDÉE . . . . .                                                        | 3.425             | 3.545             | 2.035             |
| HAMBOURG . . . . .                                                      | 3.430             | 3.550             | 2.040             |
| HAVRE . . . . .                                                         | 2.965             | 3.085             | 1.575             |
| LIVERPOOL . . . . .                                                     | 3.080             | 3.200             | 1.690             |

Ces chiffres en disent plus que tous les raisonnements. Alger, placé entre le détroit de Gibraltar et

l'isthme de Suez, sur la route obligatoire des grands vapeurs qui relient l'Europe à l'Extrême-Orient, escale nécessaire pour toutes les lignes de navigation qui sillonnent le bassin méditerranéen, n'est-il pas le port idéal où afflueraient fatalement tous ces produits exotiques que nos droits de douane rejettent maintenant vers les zones franches de Hambourg, Brême ou Copenhague? Alger, zone franche à son tour, ne serait-elle pas admirablement placée pour assurer la répartition dans toute l'Europe de ces mêmes produits? Brême, Hambourg, Copenhague conserveraient peut-être la maîtrise de ce commerce pour les régions du Nord mais elles ne pourraient lutter contre Alger recevant les marchandises à meilleur compte vu le transport réduit et les réexportant aux moindres frais dans tous les ports de la Méditerranée, de l'Ouest Africain et de l'Amérique du Sud. Il y a là un fait évident : les produits éviteraient tant à l'importation qu'à l'exportation un transport supplémentaire assez onéreux pour que sa suppression constitue par elle seule un sérieux élément de succès. Donc Alger par sa situation offre ce double avantage à la création d'une zone franche que son port, point d'escale très fréquenté déjà, lui assurerait à la fois un fret abondant et des marchandises variées transportées à bon compte, facilement réexportables sur des marchés nouveaux et proches. Notre port, déjà le second des ports français par le nom-

bre des tonnes de jauge de navires entrés et sortis, se classait en 1907 à ce point de vue, entre Marseille et Gênes avec 14.307.549 tonnes, et M. Cochery pouvait en dire : « Par sa situation géographique, par son important mouvement de navigation, par les services qu'il rend comme dépôt de charbon, le port d'Alger figure parmi les grands ports du monde jouant un rôle marqué dans les relations maritimes internationales » (Cochery, *op. cit.*).

Il est hors de doute qu'une pareille activité maritime, doublée des avantages d'une zone franche ferait d'Alger une puissance économique très importante l'une procurant le frêt aux navires amenés par l'autre.

Il est permis de croire aux heureux effets de cette double réaction.

2° A l'avantage de la position géographique il faut ajouter en faveur de la zone franche d'Alger les facilités très grandes que rencontrerait dans notre port son installation. On peut supposer les difficultés qui entraveront, dans la grande majorité des villes favorisées, le groupement commercial autorisé à créer une zone franche. Celle-ci ne peut être indéfiniment réduite dans ses dimensions : il faut pour que l'institution soit viable et prospère une étendue de terrain suffisante pour loger convenablement et pratiquement les industriels désireux de

s'y installer. Sans prétendre atteindre aux superficies énormes réservées par Hambourg et Copenhague à leurs territoires francs, on doit cependant estimer à 5 ou 6 hectares au minimum l'étendue de terres-pleins nécessaires. Or comment trouver un pareil terrain dans un port déjà encombré par les magasins, les habitations? Il faut exproprier et l'on conçoit sans peine les dépenses à engager. D'ailleurs le fait est connu; on sait qu'une grande partie de l'allocation de 40 millions de marks, donnée à Hambourg par l'Empire allemand comme compensation à la restriction apportée à ses anciennes franchises, fut employée à l'expropriation d'un quartier qui devait agrandir la zone franche. Et c'est parce qu'Alger peut, sans tous ces frais, organiser son territoire franc que ses partisans considèrent à juste titre comme résolue une des plus grosses difficultés. La Chambre de Commerce a, en effet, formellement engagé pour l'établissement de notre zone un espace de terrain suffisant, à prendre sur les terres-pleins conquis sur la mer dans l'arrière-port de l'Agha. Cet arrière-port dont la construction se poursuit depuis une quinzaine d'années et dont une grande partie, déjà livrée au commerce, rend à celui-ci des services signalés, doit, lorsqu'il sera terminé, augmenter de 17 hectares l'étendue en terre ferme et de 100 hectares la surface liquide de notre port. Le Gouvernement général a accepté l'offre spontanée de nos commer-

çants et dans une notice (1902) notre administration supérieure s'exprimait ainsi :

« Les nouveaux bassins de la baie de l'Agha et les  
« terre-pleins environnants gagnés sur la mer sont  
« en effet assez vastes pour qu'une partie puisse en  
« être affectée à cette destination. On y trouverait  
« dans des conditions d'isolement faciles à réaliser  
« l'espace suffisant pour les concessions nécessaires  
« à la construction des magasins, usines, fabriques  
« indispensables. Les seules dépenses complémen-  
« taires aux travaux déjà entrepris se réduiraient dès  
« lors à des dépenses de clôture et d'aménagements  
« intérieurs. »

Ces dépenses sont peu importantes en ce qui concerne la clôture, une double grille de 2 mètres ou 3 mètres de haut n'exige pas une mise de fonds très forte. Resterait l'outillage de la zone franche. Évidemment ici la somme engagée serait plus importante ; mais ne serait-on pas obligé de faire cette dépense même sans création de zone franche ? Chacun sait que l'avenir est aux ports offrant les meilleures garanties pour un débarquement et un chargement rapides ; affranchison non ces quais devraient être munis d'appareils de levage, de voies ferrées ; il faudrait les éclairer, y établir toutes les commodités sans lesquelles un port reste abandonné des navires et des marchandises. Notre zone franche serait donc établie sans ces frais considérables qui peuvent

à juste titre, effrayer même les plus chauds partisans, de la franchise partielle. Alger favorisée par les circonstances, rapidement établie dans sa nouvelle situation n'aurait plus à songer qu'à l'utilisation rapide au mieux de ses intérêts des facilités accordées.

AVANTAGES RETIRÉS DE LA ZONE FRANCHE  
PAR LE PORT D'ALGER

Ici encore Alger se présente comme celui des ports algériens appelé à profiter le mieux des avantages d'une zone franche. Ceux des produits de notre sol qui sont plus que tous autres susceptibles de coupage ou mélange pour l'exportation : les vins et tabacs viennent en effet affluer dès maintenant dans notre port avec plus d'abondance que partout ailleurs. Si nous consultons les statistiques douanières de 1908 nous constatons en effet qu'à l'exportation il est sorti du port d'Alger les quantités suivantes :

VINS : 4.588.875 quintaux. TABACS 10.078 quintaux alors que Oran le second des ports Algériens n'a exporté que 2.349.118 quintaux de vins et une quantité infime de tabacs.

La zone franche d'Alger va donc dès le début trouver dans les produits qui alimentent abondamment son port des éléments avantageux pour son exportation.

a). — **Vins.** — Nous avons déjà, par suite des nécessités de notre argumentation, largement indiqué quelles raisons faisaient prévoir que les vins algériens profiteraient avantageusement des facilités de la zone franche. Leur mélange avec des produits de coupage venus en franchise de l'étranger leur assurerait un placement rémunérateur sur les marchés extérieurs qu'ils ne peuvent en grande majorité atteindre seuls. Nous insisterons pourtant sur le fait que c'est précisément par le port d'Alger que sort à l'exportation la plus grande partie de ces derniers produits. Le département d'Alger, de tous le plus gros producteur, récolte en effet une quantité importante de vins fruités, frais, excellents pour la consommation courante, mais d'un degré et d'une teneur en extrait sec qui ne peuvent satisfaire l'étranger. Ces vins seront pour la zone franche une excellente base de coupage. Ils trouveront ainsi un débouché autre que le marché métropolitain, encombré déjà lui-même d'une production similaire. Ici il s'agit d'une certitude, d'un fait constaté et nous sommes assurés qu'à l'usage nos viticulteurs reconnaîtraient le mal fondé des appréhensions qu'ils manifestent contre la zone franche.

b). — **Tabacs.** — Nous avons également effleuré cette question en indiquant précédemment que M. le Gouverneur Général, frappé de l'utilité, pour l'exportation de nos tabacs indigènes, d'un mélange de

ces derniers avec des tabacs étrangers, avait autorisé en faveur d'un manufacturier M. Mélià, la création d'un entrepôt spécial où ces mélanges pourraient être faits en franchise. La question cependant reste entière de savoir jusqu'à quel point cette autorisation était justifiée et en conséquence de quelle utilité serait pour l'exportation de nos tabacs l'institution de la zone franche.

Un fait domine le débat : c'est la déclaration faite par l'Administration française des tabacs qu'elle ne pouvait employer pour sa fabrication plus de 10 % de nos produits indigènes. Elle leur reproche le manque de force et de combustibilité. Ceci est grave ; à l'encontre de ce qui se passe pour les vins nous voyons le marché français monopolisé par l'État ne s'ouvrir à nos tabacs que pour une quantité strictement limitée, très inférieure certainement au chiffre de la production. Ce sera donc pour les producteurs la nécessité absolue de trouver à ce solde laissé pour compte d'autres débouchés. Faudra-t-il que chaque année se renouvellent les incidents qui viennent de marquer la vente des produits de 1909 ? Encouragés officiellement les planteurs de tabacs ont augmenté la surface des cultures. Le marché après la récolte a été envahi par des produits tellement abondants que, les besoins de la métropole une fois couverts, les cours se sont effondrés ruinant quantité de petits producteurs. Notre seul acheteur sérieux

sollicité d'augmenter ses achats a subordonné son consentement à l'avis d'une commission. « Lorsque « la décision sera prise, si elle est prise, écrit un pro-  
« ducteur, dans la *Dépêche algérienne* (17 sept. 1909)  
« d'augmenter les achats de tabac par l'État en  
« Algérie, il est probable que les planteurs auront  
« fini de vendre à vil prix leur récolte ».

Faudra-t-il donc à l'avenir restreindre cette production qui fait vivre nombre de cultivateurs ? Ce serait un progrès à rebours. Maintenons notre production, mais rendons-la rémunératrice en joignant au débouché français insuffisant, la demande des marchés étrangers. Mais ici nous nous heurtons à cette même difficulté qui restreint dans la métropole la faculté d'emploi de nos tabacs. Nos manufacturiers sont unanimes à déclarer que ceux-ci ne peuvent aller seuls à l'exportation. Pour étendre sa clientèle étrangère, l'industrie algérienne doit recourir à des mélanges avec des tabacs importés, soit des Kentucky et des Virginie, soit des Brésil, des Palatinat, des Hongrie, des Saint-Domingue et des Mexique. Elle est obligée de se conformer aux exigences de la clientèle dont les goûts en pareille matière sont excessivement variables. C'est une nécessité absolue pour notre exportation. Or ces tabacs venant de l'étranger paient environ 56 francs de droits de douane par quintal, à leur entrée en Algérie. Ces 56 francs se répartissant en un droit fixe de 50 francs plus

6 francs de surtaxe d'entrepôt (qui joue le plus souvent). D'autre part, ces mêmes tabacs ne nous arrivent pas directement du lieu de production : ils ont transité dans les « ports d'importation » de Brême, Hambourg ou Anvers. Nous avons donc payé pour les obtenir en Algérie un double frêt très lourd mais inévitable. Dès lors comment supposer que cette marchandise grevée de frais aussi onéreux, pourra, après mélange avec nos tabacs indigènes, se réexporter avantageusement sur les marchés étrangers ? La concurrence est impossible pour des produits ainsi renchéris. Les manufacturiers algériens y renoncent d'ailleurs, découragés par l'inutilité des efforts tentés.

M. Rigollet rapporte dans son rapport déjà cité les doléances qu'il en a recueillies : « Un des manufacturiers nous disait qu'à Malte et à Gibraltar, ces « fabriques franches existent et qu'actuellement il ne « peut lutter avec elles à cause des droits de douane « élevés qu'il lui faut acquitter pour les tabacs exotiques. Il ajoutait qu'il songeait sérieusement soit à « fonder une usine succursale dans ces pays, soit « même à abandonner celle qu'il possède à Alger « pour aller s'y installer complètement.

« Un autre nous a dit que la maison Bastos, bien « connue, vient d'installer à Tanger une succursale « où elle envoie des ouvriers pour y manipuler, avec

« des droits très peu élevés, les tabacs d'Algérie  
« mélangés à des tabacs étrangers. »

Ces dires justifiaient les questions que posait en  
concluant M. Rigollet :

N'avons-nous pas à craindre l'exode de cette in-  
dustrie algérienne ?

N'allons-nous pas faire connaître aux étrangers nos  
procédés de fabrication ?

La situation parut d'ailleurs si sérieuse que M. le  
Gouverneur général, comme nous l'avons vu, prit de  
son propre chef la décision de créer un entrepôt spé-  
cial. C'était déjà une amélioration sensible. Sans  
doute le bénéficiaire exonéré des droits très lourds  
put « introduire en Algérie une industrie jusqu'alors  
concentrée à Gibraltar où se préparait une qualité  
spéciale de tabac à cigarettes « la picadura » con-  
sommée principalement en Espagne » (Rapport de  
la neuvième sous-commission des réformes adminis-  
tratives, 1902).

Mais ce résultat heureux qui prouve la nécessité  
des facilités réclamées avait pour contre-partie, nous  
l'avons indiqué, les formalités longues, gênantes et  
coûteuses, de la surveillance douanière. D'autre part  
cette autorisation isolée devait non seulement susci-  
ter les jalousies mais ne pouvait encore laisser à  
l'industrie privilégiée les avantages retirés de la zone  
franche. En effet, la marchandise importée était  
exemptée de droits, mais devait payer néanmoins ce

supplément de fret imposé par le double transport que nous avons reconnu; et d'autre part, l'importateur n'évitait pas les renchérissements de prix imposés par les spéculations et les exigences des commissionnaires du Nord chez lesquels ils s'approvisionne. Or cette double cause d'élévation du coût de la matière première pourrait être évitée aux négociants de la zone franche d'Alger. Car celle-ci, entrepôt privilégié susceptible d'achats importants, serait en droit de prétendre devenir un marché d'importation directe des tabacs exotiques supprimant ainsi des intermédiaires exigeants et des transports coûteux.

La zone franche serait donc pour les manufactures et le commerce du tabac un instrument de prospérité certain. Et nous savons que le sort des producteurs est intimément lié à celui des exportateurs. Le surplus de nos récoltes trouverait dans les facilités accordées à ces derniers, le moyen pratique qui le soustrairait à la mévente. Car nous ne pouvons croire avec les pessimistes que la libre importation favoriserait uniquement la manipulation des produits étrangers. Il est bien improbable que nos négociants s'imposent des frais de transport onéreux pour amener dans la zone franche des produits similaires de ceux qu'ils pourraient se procurer sur place, à pied d'œuvre. Ils ne songent pas d'ailleurs à cette éventualité puisqu'il résulte des déclarations de l'un deux rapportées plus haut, que la maison Bastos, dans le but

d'échapper aux droits, installait à Tanger une fabrique pour le mélange *des tabacs algériens* avec des tabacs étrangers. Il est à présumer que dans une zone placée au centre même de la production ces mêmes industriels emploieraient également ces tabacs algériens qu'ils n'hésitent pas à transporter actuellement malgré des frais obligatoires pour alimenter leurs usines du dehors.

Concluons donc avec M. Rigollet que le seul remède à la situation difficile où se trouve le commerce et la culture du tabac est « la faculté pour le manufacturier de créer, à côté de « l'usine où il fabrique « pour les colonies françaises, une autre usine celle « ci installée dans le port franc où il fabriquera pour « l'étranger.

« C'est également le seul moyen de sauver nos « plantations de tabac en ouvrant aux manufactu- « riers des débouchés qui leur manquent et qu'ils ne « peuvent obtenir qu'en ajoutant aux produits indi- « gènes, les produits exotiques qui les complètent. »

Outre les vins et les tabacs il est encore d'autres produits de notre sol, qui, amenés dans la zone franche, pourraient après mélange avec d'autres produits importés, donner à notre commerce d'exportation l'occasion de conquérir de nouveaux débouchés. Rentrent dans cet ordre d'idées : les fruits, les alcools de vins et l'alfa. Nous ne voudrions donner à cette énumération aucune indication limitative.

Nous avons simplement voulu indiquer l'ordre dans lequel nous désirons donner quelques explications sur des matières dont nous prévoyons immédiatement l'utilisation en zone franche.

**Fruits.** — Les cultures fruitières diverses en dehors des espèces indigènes comme le figuier, les palmiers dattiers, les orangers ou mandariniers, ont pris dans la colonie une grande extension. Presque tous les fruits de l'Europe ont été transplantés ici et se sont fort bien acclimatés, tels les pruniers, pêchers, abricotiers et autres. Il est donc naturel d'estimer que ces produits réservés jusqu'à présent uniquement à la consommation locale pourraient dans la zone franche donner lieu à une industrie nouvelle : la fabrication des confitures dont les sucres, introduits en franchise, assureraient la mise en œuvre dans d'excellentes conditions. Cette industrie ne pourrait prospérer en l'état de choses actuel. Les sucres sont en effet assujettis d'une part à un octroi de mer de 15 francs par 100 kilogrammes et d'autre part à des droits de douane qui frappent aussi bien les sucres bruts ou raffinés provenant de l'étranger ou des colonies françaises, que ceux d'origine étrangère. Ces droits onéreux grevant une marchandise qui entre pour moitié dans la fabrication des confitures ne peuvent permettre des tentatives qui au contraire se développeraient infailliblement sous un régime plus libéral. Car les industriels trou-

veraient aisément à leurs produits des débouchés rémunérateurs. Ils ont pour se convaincre du résultat heureux qui attend leurs efforts l'exemple de l'Angleterre. Celle-ci favorisée par son régime douanier de la franchise dont nous souhaitons une application partielle, exporte chaque année des quantités importantes d'une confiture spéciale, « la dundee marmelade », fabriquée avec des sucres importés de nos fabriques du Nord et des oranges des pays méditerranéens. Pourtant l'Angleterre ne produit ni fruits ni sucre, elle est obligée d'aller à l'extérieur et parfois loin, chercher les éléments de ce produit dont la réexportation lui est avantageuse. Comment ne pas supposer que nous aurions sur cette concurrente une supériorité certaine puisque nous avons sur place au moins un des facteurs : les fruits abondants et variés que nous donnent notre sol et notre climat.

**Rectification des alcools de vins, sirops, liqueurs.** — Le sucre introduit en franchise nous permettrait encore l'utilisation d'un sous-produit de valeur : l'alcool de vin. La fabrication de ces alcools est importante en Algérie, comme dans tout pays vignoble où elle assure une vente rémunératrice des produits secondaires de la récolte : vins avariés, piquettes provenant du lavage des marcs, vins de lie alimentent les chaudières des bouilleurs de profession. De même que les vins, les trois-six ainsi produits pour la plus grande partie s'écoulent sur le

marché français dont ils subissent également les fluctuations de prix. Ils trouveraient dans la zone franche un emploi certainement plus rémunérateur. En effet ces alcools coupés avec les alcools de grains rectifiés distillés dans la zone même ou introduits en franchise se prêteraient à la fabrication de liqueurs, de sirops, dans lesquels le sucre également détaxé assurerait un autre élément de production bon marché.

D'autre part les anisades si recherchées sur toutes les côtes de l'Ouest Africain, seraient encore l'objet d'un emploi lucratif de ces alcools.

Ce serait pour nos industriels et nos commerçants autant de nouvelles sources de trafic qui encore une fois ne peuvent prospérer ni même exister, avec le régime actuel.

**Alfa.** — En novembre dernier, le *Journal Général de l'Algérie*, organe du Syndicat commercial, publiait au sujet de ce produit et de son utilisation, un article paru dans le *Bulletin de l'Union des associations des anciens élèves des Écoles supérieures de Commerce*.

L'auteur rappelant la situation déplorable où se trouvent les industriels français concurrencés sur leur propre marché par la pâte à papier fabriquée en Angleterre avec nos alfas, en rapportait les causes au bon marché du fret, de la houille et des produits chimiques dont jouissent les Anglais.

Or, tous ces éléments ne peuvent-ils nous arriver également dans la zone franche dans de très bonnes conditions ? Inutile de considérer les frais de transport nécessaires pour nous amener la matière première : ils seraient fort peu élevés puisque nous sommes à proximité des chantiers de ramassage. Quant à la houille nous pouvons présumer à bon droit que nous l'obtiendrons à un prix de revient très bas dans cette zone où le trafic intense abaissera le taux du fret. Enfin les produits chimiques amenés à bon compte, admis en franchise, viendraient parfaire la concentration dans notre zone de ces éléments de production de la pâte à papier. Cette industrie est dans une ère de prospérité universelle. La fabrication sans cesse accrue ne peut satisfaire toutes les demandes. Les industriels se demandent où sera la source des matières premières suffisamment abondante pour alimenter leurs usines. Ceci indique l'extension considérable que prendrait dans notre zone cette fabrication favorisée par une matière première inépuisable et des produits d'un prix de revient peu élevé. L'industrie algérienne s'enrichirait d'un nouvel élément excessivement actif, dont les produits facilement placés sur tous les marchés étrangers contribueraient dans une grande mesure à faciliter l'essor (1).

1. Une seule usine pour la fabrication de la pâte à papier fonctionne actuellement en Algérie. Elle est placée entre

**Denrées coloniales.**— Ces marchandises qui paient des droits très élevés pourraient être entreposées dans la zone franche pour être ensuite mises à la consommation et réexportées en nature ou après transformation. Le port franc nous permettrait alors de faire aisément toutes les fournitures aux navires faisant escale à Alger et relevant pour l'étranger, tandis qu'avec le régime actuel il est très difficile d'obtenir l'exonération des droits élevés frappant ces denrées.

On pourrait faire subir à celles-ci quelques manipulations telles que par exemple : la confection du poivre rouge fort qui se compose d'un mélange de piments forts d'Algérie et de piments doux d'Espagne, opération impraticable maintenant, les piments espagnols supportant à l'entrée un droit énorme.

A ces industries dont la zone franche permettrait le développement, mais dont les matières premières

M' Sila et Bordj-bou-Arréridj, c'est-à-dire au milieu des champs d'alfa. Le prix excessif de la houille et des produits chimiques a amené la direction de cette usine à traiter les alfas verts, c'est-à-dire à un moment où la cellulose est beaucoup plus facile à séparer des résines, gommés, matières plectiques, etc... Ce procédé permet d'opérer à froid et avec une consommation très réduite de produits chimiques et de force motrice. Il est évident que ce procédé pourrait également être employé en zone franche. En tout état de cause d'ailleurs la production de cette zone ne pourrait nuire à celle du territoire douanier qui resterait la seule privilégiée sur le marché métropolitain.

se trouvent sur place en Algérie il convient de joindre celles qui seraient amenées à manipuler des produits venus exclusivement de l'étranger. Empressons-nous de faire remarquer que si les partisans de la zone franche doivent, en ce qui concerne les premières, s'abstenir de toute affirmation catégorique, ils sont tenus à plus de prudence encore au sujet des secondes. On peut en effet prévoir avec assez de certitude en examinant les produits du pays, ceux qui seraient susceptibles d'être heureusement modifiés ou mélangés dans la zone franche. Alors qu'il est plus difficile de prédire que telle ou telle marchandise étrangère y sera importée. Les bases d'appréciation ne sont plus les mêmes et les hypothèses ne peuvent se fonder que sur des éléments assez vagues. Nous pourrions recueillir quelques indications en recherchant les pays qui par leur situation géographique, sont plus particulièrement reliés à notre port par les lignes de vapeur sillonnant les grandes routes maritimes. A ce point de vue Alger, nous l'avons reconnu, est le point d'escale tout indiqué des navires allant des ports du Nord de l'Europe aux différentes destinations échelonnées dans le bassin oriental de la Méditerranée sur les côtes du Pacifique. C'est donc parmi les produits exportés de ces pays que nous devons rechercher ceux qui pourraient donner lieu dans notre zone franche à des manipulations industrielles.

Il nous paraît que l'on peut ainsi proposer à l'activité de nos manufacturiers : les merrains en provenance de Russie, d'Autriche-Hongrie, d'Italie et d'Amérique, le jute que nous enverraient les Indes, le café venant des Indes et de l'Arabie, le riz que nous recevrons de l'Extrême-Orient.

MERRAINS. — Les bois merrains destinés à la fabrication de futailles pour le logement des vins sont à l'heure actuelle frappés de droits très forts. Les fabriques de fûts qui les mettent en œuvre en Algérie ne peuvent songer à l'exportation. Elles trouvent d'ailleurs sur le marché algérien un débouché très important qui s'explique par l'intensité des expéditions de vins sur France qui nécessitent la circulation d'une grande quantité de fûts-transports en bois de chêne.

Les fabriques installées dans la zone franche seraient favorisées non seulement par la facilité de vente à l'étranger résultant de l'exonération des droits de douane, mais aussi par l'emploi immédiat qu'elles trouveraient dans l'exportation à l'étranger soit de nos vins algériens, soit des vins coupés dans la zone franche.

JUTE. — Le jute pourrait, importé en franchise, donner un aliment important d'abord aux usines de filatures et de tissage qui le transformeraient en toiles à sacs ou d'emballages d'une exportation avantageuse, puis aux ateliers mécaniques qui utiliseraient ces produits déjà ouverts à la fabrication de sacs. Ces

derniers qui trouvent déjà par eux-mêmes des débouchés importants au dehors seraient encore employés sur place pour l'emballage et la réexpédition des marchandises de la zone franche.

C'est d'ailleurs ce qui se passe actuellement dans les ports affranchis de Hambourg, Brème et Copenhague.

Cafés. — En ce qui concerne ce produit, le régime de la zone franche nous permettrait de détourner à notre profit un commerce d'exportation important que l'établissement des points francs à Gènes et à Trieste a presque complètement ravi au port de Marseille. Une brochure du Syndicat des négociants en café de Marseille nous indique les causes de cette situation :

« Les cafés de Vénézuéla, du Brésil, d'Haïti, etc...,  
« arrivent en Europe mal triés. L'importateur pour  
« satisfaire une clientèle de jour en jour plus exigeante  
« est obligé de les nettoyer, laver, glacer.

« A Marseille la douane oblige le négociant à tra-  
« vailler au dock sous ses yeux, elle l'oblige égale-  
« ment à payer des droits sur les pierres, poussières,  
« corps étrangers et déchets provenant de la dessi-  
« cation pendant le nettoyage; elle défend d'exporter  
« les brisures et fèves noires extraites; elle interdit la  
« coloration. »

Autant d'opérations qui peuvent se faire librement en zones franches et qui sont d'une utilité absolue

puisque leur interdiction a amené pour Marseille la perte du marché des cafés au profit de Gênes et de Trieste, points francs. Alger, libéré des droits de douane qui s'élèvent à 31 fr. 20 par 100 kilogrammes et de l'octroi de mer (30 fr. les 100 k.) munie des mêmes facilités de triage, lavage, coloration serait pour le port italien ou autrichien un concurrent redoutable. Géographiquement mieux placé pour la réception de ces produits, il aurait encore l'avantage d'une réexportation plus rapide sur les marchés importants de l'Espagne ou des pays musulmans grands consommateurs de café.

RIZ. — Enfin le riz pourrait également recevoir comme le café ces manipulations qui permettent de livrer à la consommation des produits importés, bruts, mélangés de poussières et d'impuretés emballés sans soin dans des sacs qui arrivent déchirés ; ces produits ne sont pas présentables ainsi et les industriels de la zone franche trouveraient un avantage certain à les trier, blanchir, glacer, parer, réemballer soigneusement.

D'autre part ce riz importé pourrait également subir une transformation plus complète et aller à l'exportation sous forme de farines et semoules d'un placement avantageux.

Ce serait donc pour la zone franche d'Alger tout un faisceau d'industries d'un avenir que nous prévoyons heureux. Sans doute ne faudrait-il pas exa-

gérer notre optimisme ; chacun ne rencontrerait peut-être pas dans le régime réclamé tous les éléments de prospérité que nous supposons. Mais il est impossible qu'il ne s'en trouve au moins une partie qui lui doive un essor que nous ne pouvons espérer dans la situation actuelle. Alger en recueillerait le fruit ; les bénéfices réalisés viendraient accroître le capital du pays avec d'autant plus de certitude que notre développement industriel assurerait des salaires lucratifs à la masse des ouvriers employés dans la zone franche. Ce côté de la question est loin d'être négligeable surtout si l'on remarque que la consommation ou l'usage des produits affranchis étant interdits, l'ouvrier sera tenu de dépenser dans le territoire douanier la totalité de son gain. Ajoutons que la main-d'œuvre algérienne a compris de quelle importance était pour elle l'institution d'un régime favorisant un mouvement de progrès industriel dans notre port.

Le conseil d'administration de la Bourse du Travail d'Alger s'inspirant de cette idée a émis en 1902 un vœu demandant aux pouvoirs publics de « réaliser au plus tôt cette réforme qui peut amener une amélioration sensible dans le sort des travailleurs ».

Enfin, nous ne croyons pas devoir souligner à nouveau l'importance capitale des avantages que retirerait de la zone franche notre commerce de transit. Nous en avons exposé antérieurement toute l'étendue. D'autre part, nous avons démontré que le port d'Al-

ger est placé, plus encore que tout autre port algérien, dans une situation exceptionnelle pour recevoir et réexpédier les marchandises étrangères. De ceci il nous est aisé de conclure qu'Alger zone franche deviendrait dans la Méditerranée le centre d'un commerce excessivement important, un port de répartition de la masse des produits qui viendraient y constituer des stocks constamment disponibles. Et ce point de vue plus encore que le point de vue industriel nous paraît susceptible d'une réalisation certaine et rapide du jour où les pouvoirs publics nous auront concédé le régime de faveur réclamé.

#### CONDITIONS D'ÉTABLISSEMENT DE LA ZONE FRANCHE

Nous avons vu que les conditions matérielles de l'établissement de la zone franche sont à Alger singulièrement simplifiées par la libre disposition immédiate des terrains de l'arrière-port de l'Agha. Ces terrains entourés d'une double grille formant chemin de ronde aboutissant aux guichets d'entrée et de sortie seraient suivant les prescriptions édictées par le projet de loi de M. Chaumet aménagés et surveillés spécialement par les soins et sur les crédits de notre Chambre de Commerce. Celle-ci d'ores et déjà a engagé sa promesse d'accéder à toutes ces conditions.

Du reste les divers projets d'organisation et d'ad-

ministration de la future zone franche sont en parfaite concordance avec les édictions du projet de loi.

Reste la question des rapports qui pourraient s'établir entre la zone franche et le territoire douanier. Le même projet de loi déjà cité dispose en principe que :

« Les marchandises qui passeront de la zone franche en territoire douanier seront soumises aux tarifs et aux surtaxes qui leur seraient appliqués si elles provenaient directement de leur pays d'origine toutes les fois que cette origine pourra être justifiée dans les conditions prescrites par l'Administration des douanes.

Dans le cas où cette origine ne pourrait être établie, les marchandises seront soumises au tarif général des douanes en vigueur et aux surtaxes spécifiées dans la loi du 4 janvier 1892 ».

Certains ont voulu refuser complètement aux produits de la zone franche l'accès du territoire douanier. Ils craignent que malgré sa vigilance la douane ne se laisse tromper par la similitude de deux produits et que des marchandises étrangères ne puissent ainsi pénétrer sur notre territoire pour le plus grand malheur de la production nationale. Cette crainte semble bien exagérée. La loi prévoit que la douane avant d'admettre l'entrée devra avoir justification de l'origine. Il est certain que cette administration veillera strictement à ce que cette condition soit remplie. Chacun sait que son zèle n'est jamais démenti et que

la présomption de fraude étant, à juste titre, toujours admise, le passage ne sera donné qu'aux produits dûment authentifiés.

D'ailleurs il est, pour obtenir facilement cette reconnaissance certaine des produits, divers systèmes dont les deux suivants fonctionnent en Allemagne. A Hambourg, les marchandises arrivant à l'importation sont soumises à une déclaration de transit et d'importation. Dans le premier cas les marchandises, destinées à des opérations commerciales ou à des manipulations, peuvent être reconditionnées, transformées en toute liberté et sans contrôle aucun de la douane. Elles sont ensuite soumises à une déclaration d'exportation et à un droit de sortie *ad valorem* de façon à permettre l'amortissement des frais d'installation et le remboursement des dépenses de création. En tous cas elles ne peuvent pénétrer à l'intérieur du pays sans acquitter les droits maxima. A Brême le système est différent : les marchandises, soumises au tarif maximum, sont classées dans un magasin spécial et figurent au compte du négociant qui en est responsable. Elles ne peuvent être mélangées. En tous cas si des marchandises soumises à des taxes différentes sont mélangées, le tarif maximum est appliqué à la totalité du mélange.

Il semble que de ces deux systèmes le premier soit le plus pratique et le plus conforme au principe

de la zone franche. Ici, en effet, il s'agit d'un organe d'exportation : toute marchandise rentrant dans la zone doit être destinée à répartir à l'étranger. L'importation dans le territoire douanier étant l'exception, la douane ne doit intervenir que dans ce cas pour enregistrer la déclaration d'importation et vérifier l'origine. Quoiqu'il en soit il est certain que l'administration des douanes trouverait à Alger une réglementation qui satisferait aux conditions spéciales où se trouve notre port vis-à-vis de la métropole. Il faudrait en effet dans notre cas se préoccuper de la justification d'identité des produits qui, venant de France, viendraient avant leur importation transiter dans la zone franche.

Comment sera autorisée à Alger l'institution de cette zone franche ? Il est certain que ce ne peut être que par les mêmes dispositions que pour la France. La Chambre de Commerce dans son désir de voir ses vœux obtenir une satisfaction complète avait avancé une théorie contraire. Se basant sur le pouvoir délégué au pouvoir exécutif de créer par simple décret les marchés francs établis dans le Sud de l'Algérie, elle demanda que ce qui a été fait dans le Sud, fût fait pour le littoral. Ainsi, ajoutait-elle, on serait affranchi des étapes interminables que subissent les propositions de loi (mars 1902).

Une lettre du Gouverneur général de l'Algérie ve-

nait le 12 juin 1903 réduire à néant l'espoir ainsi conçu.

« Monsieur le Ministre, disait-elle, a fait remarquer  
« qu'il lui paraissait impossible de réaliser la créa-  
« tion d'une zone franche à Alger par voie de dispo-  
« sition spéciale, avant que le Parlement se soit pro-  
« noncé sur le projet de loi récemment déposé à la  
« Chambre en vue de reconnaître le principe de l'é-  
« tablissement des zones franches dans les ports  
« maritimes. »

Depuis le commerce algérien attend une solution toujours retardée de cette question de principe. Il espère dans la ténacité de ses défenseurs au Parlement. Sans doute la discussion de la réforme douanière ne s'achèvera pas sans que soit prise une décision de principe. Nous ne pouvons que l'attendre.

## CONCLUSION

Nous avons essayé de démontrer dans cette étude que si on peut en France discuter l'opportunité de la création de zones franches, en balancer les avantages par les inconvénients, lui préférer d'autres régimes, il en est autrement en Algérie. Ici tout est avantage ; on ne lèse aucun intérêt établi, les inconvénients prévus sont de peu d'importance. L'institution de la zone franche en Algérie apparaît comme un élément de prospérité économique certain. Ce serait pour notre colonie l'organe qui viendrait heureusement compléter et assurer le revenu de ses richesses agricoles ou extractives trop variables, en quantité et en valeur. Elle viendrait établir à notre profit la multiplicité et la diversité des forces productives dont nous manquons. La Métropole est riche. L'ensemble de ses forces productives a été mis en valeur. L'abondance de ses capitaux, l'importance de ses revenus, la diversité de sa production l'assurent contre le péril d'une crise passagère. Il lui est permis de s'attarder à l'examen d'une question dont les agriculteurs et industriels français prévoient des

conséquences redoutables pour la production nationale. Cette prudence, nécessaire en France, n'a pas sa justification dans notre colonie « où l'industrie « n'est qu'à l'état embryonnaire et où l'on compte « au contraire que grâce aux industries du port franc « on pourra ouvrir certains débouchés à la produc- « tion algérienne qui entrerait en partie dans la com- « position des produits fabriqués au port franc à des- « tination de l'étranger » (Délib. du 25 oct. 1903) Chambre de commerce).

Ici non plus, ni marques de fabrique à contrefaire, ni réputation à surprendre. Nous n'avons pas à craindre la concurrence des bordaux de zone franche, des articles de Paris, baptisés français ; la fraude ne pourrait exister puisque n'existe pas l'objet de cette fraude.

Ajoutons encore l'infériorité où se trouve l'Algérie vis-à-vis de la France au point de vue du placement de ses produits.

En Algérie en effet nous n'avons pas comme en France le placement assuré de notre production. La Métropole donne à ses producteurs la masse de ses consommateurs. L'Algérie ne peut compter sur sa propre puissance d'absorption ; celle-ci est très faible et nous produisons bien au delà de ses limites extrêmes. Reste le marché français, mais bien encombré déjà de toute sa production privilégiée et que l'on songe du reste à défendre contre nous. Il nous

faudra donc aller au dehors et pour cela l'instrument nous manque qui nous est pourtant nécessaire, indispensable si l'on veut à la fois faire notre prospérité et celle de la France. Car en dehors de la suppression de nos produits la Métropole profiterait abondamment du regain de prospérité obtenu par les facilités accordées. La France ne peut oublier que nous sommes pour elle le client sérieux dont il appartient de favoriser le crédit et la puissance d'absorption. Et nous croyons savoir que cet argument a été de tous le plus sensible et le plus attachant pour nos pouvoirs publics.

Enfin l'Algérie et Alger joignent aux arguments économiques le langage des faits. Aux adversaires qui doutent de la réalisation des espérances heureuses entrevues, elles opposent une situation géographique exceptionnelle qui leur permet de revendiquer l'exemple de Copenhague zone franche. Ces arguments ont donné à tous ceux qui les ont examinés le ferme espoir d'un avenir brillant pour Alger.

M. Cochery dans son rapport s'exprime très clairement à ce sujet. Il donne en faveur de la franchise partielle d'Alger les deux raisons suivantes : « C'est « à Alger que la construction d'une zone franche en-  
« traînerait le moins de frais étant donné les vastes  
« terrains que la chambre de commerce a à sa dis-  
« position et qui seraient bien appropriés à cet  
« usage ». Ensuite : « Sa situation géographique rend

« le port d'Alger particulièrement apte à devenir un  
« port franc ? Son rôle d'entrepôt est tout indiqué ;  
« c'est un point de relâche et de ravitaillement ; placé  
« sur le trajet de nombreuses lignes de bateaux à  
« vapeur françaises et étrangères qui relient les ports  
« du Nord de l'Europe et les stations maritimes du  
« Levant et de l'Extrême-Orient ; situé à égale dis-  
« tance de ces ports et du canal de Suez il est tout  
« désigné pour les escales de cette navigation. C'est  
« là un sérieux avantage à cause des frets occasion-  
« nels très modérés qui en résultent, tant pour rece-  
« voir dans le port franc toutes les marchandises  
« que pour en réexpédier dans les diverses direc-  
« tions. »

De ces deux raisons, M. Cochery concluait que :  
« Le choix d'Alger pour la création d'une zone  
« franche répondrait donc *excellamment* au but des  
« ports francs qui est d'abord de favoriser dans la  
« plus large mesure possible les opérations de  
« transit et aussi de faciliter grâce au régime de  
« l'entrepôt et à la suspension de la perception  
« des droits de douane, la réception des marchandi-  
« ses venant de l'étranger, et leur réexpédition  
« à l'identique ou après une transformation à laquelle  
« est appelée à concourir la production nationale. »

Ce sera également notre conclusion, nous permet-  
tant de faire nôtre le vœu émis par la chambre de  
commerce d'Alger et fortement appuyé par toutes

les autorités gouvernementales ou élues de la colonie, à savoir que « le Gouvernement s'inspirant des conditions exceptionnellement favorables relevées au profit de la zone franche d'Alger veuille bien prendre en faveur de celle-ci sinon une mesure spéciale, du moins toutes dispositions utiles pour que la création en soit rapidement réalisée dès que l'autorisation législative aura été obtenue.

---

Vu : le Président de la thèse

**CAUWÈS**

Vu le Doyen :  
**LYON-CAEN**

Vu et permis d'imprimer

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

**L. LIARD**



## APPENDICE

### LES PORTS FRANCS

La question des ports francs a fait l'objet de plusieurs projets et propositions de loi qui ne sont jamais arrivés en discussion au Parlement. Comme nous le faisons précédemment savoir cette question va être reprise sous forme d'amendement à la revision douanière.

Voici le texte de cet amendement, présenté par M. Charles Chaumet, député de la Gironde, et vingt-huit de ses collègues, parmi lesquels MM. de La Trémoille et Pierre Dupuy, également députés girondins :

Art. 6. — Dans les villes pourvues d'un port maritime, il peut être décidé, par décret rendu en Conseil d'État, après enquête, que les marchandises seront admises en franchise de tous droits de douanes et des taxes intérieures de consommation dans une portion du port et des territoires adjacents.

Le décret précité ne peut intervenir que sur la demande

de la chambre de commerce et après avis favorable du conseil municipal.

Le nombre des ports où les zones franches seront autorisées ne pourra être supérieur à six pour la France et l'Algérie.

Art. 7. — Les portions du domaine public comprises dans la zone franche restent soumises, chacune en ce qui la concerne, au régime qui leur est propre.

Les terrains dépendant du domaine public maritime qui seront reconnus nécessaires pour le fonctionnement de la zone franche, en vue d'y établir des magasins ou des entrepôts, peuvent être concédés à la chambre de commerce par décret rendu en Conseil d'État.

En outre, des décrets peuvent déclarer d'utilité publique l'acquisition par la chambre de commerce, en dehors du domaine public, des terrains utiles à la bonne exploitation de la zone franche.

Il sera procédé à l'expropriation desdits terrains dans les formes prescrites par la loi du 3 mai 1841.

Art. 8. — Les propriétaires des terrains compris dans le périmètre de la zone franche pourront, dans le délai d'un mois à partir de la mise en demeure qui leur sera notifiée par la chambre de commerce, déclarer à la préfecture qu'ils entendent laisser, moyennant indemnité, lesdits terrains. L'indemnité à la charge de la chambre de commerce sera fixée conformément à la loi du 3 mai 1841.

Au cas où des biens appartenant à des incapables, à des départements, communes, établissements publics ou à l'État sont compris dans le périmètre, leur délaissement aura lieu conformément aux dispositions des paragraphes 2 et 4 de l'article 6 de la loi du 22 décembre 1888.

*Art. 9.* — La Chambre de Commerce doit sur les terrains lui appartenant et sur ceux concédés par l'État établir les magasins, hangars, voies ferrées et outillages nécessaires à la manutention, au transport, et à l'emmagasinement des marchandises. Elle pourvoit à toutes les dépenses nécessitées par cette organisation, elle prend également à sa charge le supplément de frais auquel donne lieu la surveillance du périmètre de la zone franche par l'Administration des douanes.

Pour l'indemniser des dépenses mises à sa charge, elle sera autorisée s'il y a lieu à percevoir à son profit des péages établis dans des conditions fixées par les lois des 9 avril 1898, et 7 avril 1902 et des droits de magasinage, de manutention et de transport conformément à des tarifs arrêtés, après avis du conseil municipal et du ministre des Travaux publics par le ministre du Commerce. Au cas de suppression de la zone franche les terrains, bâtiments et matériels d'exploitation appartenant à la Chambre de Commerce et qui ne pourraient être utilisés pour la gestion de ses services seront vendus par elle et le produit de cette vente sera appliqué à l'extinction des dettes ou emprunts contractés par la Chambre de Commerce en vue de l'établissement de la zone franche.

Le surplus s'il y a lieu sera versé à l'État qui devra l'employer à exécuter ou à compléter les ouvrages du port, la Chambre de Commerce entendue.

*Art. 10.* — La Chambre de Commerce a la faculté de concéder temporairement l'usage de ses terrains à des particuliers ou à des sociétés qui se chargeraient de la construction et de l'entretien des bâtiments et de l'outillage prévus au paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 4. La concession est obligatoire lorsqu'il

s'agit de l'établissement d'industries dont l'exercice est autorisé dans la zone franche.

Ces concessions sont approuvées, après avis du ministre des Travaux publics par le ministre du Commerce; elles ne peuvent être faites qu'à des Français, à des sociétés ayant dans leur conseil d'administration ou de surveillance une majorité de citoyens français, ou à des étrangers admis à fixer leur domicile en France.

*Art. 11.* — Sont autorisées dans les zones franches toutes opérations de manutention, de triage, de mélange, d'assortiment et de manipulation, la fabrication des allumettes, la manipulation des tabacs étrangers.

Peuvent être également autorisées par décret après avis du comité consultatif des arts et manufactures, les industries nouvelles ou disparues, lorsqu'il sera établi qu'à la date des demandes des intéressés, il n'existait pas sur le territoire douanier d'industrie identique ou similaire.

*Art. 12.* — Sont prohibées à l'entrée des zones franches les marchandises en provenance de pays contaminés dans des conditions prévues par les lois et règlements sur la police sanitaire. Les produits visés à l'article 15 de la loi du 11 janvier 1892, les poudres, armes et munitions, la saccharine et ses succédanés et les contrefaçons en librairie.

*Art. 13.* — Il est interdit d'habiter, de consommer et de vendre au détail dans les zones franches, sauf les exceptions visées au paragraphe 3 de l'article 10.

Il est également interdit d'y céder ou d'y louer aucun emplacement ou bâtiment à des personnes ou à des sociétés ne remplissant pas les conditions prévues au paragraphe 2 de l'article 5.

*Art. 14.* — Les marchandises qui passeront de la zone franche au territoire douanier seront soumises au tarif de nos surtaxes qui leur seraient appliqués si elles provenaient directement de leur pays d'origine toutes les fois que cette origine pourra être justifiée dans les conditions prescrites par l'administration des douanes.

Dans le cas où cette origine ne pourrait être établie, les marchandises seront soumises au tarif général des douanes en vigueur et aux surtaxes spécifiées dans la loi du 11 janvier 1892.

*Art. 15.* — Le décret instituant la zone franche déterminera :

1° Les limites de la zone, ses modes de clôture et les moyens de surveillance.

2° Les justifications nécessaires pour que les marchandises soient exemptées du tarif général des douanes et des surtaxes conformément à l'article 9.

3° Les exceptions qui pourront être apportées aux dispositions de l'article 8 en faveur des agents chargés de la surveillance ou du personnel travaillant dans l'enceinte de la zone franche. Il ne pourra être livré à la consommation que des objets ou marchandises ayant acquitté les taxes fiscales.

4° Les marques, désignations ou signes distinctifs qui devront différencier les produits sortant de la zone franche des marchandises similaires d'origine exclusivement française.

Spécialement lorsque des vins et des eaux-de-vie seront expédiés de la zone franche, les fûts et les caisses devront porter en caractères indélébiles la mention *Zone Franche*.

5. Enfin, il portera l'approbation du cahier des charges

comprenant toutes les autres mesures nécessaires pour assurer l'exploitation de la zone franche.

*Art. 16.* — Toute personne qui aura contrevenu ou tenté de contrevenir aux dispositions des articles 6, 7 et 8 de la présente loi sera punie d'une amende de 300 francs à 5.000 francs ; en cas de récidive l'amende peut être portée au double. Les produits et marchandises sont confisqués.

Ces contraventions seront constatées comme une matière de douane et poursuivies devant les tribunaux correctionnels, soit à la diligence du Procureur de la République, soit à la requête de l'administration des douanes.

*Art. 17.* — Sont et demeurent applicables dans les zones franches les lois du 28 juillet 1824 sur les altérations ou suppositions de denoms en matières commerciales, du 23 juin 1857 sur les marques de fabriques et de commerce, du 26 novembre 1873 sur les timbres ou signes apposés sur ces marques, les traités et arrangements internationaux pour la protection de la propriétés industrielle, et enfin tous les articles de loi ou de règlements en vigueur dans les ports maritimes, en ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions de la présente loi.

En outre sont interdits dans les zones franches :

1° Toutes appositions sur des produits originaires de l'Étranger soit en totalité, soit par partie, naturels ou fabriqués sur leurs enveloppes, étiquettes, marques etc., sur les imprimés ou écrits s'y rattachant de signes ou d'une désignation ou indications quelconques de nature à faire croire que les dits produits proviennent intégralement du territoire français ou du territoire d'une colonie ou d'une possession française ;

2° Tout usage de signes, désignations ou indications pré-

cités et tout acte de vente ou de mise en vente des produits ci-dessous mentionnés portant ces signes, désignations ou indications.

La saisie des objets illicites sera faite conformément aux dispositions de l'article 19 de la loi du 23 juin 1857.

Toute infraction à ces interdictions sera punie d'une amende de 50 à 2.000 francs et d'un emprisonnement d'un mois à un an ou de l'une de ces deux peines seulement.

*Art. 18.* — L'article 463 du Code pénal est applicable aux infractions prévues par la présente loi.



## BIBLIOGRAPHIE

- ALGÉRIE TRANSPORTS. — Numéro du 12 octobre 1909. Alger.
- AMIOT FERNAND. — Un port franc à Marseille (Aix, 1899).
- ANNALES DU COMMERCE EXTÉRIEUR. — Année 1909. Troisième fascicule.
- ARTAUD. — Déposition faite devant la Commission parlementaire au sujet de la création de zones franches (Marseille, 1903).
- AUBERT. — Question des ports francs (Alger, 1902).
- BOSSUET (JACQUES). — Ports francs, zones franches (Paris, 1904).
- BOUCHER (EDMOND). — Des ports francs (Paris, 1902).
- CAUVÈS (P.). — Économie politique (Paris, 1893).
- CHAMBRE DE COMMERCE D'ALGER. — Exposé des travaux; années 1898, 1899, 1900, 1901, 1902, 1903, 1904, 1905, 1906, 1907 (Alger, imprimerie Jourdan).
- COCHERY. — Rapport sur le budget de l'Algérie et de la Tunisie. Paris (annexe à la séance du 13 juillet 1908. Chambres des députés).
- CONGRÈS NATIONAL DES SOCIÉTÉS DE GÉOGRAPHIE. — Compte rendu des travaux (Alger, 1900).
- CONSEIL SUPÉRIEUR DU GOUVERNEMENT DE L'ALGÉRIE. — Session de 1902. Procès-verbaux des délibérations (Alger, 1902).
- CHAUMET (CHARLES). — Rapport sur les zones franches dans les ports maritimes (annexe au procès-verbal de la séance du 4 juillet 1903; Chambre des députés).

- DELAUNAY (P.). — Des ports francs (Paris, 1902).
- DÉLÉGATIONS FINANCIÈRES DE L'ALGÉRIE. — Session de mai 1902.  
Compte rendu des travaux (Alger, 1902).
- DÉPÊCHE ALGÉRIENNE. — Numéro du 7 mars 1909.
- DEZAUNAY. — Les admissions temporaires (Paris, 1899).
- ESTOUBLON ET LEFÉBURE. — Code de l'Algérie annoté (Alger 1896).
- FEUILLE VINICOLE DE LA GIRONDE. — Numéro de mars 1909.
- GLORIEUX. — Rapport pour le référendum des agriculteurs sur la question du port franc (Alger, 1902).
- GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE — Rapport de la neuvième sous-commission sur les ports francs (Alger, 1902).
- HURET (JULES). — De Hambourg aux Marches de Pologne. Paris, 1908.
- L'INFORMATEUR. — *Journal du Syndical international du commerce des vins* (numéro II, mars 1909).
- JOURNAL GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE. — Numéros des 19, 26 septembre, 7 et 22 octobre 1909.
- LE MARIE (HENRI). — Les ports francs (Laval, 1904).
- MUZET (ALEXIS). — Rapport sur les ports francs en France et aux colonies (annexe au procès-verbal de la séance du 6 juillet 1901. Chambre des députés).
- MARTINET (CAMILLE). — Les ports francs et l'exportation des vins (Paris, 1905).
- MOUCHERONT. — Les douanes en Algérie (Alger, 1907).
- SAVIGNON (H.). — Création d'une zone franche à Alger ; rapport à la Chambre de commerce (Alger, 1907).
- SIMIAN (JULES). — Rapport à la Chambre de commerce sur la création d'une zone franche à Alger (Alger, 1902).

# TABLE DES MATIÈRES

|                                                                                                                                   |   |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---|
| INTRODUCTION. — Nécessité pour un pays protectionniste d'adopter des mesures propres à favoriser son commerce extérieur . . . . . | 5 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---|

## PREMIÈRE PARTIE

|                                                                                                                                                                                                       |    |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE I. — DIFFÉRENTES MESURES DÉJÀ ADOPTÉES EN FRANCE. . . . .                                                                                                                                    | 19 |
| A. — Entrepôt. — <i>Historique</i> . . . . .                                                                                                                                                          | 19 |
| a) <i>Entrepôt réel</i> . . . . .                                                                                                                                                                     | 22 |
| b) <i>Entrepôt fictif</i> . . . . .                                                                                                                                                                   | 25 |
| c) <i>Entrepôt spécial</i> . . . . .                                                                                                                                                                  | 27 |
| d) <i>Entrepôt irrégulier</i> . . . . .                                                                                                                                                               | 29 |
| e) <i>Entrepôt réel dans le local des docks</i> . . . . .                                                                                                                                             | 29 |
| Inconvénients de l'entrepôt . . . . .                                                                                                                                                                 | 30 |
| B. — Drawback. . . . .                                                                                                                                                                                | 38 |
| C. — Admission temporaire. <i>Historique</i> . . . . .                                                                                                                                                | 38 |
| a) <i>Son fonctionnement. Réexportation à l'identique et à l'équivalent</i> . . . . .                                                                                                                 | 41 |
| b) <i>Inconvénients de l'admission temporaire : Fraudes consécutives de la réexportation à l'équivalent. Limitation des industries bénéficiaires. Limitation de la durée de l'opération</i> . . . . . | 44 |

CHAPITRE II. — NOUVELLE MESURE PROPOSÉE EN FRANCE :

|                                                                                                                                                                                                                |    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| LA FRANCHISE DOUANIÈRE . . . . .                                                                                                                                                                               | 48 |
| A. — Historique. . . . .                                                                                                                                                                                       | 49 |
| B. — Modalités de la franchise douanière. Ville<br>franche, port franc, zone franche. . . . .                                                                                                                  | 50 |
| C. — Étude de la franchise douanière partielle<br>dans ses applications à l'étranger : Allemagne<br>(Hambourg et Brême), Italie (Gênes), Autri-<br>che (Trieste et Fiume), Danemark (Copenha-<br>gue). . . . . | 56 |
| D. — La question de la zone franche en France :                                                                                                                                                                |    |
| 1° <i>Historique</i> . . . . .                                                                                                                                                                                 | 66 |
| 2° <i>Avantages présumés de la zone franche</i> .                                                                                                                                                              | 70 |
| 3° <i>Inconvénients présumés et discussion :<br/>dénationalisation d'une partie du terri-<br/>toire. Concurrence aux industries de l'in-<br/>térieur. Fraudes et contrefaçons</i> . . . .                      | 73 |

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE I. — LA ZONE FRANCHE EN ALGÉRIE . . . . 87

|                                                                                                                                                                             |    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| A. — Comment en Algérie le point de vue des<br>défenseurs de la zone franche se trouve déplacé<br>pour partie du fait de la situation économique<br>de la colonie. . . . .  | 89 |
| B. — <i>Situation économique de l'Algérie :</i>                                                                                                                             |    |
| 1° Ses formes productives : agriculture : céréa-<br>les, vignes, primeurs, orangers, huiles<br>d'olives, liège, alfa, crin végétal, élevage,<br>industrie minière . . . . . | 90 |
| 2° Étude de ces forces productives : précarité<br>du revenu, des richesses du sous-sol. Ses<br>causes. Précarité du revenu des richesses                                    |    |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| agricoles : intempéries, maladies, dépendance étroite du marché métropolitain encombré d'où mévente . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                    | 106 |
| 3° Relations étroites existant entre la prospérité agricole et la prospérité générale du pays. Dépendance où se trouvent toutes les branches de l'activité économique vis-à-vis de l'agriculture. Absence d'industries autres que les industries agricoles, d'où nécessité de rechercher un instrument de prospérité économique indépendant de cette source unique de richesses. | 109 |
| C. — <i>Franchise douanière partielle</i> (zone franche).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |     |
| Ses avantages au point de vue algérien. .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | 116 |
| 1° Avantages commerciaux : . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | 117 |
| a) Pour le commerce d'exportation : facilité d'atteindre les marchés étrangers par un coupage ou une transformation des produits du pays. Moyens actuels autorisés : entrepôt spécial, admission temporaire. Leur inefficacité. .                                                                                                                                                | 118 |
| b) Pour le commerce de transit, commerce de répartition, de réexportation. Avantages géographiques de l'Algérie pour ce commerce . . . . .                                                                                                                                                                                                                                       | 125 |
| 2° Avantages industriels : essor industriel prévu pour la zone franche algérienne .                                                                                                                                                                                                                                                                                              | 127 |
| 3° Avantages maritimes : développement intense de la navigation et exportations. Baisse du frêt . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                        | 128 |
| Corrélation et coordination de ces divers éléments entre eux. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | 129 |
| Inconvénients de la zone franche. . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | 132 |
| Comment les arguments soulevés en France n'ont plus de portée en Algérie. . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | 133 |

|                                                                                                                                                                                                                                            |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 1° Dénationalisation d'une partie du territoire. . . . .                                                                                                                                                                                   | 134 |
| 2° Concurrence aux industries de l'intérieur. . . . .                                                                                                                                                                                      | 135 |
| 3° Fraudes et contrefaçons. Localisation de l'objection aux vins. Comment la zone franche ne porterait atteinte ni à la réputation des vins algériens, ni à la fabrication en Algérie de vins de coupages dits « vins médecins » . . . . . | 140 |
| <b>CHAPITRE II. — ALGER ZONE FRANCHE.</b> . . . .                                                                                                                                                                                          | 146 |
| Pourquoi de tous les ports algériens, Alger doit être le premier à recueillir le privilège de la franchise. . . . .                                                                                                                        | 146 |
| <b>Section I.</b> — Historique de la question à Alger. . . . .                                                                                                                                                                             | 148 |
| <b>Section II.</b> — Avantages en faveur d'Alger ; zone franche. . . . .                                                                                                                                                                   | 154 |
| A. — Situation géographique. . . . .                                                                                                                                                                                                       | 155 |
| B. — Facilités et économie de l'installation d'une zone affranchie. . . . .                                                                                                                                                                | 157 |
| <b>Section III.</b> — Avantages présumés retirés de la zone franche par le port d'Alger : . . . . .                                                                                                                                        | 160 |
| A. — Exportation des produits du pays. . . . .                                                                                                                                                                                             | 160 |
| 1° Vins. Débouchés ainsi créés pour les vins de plaine . . . . .                                                                                                                                                                           | 161 |
| 2° Mélange, fabrication et exportation des tabacs. Exposé des conditions spéciales qui oppriment les producteurs de tabac en Algérie. . . . .                                                                                              | 161 |
| 3° Fruits. Fabrication de confitures . . . . .                                                                                                                                                                                             | 168 |
| 4° Rectification des alcools de vin. Sirops et liqueurs. . . . .                                                                                                                                                                           | 169 |
| 5° Alfa. Fabrique de pâte à papier. . . . .                                                                                                                                                                                                | 170 |
| 6° Denrées coloniales. . . . .                                                                                                                                                                                                             | 172 |
| B. — Transformation et réexportation de produits de l'extérieur. . . . .                                                                                                                                                                   | 173 |

|                                                                                                      |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 1 <sup>o</sup> Bois merrains. Fabrication de futailles .                                             | 174 |
| 2 <sup>o</sup> Jute. Fabrication de toiles d'emballages<br>et sacs. . . . .                          | 174 |
| 3 <sup>o</sup> Cafés, nettoyage, glaçage, coloration. . .                                            | 175 |
| 4 <sup>o</sup> Riz, triage, blanchissage, mouture de<br>grains . . . . .                             | 176 |
| C. — Extension très grande du commerce dit de<br>transit ou de réexportation. . . . .                | 177 |
| <b>Section IV.</b> — Conditions d'établissement de la<br>zone franche. . . . .                       | 178 |
| A. — Organisation matérielle. . . . .                                                                | 178 |
| B. — Rapports de la zone franche avec le territoire<br>douanier. . . . .                             | 179 |
| C. — Quelle autorisation sera nécessaire pour obte-<br>nir la création de la zone franche à Alger. . | 181 |
| <b>Appendice.</b> — Les ports francs. . . . .                                                        | 189 |
| <b>Bibliographie.</b> . . . . .                                                                      | 196 |
| <b>CONCLUSION.</b> . . . . .                                                                         | 183 |





